

SMI 9403.16	DOW JONES 25673.46
9415	25840
9399	25770
9383	25700
9367	25630
+0.04%	-0.52%

GRÂCE À UN LOGICIEL DE VERITY STUDIOS

## Des drones qui ne s'écrasent plus

PAGE 7

## CHIFFRE D'AFFAIRES DE 47 MILLIONS Ventes record pour Leclanché

PAGE 6

## CREDIT SUISSE ET UBS N'EN BÉNÉFICIENT PAS La Fed allège ses «stress tests»

PAGE 20

## EXTENSION SUR LE MARCHÉ ALÉMANIQUE DBS Immobilier reprend Gribi

PAGE 6

## LA POLITIQUE MONÉTAIRE VUE PAR LA BRI Une normalisation «tortueuse»

PAGE 15

## LE TITRE A CHUTÉ DE PLUS DE 14% HIER Autoneum: résultat «inacceptable»

PAGE 6

## LA CHRONIQUE DE DIDIER SAINT-GEORGES L'économie version Millennials

PAGE 14

## UN NIVEAU INÉDIT EN DIX ANS Le déficit commercial US explose

PAGE 11

## Le Salon de l'auto et de l'électromobilité



**FRANÇOIS LAUNAZ.** Président d'Auto-Suisse, l'association qui regroupe les importateurs automobiles du pays.

Le Salon de l'auto ouvre ses portes officiellement aujourd'hui. Une édition marquée par la forte présence de véhicules électriques. En Suisse, leur nombre ainsi que celui des véhicules hybrides rechargeables est en hausse de plus de 12%, mais représente seulement 3,2% de part du marché.

François Launaz se montre néanmoins optimiste pour l'avenir. Il s'est fixé comme objectif de tripler les ventes de véhicules électriques et hybrides rechargeables pour 2020. «Notre rôle est de faire connaître la mobilité électrique.» **PAGE 3**

# Helvetia porté par son dynamisme en Europe

**ASSURANCES.** Le bénéfice 2018 a été affecté par l'impact comptable de la chute des marchés d'actions en décembre.



**PHILIPP GMÜR.** Le CEO du groupe depuis deux ans et demi n'a pas caché sa satisfaction, malgré l'impact des marchés.

PIOTR KACZOR

Numéro trois sur le marché suisse de l'assurance, le groupe saint-gallois Helvetia a réalisé une bonne performance opérationnelle au cours de l'exercice 2018. Ce dernier s'est soldé par un bénéfice net de 431 millions de francs selon les normes IFRS, en hausse de 7% par rapport au bénéfice IFRS de 403 millions enregistré en 2017.

«Nous avons atteint voire dépassé nos chiffres clés principaux. Nous sommes très satisfaits de la croissance et de la rentabilité technique de nos portefeuilles ainsi que de l'avancement de notre stratégie 2020», a résumé Philipp

Gmür, le CEO du groupe, hier à Zurich. Reste que par rapport au bénéfice net de 502 millions de francs, ajusté des éléments non récurrents, enregistré en 2017, ce bénéfice s'inscrit en recul de 14%. Ce qui s'explique notamment par l'impact comptable, momentanément, de la chute des marchés d'actions en décembre 2018.

Avec pour conséquence un déclin du rendement des placements à 0,3% (contre 2,8% un an plus tôt) et un impact négatif sur les bénéfices des affaires vie et non vie. Alors que le groupe Helvetia renforce sa dimension européenne avec une croissance locale flatteuse de 6,8% dans les assurances non-vie en Europe. **PAGE 4**

## La BCVs a encore généré un résultat en hausse

CHRISTIAN AFFOLTER

La Banque cantonale du Valais (BCVs) a pu améliorer une nouvelle fois son résultat net (à 67,1 millions de francs) malgré des revenus bruts des opérations sur intérêt en léger recul. L'établisse-

ment a enregistré des augmentations solides tant du côté des fonds de la clientèle que des avances de cette dernière. Les autres prêts ont crû plus fortement que les prêts hypothécaires, ce qui témoigne du dynamisme de l'économie valaisanne. La hausse des

revenus des opérations de commissions et de prestations de service témoigne de la volonté de diversification. La BCVs se montre aussi très active au niveau des initiatives numériques, tant pour les clients que pour la gestion à l'interne. **PAGE 6**



**PASCAL PERRUCHOUD.** Président de la direction générale de l'établissement.

## Implants: les élus durcissent le ton

**SESSION PARLEMENTAIRE.** Les fabricants devront effectuer davantage d'études cliniques sur leurs dispositifs médicaux.

MAUDE BONVIN

A la suite du scandale des implants défectueux, le Parlement a décidé de serrer la vis. Le Conseil national a accepté hier, à la suite de son homologue des Etats, de réviser la loi sur les produits thérapeutiques. La future réglementation sur les dispositifs

médicaux suit celle de Bruxelles. Selon le ministre de la Santé Alain Berset, il n'y a pas de swiss finish. Les nouvelles règles bruxelloises visent à améliorer la qualité et la sécurité des patients. «A cette fin, les exigences réglementaires sont considérablement renforcées pour tous les acteurs concernés. Les fabricants doivent, par exem-

ple, prouver de manière beaucoup plus rigoureuse qu'auparavant l'utilité et l'adéquation des produits à haut risque, à l'aide d'études cliniques», explique Grégoire Gogniat de l'Office fédéral de la santé publique. Les critères d'approbation et de surveillance des essais cliniques ont aussi été durcis.

Une identification claire, à l'échelle européenne, de tous les produits devrait, par ailleurs, assurer une traçabilité complète. En outre, les données pertinentes pour le public devront être accessibles. Cela se fera dans le cadre de la base de données européenne centralisée sur les dispositifs médicaux (Eudamed). **PAGE 9**

les employé(e)s  
élisent

l'employeur le plus  
attractif de suisse.

précommander  
l'étude 2019.

www.randstad.ch/  
etude

randstad



9 771421 948004 4 0 0 1 0

# ACTEURS

## Coup de frein pour l'économie suisse

PHILIPPE G. MÜLLER

L'an dernier, grâce à un premier semestre très costaud, l'économie suisse a enregistré une croissance impressionnante de 2,5% de son produit intérieur brut réel. Elle avait alors profité d'un franc plus faible et d'une conjoncture mondiale solide.

Avec 1,6% (3,3% si le rythme avait été tenu sur l'année), la croissance de ce premier semestre 2018 représente l'évolution la plus forte de ces dix dernières années. Elle avait toutefois nettement ralenti au deuxième semestre pour passer à 0,2%. Cela s'explique principalement par l'effondrement de la conjoncture au troisième trimestre, avec un recul de 0,3% de l'économie suisse. Malgré une hausse de 0,2%, le dernier trimestre n'avait pas réussi à renouer avec les forts

taux de croissance du premier semestre.

Cette année, l'économie helvétique va pâtir de sa dépendance envers la conjoncture mondiale. Le contexte international est dominé par des risques politiques et de récession. En particulier, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE), le Brexit, qui pourrait se faire de manière réglementée (soft Brexit) ou alors hors de toute solution contractuelle (hard Brexit).

Le différend commercial entre la Chine et les Etats-Unis et le risque que l'UE s'y retrouve impliquée constituent également une menace. L'Italie est, elle aussi, un foyer de troubles permanent. Le gouvernement populiste cherche désespérément des moyens de financer des promesses électorales irréalistes et ef-

fraie ainsi les marchés des capitaux. La hausse des intérêts qui en résulte a été l'une des raisons de la récession italienne au second semestre 2018.

Même l'Allemagne n'a échappé que de peu à ce sort. La zone euro traverse ainsi une période de net ralentissement conjoncturel - ce qui est le principal

risque pour l'économie suisse. Toutefois, le scénario envisagé n'est pas celui d'une récession en Europe. On peut prévoir une stabilisation de la conjoncture dans la zone euro durant l'été, car la nette amélioration sur le marché de l'emploi européen ces derniers

Economiste responsable pour la Suisse romande UBS

trimestres va contrecarrer le ralentissement.

La contraction de la conjoncture européenne laissera des traces sur l'économie suisse. Alors que la

croissance helvétique avait encore été de 2,5% l'an dernier, elle ne devrait pas dépasser 0,9% cette année.

Ce recul est principalement dû au

ralentissement des exportations. Une croissance plus faible dans la zone euro et un franc plus fort que l'an dernier assombrissent les perspectives pour les exportateurs suisses.

Outre les signes annonciateurs d'un affaiblissement conjonctu-

rel, d'autres facteurs soutiennent en revanche l'économie helvétique. Si un net ralentissement de la conjoncture européenne est prévisible, l'économie mondiale devrait continuer à croître solidement. De plus, l'activité domestique suisse devrait être plus dynamique que les années précé-

dentes. Le marché du travail s'est sensiblement redressé et peut apporter des impulsions importantes à la consommation. Cette année, un taux d'inflation de 0,6%, et de 1% l'an prochain, est attendu. Le ralentissement de l'économie et les faibles taux d'in-

flation ne devraient guère fournir d'arguments à la Banque nationale suisse pour relever bientôt ses taux d'intérêt. Elle devra attendre que la Banque centrale européenne commence à relever les siens. Et cela pourra prendre un certain temps. ■



## Ma 3001<sup>e</sup> conférence publique et toujours la peur au ventre

CÉLINE RENAUD

CEO et fondatrice JMC LUTHERIE

Un vendredi soir vers 18 heures à notre showroom au Brassus, j'accueille une famille de dix personnes pour une «Dégustation de son» VVIP. Ils souhaitent passer un moment unique, inoubliable, pour se lier encore un peu plus. Et depuis 15 heures j'ai la boule au ventre. La peur est au rendez-vous. Comme toujours. Je souris intérieurement car je sais que la peur est ma meilleure alliée et sans elle, le résultat serait moins bon. Alors je suis confiante que cela va bien se passer...

Quand je donne un cours Parler en public avec le Storytelling, je commence souvent par demander qui a peur. La majorité acquiesce, d'autres n'osent pas se l'avouer. Et ceux qui disent ne pas avoir peur de parler en public vont souvent se déconnecter du public, aller trop vite et ne pas interagir avec les gens.

### Se concentrer sur l'autre

Alors comment traiter notre peur de parler en public? Il faut d'abord accueillir notre peur et la regarder droit dans les yeux. Sinon, nous la fuirons toujours et elle nous fera inlassablement peur. Ensuite, il s'agit de comprendre de quoi nous avons vraiment peur. «Est-ce que le public va nous juger? Est-ce qu'ils vont me comprendre?» Oui, le public va voir tout cela... et bien plus encore. Il va voir nos pensées les plus intimes. Alors il est impor-

tant de se concentrer sur la bonne chose. «Suis-je bien habillée, coiffée, maquillée? Mon ventre ne dépasse-t-il pas trop? Le micro va-t-il fonctionner?» Toutes ces questions se concentrent sur le «moi» ou le «je». Si nous nous concentrons au contraire sur le public, pas le message que «je» dois délivrer mais véritablement sur ce que le public est venu chercher, alors la peur va s'atténuer, voire disparaître. Se concentrer sur l'autre permet d'aller à l'essentiel. Ne pas oublier de sourire et de s'amuser, cela paraît basique ou simpliste, mais pourtant c'est

IL FAUT RESTER  
CONCENTRÉ,  
NON SUR L'ENTREPRISE  
UNIQUEMENT,  
MAIS AUSSI SUR  
SON ENVIRONNEMENT.

trop souvent oublié par les intervenants. Ce soir, cette famille est venue passer un moment de découverte partagée et de célébration de la jubilaire et c'est ce que vais tenter d'offrir.

D'ailleurs en anglais, ne dit-on pas pour le mot maladie «illness» qui commence par la lettre «i/I» qui veut dire «je» et pour le mot bien-être «wellness» qui commence par «we» qui signifie «nous»? Si nous nous concentrons sur le «nous» ou le «vous», c'est-à-dire que nous ne nous sentons plus séparés mais comme faisant partie d'un groupe ou de l'univers, la sensation de peur se



PHILIPPE WOODS

transforme alors immédiatement en source de puissance et d'énergie.

Nous pouvons également faire un parallèle avec l'entreprise. Qui n'a jamais eu peur pour son entreprise? Soit parce qu'elle fait face à des challenges, soit à un succès qui nécessite un développement soulevant d'autres problématiques. Il faut rester concentré certes, mais encore une fois non sur l'entreprise uniquement, mais sur l'environnement: les clients, la concurrence et tous les stakeholders et influenceurs.

Dans notre ère des réseaux sociaux, des commentaires négatifs, voire malintentionnés et faciles qui foisonnent, il est alors primordial de les maîtriser pour éviter une dégradation rapide. Accueillir la peur, lui faire face, tirer suffisamment d'énergie pour agir est alors essentiel. Et se focaliser sur nos priorités qu'il faudra avoir définies avec un plan d'action et de délais est la clé. Et ne pas oublier de respirer, de s'amuser en partageant cette joie! ■

CYRIL SCHAEER

CENTRE PATRONAL

Une initiative parlementaire a été déposée qui demande de modifier la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) en vue d'alléger ou d'exonérer les participations dans les sociétés représentant l'outil de travail du contribuable. La commission du Conseil national a décidé d'y donner suite à une forte majorité, celle du Conseil des Etats doit maintenant se prononcer.

C'est désormais un fait difficilement contestable: l'imposition de la fortune en Suisse romande, en particulier des actions d'une entreprise détenues par son dirigeant, est à ce point forte qu'elle pourrait être considérée comme confiscatoire. Avec des taux maximum de respectivement 1.01% et 0.79%, le canton de Genève et le canton de Vaud sont les deux cantons suisses qui imposent le plus lourdement les fonds investis dans l'entreprise en tant qu'outil de travail. L'initiative parlementaire 17.522, déposée fin 2017, demande que l'outil de travail ne soit plus soumis à l'impôt sur la fortune, à tout le moins que les start-up et les PME novatrices disposent de meilleures conditions d'imposition. Concrètement, elle prévoit que certaines dispositions de la LHID soient adaptées en permettant aux cantons de soumettre à des règles particulières ou d'exonérer les participations dans les sociétés re-

présentant l'outil de travail du contribuable. En cas de barème spécifique, la fortune représentée par l'outil de travail serait imposée séparément des autres éléments de fortune, et ne serait pas prise en compte pour la détermination du taux applicable aux autres éléments de fortune. Les cantons pourraient enfin prévoir des méthodes d'évaluation différentes comme une évaluation à la valeur nominale.

Cette démarche au niveau fédéral autoriserait les cantons à aménager leur législation pour favoriser la détention d'entreprise. Il

LA PROBLÉMATIQUE LIÉE  
À L'IMPÔT SUR LA FORTUNE  
EST BIEN PLUS SENSIBLE  
EN SUISSE ROMANDE,  
DU FAIT DES TAUX ÉLEVÉS  
QUI Y SONT APPLIQUÉS.

faudra ensuite que, dans chaque canton, des démarches spécifiques soient entreprises pour concrétiser l'allègement de l'imposition.

La problématique liée à l'impôt sur la fortune est à l'évidence bien plus sensible en Suisse romande, du fait des taux élevés qui y sont appliqués. En Suisse alémanique, l'impôt sur la fortune est à ce point inférieur à celui prélevé dans le canton de Genève ou le canton de Vaud qu'il apparaît moins urgent de prévoir des dispositions spécifiques à l'outil de travail. Il n'en demeure pas moins que la possibilité de prévoir des



allègements dans les cantons mérite d'être inscrite dans la LHID. Le Conseil fédéral a par ailleurs reconnu en mars 2017 «qu'il vaut la peine d'envisager un allègement supplémentaire de l'impôt sur les fonds propres et la fortune, qui entament la substance de l'entreprise et donnent ainsi de mauvaises incitations économiques». Dans ce sens, le fait que la commission du Conseil national appuie l'initiative est un signal encourageant, a fortiori lorsque cette même commission considère qu'une action immédiate est nécessaire. On relèvera aussi que la commission se déclare favorable à une solution facultative pour les cantons, qui touche non seulement les start-up, mais aussi les PME.

Il convient maintenant que la commission du Conseil des Etats suive celle du Conseil national; la souplesse prévue par la démarche parlementaire devrait être de nature à faciliter une décision qui permette enfin d'alléger la fiscalité de l'outil de travail. ■

# POINT FORT

## Coup d'accélérateur pour la mobilité électrique

**GIMS 2019.** En Suisse, le nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables est en hausse de +12,7%. La 89<sup>e</sup> édition du Salon de l'auto est aussi marquée par l'électromobilité.

MATTEO IANNI

Le 89<sup>e</sup> Salon de l'auto de Genève ouvre ses portes aujourd'hui au public à Palexpo. Une édition qui est marquée par la présence notable de véhicules électriques. La plupart des constructeurs se lancent dans les propulsions alternatives. Les organisateurs du Salon l'ont bien compris. Dès cette année, l'objectif est de transformer la manifestation en une plateforme de la mobilité, en intégrant tous les acteurs de l'écosystème. Le thème de la mobilité sera d'ailleurs au centre de cette édition avec, entre autres, le «forum Shift Automotive», un colloque qui réunit des leaders mondiaux de l'industrie automobile et de l'électronique pour débattre des technologies digitales, de la mobilité urbaine du futur ou encore de l'écomobilité. En somme, une opération pour promouvoir les véhicules alternatifs. D'après les chiffres 2018, ces derniers enregistrent une progression, mais le résultat reste encore minime. Président d'Auto-Suisse, l'association qui regroupe les importateurs automobiles du pays, François Launaz se montre optimiste. Si les véhicules électriques et hybrides rechargeables représentent une part de marché de 3,2% de l'automobile en Suisse, il ambitionne de tripler ce chiffre pour 2020.

**Le marché automobile de la Suisse a connu une année 2018 mouvementée, avec une baisse de 4,7% de nouvelles immatriculations sur le marché. Un résultat qui est en dessous de vos prévisions fixées en début d'année. Comment l'expliquez-vous?**

Les résultats du dernier trimestre 2018 et de ce début d'année ont été marqués par les problèmes d'homologation et de disponibilité. Ces problèmes sont en train d'être résolus et nous sommes confiants pour les mois à venir.



**FRANÇOIS LAUNAZ.** Président d'Auto-Suisse, l'association qui regroupe les importateurs automobiles du pays.

**La prise de conscience climatique n'y fait rien, en Suisse, les 4x4 ont fait un véritable carton en 2018, avec un nouveau taux record. Leur part du marché est passée de 47,5 à 49,1 %, ce qui signifie qu'en 2018, presque une voiture particulière sur deux disposait d'une traction sur les quatre roues.**

**En comparaison, la part des véhicules électriques vendus s'élève à 1,8%. Pourquoi la voiture électrique n'intéresse-t-elle pas les Suisses?**

Les 4x4 sont des véhicules qui conviennent particulièrement bien à la configuration géographique et au climat de notre pays, c'est pourquoi ils sont appréciés par les clients. Ce sujet ne sera plus d'actualité quand les 4x4 seront électriques, ce qui est déjà en train de se produire. Par contre, l'analyse que vous faites de la vente des voitures électriques est injuste. En 2017, leur part de marché était de 1,3% en Europe et de 1,8% en Suisse, soit 30% de mieux, et ceci sans aucun support de l'Etat ce qui est le cas dans presque tous les pays européens. Mais il faut laisser arriver les produits pour pouvoir les vendre, ce qui est de plus en plus le cas.

**A ce rythme de croissance, il faudrait 18 années pour que les voitures électriques représentent 10% du marché helvétique. On est encore loin de l'objectif voulu par la Confédération de 15% de véhicules électriques pour 2022.**

Je vous laisse la paternité de ce commentaire sarcastique que je ne partage pas.

**Par rapport à ses voisins européens, où se place la Suisse dans ce domaine?**

La Suisse est meilleure que les pays qui nous environnent et figure en tête des pays qui ne supportent pas l'électromobilité.

**À cet égard, Auto-Suisse s'est fixé comme objectif de tripler les ventes de véhicules électriques et d'hybrides rechargeables (actuellement 3,2% de part de marché) en 2020. Est-ce réalisable?**

Oui, les produits arrivent et les infrastructures commencent à se mettre en place. D'ailleurs, au mois de février 2019, nous avons atteint un record. Parmi les 22.176 véhicules immatriculés, pour la première fois, 727 ou 3,3

% étaient dotés d'un système d'entraînement purement électrique. Ces chiffres présentent un nouveau record en termes absolus aussi bien que relatifs, un pourcentage qui sera certainement dépassé au cours de l'année.

De plus, si l'on compte aussi les 0,9 % de modèles hybrides rechargeables, on se rapproche sensiblement de la réalisation de l'objectif de 10% qu'Auto-Suisse s'est fixée pour 2020. Ce dont nous avons besoin pour promouvoir les voitures électriques est particulièrement des stations de recharge à domicile et sur le lieu de travail, des stations de recharge rapides sur les axes principaux, des applications aidant les utilisateurs à les trouver, etc.

L'idéal serait aussi d'avoir comme en Norvège le droit d'utiliser les pistes de bus, des places de parc réservées et gratuites, des recharges gratuites ou avec une électricité subventionnée pour ne citer que les mesures principales.

**Le Salon de l'auto de Genève mise de plus en plus sur la mobilité électrique.**

**Comment renforcer la vente des véhicules électriques?**

Notre rôle est de faire connaître la mobilité électrique aux clients potentiels, de répondre à leurs questions et de leur enlever les doutes. En ce sens, le salon est une très belle plateforme.

**La foire est-elle à un tournant de son histoire? On parle d'un «Geneva International Mobility Show» à l'avenir.**

Oui, la voiture est en pleine mutation pour ne pas dire révolution. A l'avenir, nous devons parler non seulement du véhicule, mais de son utilisation, de son partage, de sa connexion aux autres usagers de la route. Dans ce sens, la mobilité va prendre le pas sur la voiture seule.

**Quelles sont vos prévisions pour le secteur de l'automobile en Suisse en 2019?**

Nous avons budgété 308.000

ventes et sommes confiants d'y parvenir (ndlr: contre un total de 299.716 voitures pour l'exercice 2018).■

## Hausse de 23% des voitures à propulsions alternatives

Un total de 21 591 immatriculations en 2018: jamais encore autant de voitures de tourisme neuves avec propulsions alternatives n'ont été mises en circulation sur les routes suisses en l'espace d'une année. Leur nombre a connu une forte hausse d'environ 23% par rapport à l'année précédente. La part du marché des voitures électriques, hybrides, à hydrogène et GNC se montait à 7,2%. Près de la moitié des véhicules alternatifs immatriculés étaient des voitures électriques et des hybrides rechargeables, dont la part de marché était de 3,2%.

François Launaz, se réjouit de l'évolution des propulsions alternatives et se montre optimiste: «Nous constatons un développement positif à de nombreux niveaux. Les constructeurs ne cessent d'annoncer de nouveaux modèles avec entraînement alternatif. En même temps, les moteurs à combustion sont de plus en plus souvent combinés avec un moteur électrique pour former un système de propulsion hybride.» Tous les efforts dans ce sens contribuent à réduire le CO<sub>2</sub>, poursuit-il.

«La circulation automobile de demain sera sûre, propre et silencieuse. Nous pouvons à juste titre nous réjouir de la mobilité de l'avenir, que nous voulons préparer de concert avec les nombreux partenaires dans la feuille de route pour la mobilité électrique. Si nous créons encore les conditions nécessaires à l'aide d'investissements dans l'infrastructure routière, nous pouvons nettement augmenter l'efficacité et par ce biais épargner à notre économie des dommages d'environ 2 milliards de francs par an dus aux embouteillages.»■

### VENTES DE VOITURES À PROPULSIONS ALTERNATIVES

Janvier à décembre 2018

	Parts de marché			Nombre		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
<b>BEV incl. REX</b>	<b>1.8</b>	<b>1.6</b>	<b>+0.2%</b>	<b>5408</b>	<b>4985</b>	<b>+8.5%</b>
PHEV	1.4	1.1	+0.3%	4079	3436	+18.7%
<b>HEV</b>	<b>3.8</b>	<b>2.7</b>	<b>+1.1%</b>	<b>11.267</b>	<b>8384</b>	<b>+34.4%</b>
FCEV	0.0	0.0	—	29	2	+1350%
<b>CNG</b>	<b>0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>+0.1%</b>	<b>803</b>	<b>760</b>	<b>+5.7%</b>
Autres	0.0	0.0	—	5	1	+400%
<b>Total</b>	<b>7.2</b>	<b>5.6</b>	<b>+1.6%</b>	<b>21.591</b>	<b>17.658</b>	<b>+22.9%</b>
Marché total				299.716	314.028	-4.6%
<b>BEV et PHEV</b>	<b>3.2</b>	<b>2.7</b>	<b>+0.5%</b>	<b>9487</b>	<b>8421</b>	<b>+12.7%</b>

BEV = véhicule électrique avec une batterie d'accumulateurs  
 REX = moteur thermique couplé à un générateur électrique  
 HEV = véhicule hybride électrique, faisant appel à deux stockages d'énergie embarqués distincts pour se mouvoir, dont l'un de nature électrique  
 PHEV = véhicule hybride rechargeable  
 FCEV = véhicule électrique à pile à combustible  
 CNG = gaz naturel pour véhicules (abrégié en GNV)  
 Auto Suisse

## Piëch Mark Zero, la voiture suisse qui fait sensation à l'ouverture du Salon de l'auto

Fait exceptionnel, c'est une voiture suisse qui fait impression à l'ouverture du Salon de l'auto. Positionné dans le hall 1, l'imposant stand de la marque Piëch brille par son élégance et surtout par son bolide. Le constructeur basé à Zurich présente la première voiture de sport électrique suisse: la Piëch Mark Zero. 100% électrique, c'est une GT deux places de moins de 1800 kilos et dotée d'une autonomie de batterie annoncée à 500 km. Mais son véritable point fort est son temps de recharge: 80 % de la batterie rechargée en seulement 4 minutes et 40 secondes. Une vraie performance dans le secteur des voitures électriques. Pour le reste de la fiche technique, la voiture affiche une puissance d'environ 600 chevaux et promet un 0 à 100 km/h en 3,2 secondes. Son prix se situe entre 170.000 et 190.000 francs.



**PIËCH MARK ZERO.** Rea Stark Rajcic et Anton Piëch ont fait impression lors de la présentation du modèle.

Créée en 2017, la marque suisse a été lancée par Anton Piëch. Ce patriarche ne dira peut-être rien au

public, hormis pour les amoureux de la marque Porsche. Anton Piëch est en fait l'arrière-petit-fils

de Ferdinand Porsche et le fils de Ferdinand Piëch, ancien CEO de Volkswagen. Rien que cela. Affublé de tels gènes, on comprend mieux pourquoi il s'est lancé dans l'industrie automobile. Mais à la différence de ses illustres aînés, Anton Piëch a décidé de se lancer dans l'automobile électrifiée. Il s'est associé à Rea Stark Rajcic, qui porte l'étiquette de directeur de la création.

**Une enfance en Suisse**

On peut alors se demander pourquoi avoir choisi la Suisse pour se lancer. «Je suis certes de nationalité allemande, mais j'ai grandi en Suisse. J'y ai vécu à partir de mes 5 ans jusqu'à 18 ans. C'est ma maison, revendique-t-il. C'est d'ailleurs une des raisons qui m'a poussé à y revenir, et à y créer ma compagnie. D'un point de vue des affaires, la position géogra-

phique de la Suisse est idéale pour y installer un quartier général. Au cœur de l'Europe, nous sommes près de potentiels partenaires.»

«LA SUISSE N'EST PAS CONNUE COMME PAYS CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE. NOUS SOMMES FIERS DE POUVOIR CHANGER LA DONNEE EN PRÉSENTANT QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU.»

En couverture du magazine officiel du Salon, la Piëch Mark Zero était vêtue d'un drapeau suisse. Et pour cause, la technologie de sa batterie ultra-performante et l'aspect esthétique ont été pensés à Zurich, par les ingénieurs de la marque. «La Suisse n'est pas connue comme pays construc-

teur automobile. Nous sommes fiers de pouvoir changer la donne en présentant quelque chose de nouveau avec la Piëch Mark Zero».

Il s'agit du premier produit d'une famille de véhicules que Piëch Automotive veut mettre sur le marché, à raison de 8000 à 10.000 unités par année. Le constructeur a déjà annoncé avoir un cabriolet, une 4 places et un SUV sportif dans ses cartons. Leur entrée sur le marché est fixée pour 2022. A l'image de Tesla, Piëch assurera la pérennité de ses voitures avec des mises à jour logicielles régulières, et la possibilité de remplacer les batteries.

Afin de pérenniser son activité et soutenir son développement, Anton Piëch confie être à la recherche d'investisseurs pour un montant d'environ 500 millions de francs.■

# ENTREPRISES

## Helvetia porté par son dynamisme en Europe

**ASSURANCE.** Le groupe saint-gallois a enregistré un bénéfice net de 431 millions de francs en 2018, en hausse de 7%. Impact négatif des marchés d'actions en décembre.

PIOTR KACZOR

Le groupe d'assurances saint-gallois Helvetia – numéro trois sur le marché suisse – a réalisé une bonne performance opérationnelle au cours de l'exercice 2018. Ce dernier s'est soldé par un bénéfice net de 431 millions de francs selon IFRS, en hausse de 7% par rapport au bénéfice IFRS de 402,9 millions de francs enregistré en 2017. «Nous avons atteint voire dépassé nos chiffres clés principaux. Nous sommes très satisfaits de la croissance et de la rentabilité technique de nos portefeuilles ainsi que de l'avancement de notre stratégie 2020» a résumé Philipp Gmür, le CEO du groupe, lors de la présentation de ces résultats mercredi à Zurich. Reste que par rapport au bénéfice net de 502 millions de francs, ajusté des éléments non récurrents, enregistré en 2017, ce bénéfice s'inscrit en recul de 14%. Ce qui s'explique notamment par l'impact de la chute des marchés d'actions en décembre 2018.

A la différence de la plupart des autres assureurs, la majorité des actions du portefeuille de placements du groupe Helvetia est comptabilisée dans le livre de trading du groupe. Ce qui a pour effet de répercuter les variations de ce portefeuille directement sur le



**RALPH-THOMAS HONEGGER.** L'ample contribution du CIO depuis 2002, qui prend une retraite active, a été louée par le CEO.

compte de résultats et non pas sur les fonds propres. Avec pour autre conséquence une chute de la performance totale du portefeuille à 0,3% en 2018 (contre 2,8% en 2017). Cet effet provisoire s'est d'ailleurs entretemps inversé. Alors que la part d'actions en portefeuille n'était que de 4,7% à fin décembre, et même 2% en tenant compte des mécanismes de couverture, ainsi que l'a précisé Ralph-Thomas Honegger, responsable des placements (CIO) depuis 2002.

Le volume d'affaires du groupe Helvetia s'est étoffé l'an dernier

de 3,9% à 9,07 milliards de francs. A la faveur d'une progression, en monnaies locales, de 5,8% dans les affaires non-vie (48% du total) et d'une hausse plus modeste de 2,1% dans les assurances-vie. La contre-performance des marchés d'actions s'est pourtant répercutée sur les résultats des affaires vie et non-vie. Le bénéfice après impôts des affaires non-vie s'est ainsi inscrit en recul de 8,7% à 332 millions de francs, malgré une amélioration du résultat technique ainsi que du ratio combiné (charges et coûts des sinistres rapportés aux primes) à 91%

(91,8%) et dépassé les attentes du consensus. En baisse de 23,4% à près de 148 millions de francs, le résultat des affaires d'assurances vie est en revanche ressorti un brin en dessous des attentes.

### Gain de parts de marchés dans le pôle vie en Suisse

En Suisse, Helvetia a enregistré une croissance positive du volume d'affaires de 1,9% à un peu plus de 5 milliards de francs. Cette progression a été de 0,5% à 1,47 milliard de francs dans les affaires non-vie, portées par les assurances maladie/accidents (+3,5%) et RC (+5,2%). Mais selon Helvetia, en raison d'un changement comptable, la croissance se serait en réalité élevée à 2,4% dans le non-vie en Suisse. Helvetia aurait ainsi évolué dans le sillage ou légèrement en dessous du marché helvétique. Fin janvier, l'Association suisse d'Assurances (ASA) estimait en effet la progression du volume de primes des assurances dommages à 2,2% en 2018 en Suisse et à 0,6% la hausse des recettes de primes dans les assurances vie (+0,7% en vie collective et +0,4% en vie individuelle).

Or le groupe Helvetia a enregistré l'an dernier une croissance de 2,6% dans les assurances vie à 3,6 milliards de francs. A la faveur d'un bond de 26,1% dans les as-

surances liées à des placements, une catégorie qui permet de ménager les fonds propres des assureurs, alors qu'un recul de 7,7% a été enregistré dans les assurances vie traditionnelles en Suisse.

Or avec une croissance en Suisse de 2,6% dans les affaires vie et de 2,4% dans les affaires collectives (LPP), Helvetia a gagné des parts de marché dans ces deux catégories. Les affaires suisses du groupe ont pourtant enregistré un recul de leur bénéfice de 22% à 321 millions de francs, imputable principalement à l'évolution des marchés d'actions, avec une amélioration du résultat technique non-vie et du ratio combiné au niveau enviable de 82,7% (83,1% en 2017). Le résultat technique des affaires vie en Suisse s'est en revanche inscrit en recul, en raison de plusieurs facteurs (baisse du résultat des intérêts, évolution défavorable des cas de décès dans les affaires collectives de prévoyance).

### Essor local de 6,8% dans le non-vie en Europe

En Europe, Helvetia occupe des positions significatives sur des segments de marchés spécifiques en Autriche, en Allemagne, en Espagne et en France. Dans les assurances non-vie, le groupe saint-gallois a d'ailleurs recueilli un

volume de primes de 1,9 milliard de francs, soit une croissance de 6,8% en monnaies locales, à la faveur d'un essor de 8,3% en Allemagne, de 6,7% en Italie, de 5,9% en Autriche et de 5,1% en Espagne. Dans les assurances vie, le volume d'affaires s'est établi à 1,07 milliards de francs, soit en progression modeste de 0,7% en monnaies locales.

### Scission de l'action

Le conseil d'administration propose d'augmenter une nouvelle fois le dividende d'un franc à 24 francs par action, soit un rendement de celui-ci de 3,8%. Il demandera en outre un fractionnement de l'action de 1 à 5, pour tenir compte de l'évolution favorable du titre ces dernières années et continuer à la rendre accessible à un plus grand nombre d'investisseurs, ainsi que l'a précisé le CEO. Ce dernier n'a pas manqué de souligner l'ample contribution à la performance financière d'Helvetia de Ralph-Thomas Honegger en tant que responsable des investissements (CIO) du groupe depuis 2002 et qui prend sa retraite fin mars (ndlr: pour prendre la présidence du groupe immobilier Allreal): durant cette période le cours de l'action a été plus que multiplié par cinq. Et mercredi, le titre a gagné 3,8% à 624,50 francs. ■

## Logitech révisé à la hausse ses objectifs de croissance

**INFORMATIQUE.** Logitech entend poursuivre sa croissance au-delà de l'exercice décalé 2018/19. Confirmant ses objectifs pour la période en cours et révisant à la hausse ceux à plus long terme, le fabricant valdo-californien d'accessoires informatiques vise une progression des revenus entre 5 et 9% pour l'exercice 2020/21. En préambule à une conférence hier à Zurich, Logitech a précisé que la croissance des ventes est établie en monnaies locales. Côté résultat d'exploitation, le groupe vise pour l'exercice en cours un montant entre 340 et 345 millions de dollars, selon la norme comptable non-GAAP.

Pour l'exercice décalé 2020/21, le résultat opérationnel (Ebit) devrait grimper entre 375 et 385 millions de dollars, soit une croissance entre 10 et 12% au regard de la prévision pour l'exercice en cours. A plus long terme, Logitech vise désormais une marge d'exploitation entre 11 et 14%, contre 10 à 10% jusqu'alors.

La marge brute visée se situe quant à elle entre 36 et 40%, contre 35 à 37% jusqu'alors. Les revenus devraient afficher une progression entre 7 et 9%, en devises locales. – (awp)

## Dormakaba Group poursuit sa trajectoire positive et enthousiasme les investisseurs

**SÉCURITÉ.** La marge EBITDA a atteint 16,0% pour une croissance top line organique de 2,1% au premier semestre. Gestion active du portefeuille.

PHILIPPE REY

Dormakaba a réalisé des résultats au premier semestre de l'exercice 2018/19 (clôture à fin juin) qui sans être flamboyants demeurent solides. Le marché financier a d'ailleurs réagi avec enthousiasme à cela nonobstant des commentaires ici ou là relatifs à des attentes déçues. Le chiffre d'affaires net consolidé a augmenté de 2,1% (croissance organique) à 1,397 milliard de francs par rapport au premier semestre 2017/18.

### Amélioration des différents segments

Le bénéfice d'exploitation avant amortissements ou l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) s'est établi à 223,0 millions (+5,7%), soit une marge EBITDA de 16,0% (15,1% un an plus tôt); tous les segments d'activités y ont contribué. L'accent mis sur l'amélioration des marges a limité la croissance du chiffre d'affaires (top line).

Le segment Access Solutions AMER (Amérique du Nord et du Sud) a atteint une marge



**RIËT CADONAU.** Le CEO de Dormakaba Group continuera de se concentrer sur davantage de croissance rentable.

EBITDA de 21,1% (19,7% lors de l'exercice précédent), le segment Access Solutions APAC (Asie Pacifique), une marge de 15,6% (14,1%) et le segment Access Solutions DACH (Allemagne, Autriche et Suisse), 18,3% (17,5%). Celle du segment Access Solutions EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) s'est chiffrée à 7,9% (7,6%). Enfin, le

segment Key & Wall Solutions a atteint une marge EBITDA de 14,7% (14,1%).

Le résultat net a progressé de 11,5% à 126,7 millions de francs. Le groupe, qui est actif dans les techniques de sécurité et les solutions d'accès intelligentes et sûres pour sécuriser des bâtiments, prévoit pour l'exercice entier 2018/19 une augmentation

du chiffre d'affaires du même ordre que celle de l'année 2017/18 (2,6%), et une marge EBITDA de 16,0% à 16,5%, provenant essentiellement de l'intégration post-fusion, d'améliorations supplémentaires de la base des coûts du groupe, et de mesures d'excellence en matière de vente. Pour autant que l'environnement économique ne se détériore pas.

### Attention aux intérêts minoritaires

Dormakaba a généré un cash-flow opérationnel (après variation du fonds de roulement net, intérêts et impôts) de 149,1 millions de francs lors du premier semestre (147,8 millions un an plus tôt), au regard de dépenses d'investissement (capex) de 45,2 (56) millions, qui représentent 3,2% (4,0%) du chiffre d'affaires. Dormakaba a dégagé lors de l'année entière 2017/18 un free cash-flow de 153,6 (180) millions. La valeur boursière de Dormakaba dépasse 2,8 milliards de francs, ce qui paraît élevé en considération des intérêts minoritaires détenus (47,5%) dans le

groupe, c'est-à-dire dans les entités opérationnelles (et non dans Dormakaba Holding qui est cotée sur SIX Swiss Exchange), par les familles Mankel/Brecht-Bergen qui étaient propriétaires de Dorma. L'endettement net était de 764,7 millions de francs à fin décembre 2018.

Dormakaba, qui est basé à Rüm- lang/Zurich, gère activement son portefeuille d'affaires; ce qui l'a amené à vendre en octobre 2018 sa participation de 40% dans le groupe italien Iseo, un investissement effectué avant la fusion entre Dorma et Kaba. En décembre dernier, Dormakaba a aussi cédé ses parts dans les affaires de service pour les équipements de porte s'agissant du segment Access Solutions AMER, en raison d'une rentabilité insuffisante. L'action Dormakaba Holding suit une tendance haussière depuis mars 2009; celle-ci demeure intacte, même si ce titre a subi une correction par rapport au sommet proche de 1000 francs en octobre 2017. D'une certaine manière, le marché financier est en train de tester le support de cette tendance. ■

# La croissance des prêts de la Banque cantonale du Valais atteste d'une économie dynamique

**BANQUE.** Les autres prêts à la clientèle ont augmenté plus fortement que les prêts hypothécaires en 2018. Ce qui représente l'un de ses meilleurs résultats.

CHRISTIAN AFFOLTER

La Banque cantonale du Valais (BCVs) a présenté hier ses résultats annuels. A cette occasion, entretien avec Pascal Perruchoud, président de la direction générale.

**L'année 2018 a été marquée par une forte croissance des prêts. Pourriez-vous les détailler?**

Nous avons réalisé une croissance des prêts hypothécaires de 5,1%, pour atteindre un montant total de près de 10 milliards de francs. Quant aux autres prêts à la clientèle, notamment aux PME, ils ont augmenté de 7% ou 150 millions nets. C'est l'un de nos meilleurs résultats dans ce domaine. Le montant total des prêts aux entreprises se situe ainsi à environ 2 milliards. Nous avons donc généré une bonne croissance sur les deux rubriques.

**Cela reflète-t-il aussi une bonne santé de l'économie valaisanne?**

Absolument, son évolution est réjouissante avec notamment une reprise dans le tourisme, un certain retour de la clientèle étrangère et une augmentation des nuitées hôtelières. Mais en dépit du cliché, l'économie valaisanne est diversifiée. L'industrie d'exportation a bénéficié du taux de change euro-franc suisse plus favorable, surtout au premier semestre. Le Valais affiche un taux de chômage plutôt bas. De surcroît, le flux migratoire a été très positif. L'économie valaisanne peut certes faire encore mieux, mais la dynamique est bonne.

**Les prêts hypothécaires vont-ils poursuivre leur croissance?**

Aujourd'hui, le marché est quelque peu déséquilibré. Malgré une demande qui reste soutenue, il existe une suroffre qui génère de la pression sur les prix. La croissance des prêts hypothécaires devrait donc fléchir.

Le domaine de l'immobilier en Valais compte plusieurs marchés. Si les résidences secondaires ont déjà été impactées par la Lex Weber, c'est au tour de la plaine de ralentir. Nous demeurons cependant optimistes. L'institut BAK Economics, avec lequel nous collaborons étroitement, prévoit d'ailleurs une croissance 2019 en Valais supérieure à la moyenne suisse. La reprise dans le tourisme devrait se poursuivre, alors que pour les secteurs liés à l'exportation, les perspectives semblent plus difficiles en raison du renfor-



**PASCAL PERRUCHOU.** La BCVs sélectionne les projets aux chances avérées de succès selon le président de la direction générale.

cement du franc suisse. Mais la situation peut évoluer rapidement.

**Quel sera l'impact d'une éventuelle suppression de la valeur locative sur les prêts hypothécaires?**

Personnellement, je suis d'avis que l'éventuelle suppression de la valeur locative pourrait provoquer un fléchissement de la croissance des prêts hypothécaires. Avec la dernière version du projet, l'incitation au remboursement des prêts devrait être plutôt forte.

**Quels sont les autres engagements de la BCVs pour les entreprises, en particulier les PME?**

Notre mission est d'intervenir dans tous les secteurs d'activité de l'économie valaisanne. Si pour la banque, toutes les demandes sont analysées sans exclusion de branches, le choix de financement se portera sur les projets aux chances avérées de succès. De plus, la BCVs œuvre activement en réseau en qualité de partie prenante des différents instituts spécialisés actifs dans la promotion économique. Un certain nombre d'instruments sont à disposition des entreprises valaisannes, soit au stade du démarrage ou en développement pour leur facilité l'accès aux fonds étrangers. Il s'agit notamment du Centre de cautionnement et de financement (CCF), de la Société coopérative de cautionnement romand, de la Société suisse du crédit hôtelier ou de la Fondation BCVs Déclit (fondation de cautionnement de la BCVs).

**Les opérations d'intérêts ont généré en 2018 près de 70% des**

revenus constitue un de nos principaux axes stratégiques. Ainsi, l'activité de négoce a été développée avec des résultats probants à la clé. La gestion de patrimoine contribue également à cette diversification, en particulier par le développement et la commercialisation des fonds de placement BCVs. Enfin, une adaptation de l'offre de produits a été effectuée dans le but de répondre aux besoins spécifiques de notre clientèle retail et entreprises.

**Beaucoup de banques cantonales parlent actuellement d'initiatives numériques. Comment abordez-vous cette thématique, aussi face à la valorisation de la relation de proximité?**

Les habitudes d'utilisation des services bancaires évoluent. Aujourd'hui, le client, privé ou entreprise, souhaite des prestations digitales simples et efficaces pour faciliter son quotidien en complément d'un contact avec son conseiller pour certaines prestations nécessitant des conseils personnalisés.

La Banque cantonale du Valais s'adapte donc en optimisant, sans cesse, son réseau physique que ce soit au niveau géographique ou dans la conception de ses succursales. En parallèle, elle renforce en permanence ses moyens numériques en recourant aux technologies actuelles pour mettre à disposition de sa clientèle de nombreuses fonctionnalités sécurisées, couvrant tous les aspects de la gestion financière quotidienne.

Compte tenu de notre taille, nous adoptons un positionnement qui nous permet une grande réactivité, une excellente capacité d'adaptation, tout en valorisant les expériences innovantes, en relevant les meilleures pratiques et en minimisant certains risques. Par exemple, la BCVs fut la troisième banque latine à mettre à disposition de sa clientèle l'application de paiement mobile TWINT. Elle propose également, en collaboration avec le Banque cantonale de Schwytz, le portail e-hypo.ch permettant de conclure une hypothèque en

ligne. Enfin, ce mois-ci, elle lancera l'onboarding numérique. Ce processus rend possible l'ouverture d'un compte depuis notre site internet grâce à l'identification électronique.

La numérisation a également un impact important sur le travail de nos collaboratrices et collaborateurs. Nous automatisons également certains processus, comme par exemple, dans le domaine des crédits.

**Quelles sont vos perspectives?**

Je suis très confiant pour l'avenir de la banque, qui vise toujours une croissance régulière. Je souligne la solidité et la rentabilité de l'établissement. Grâce à sa très bonne assise financière et à sa grande capacité d'adaptation, la BCVs peut poursuivre le développement de son modèle d'affaires. Il faut également relever qu'elle est aussi une forte contributrice aux collectivités publiques avec un montant de 57,3 millions versés cette année en augmentation de près de 6% par rapport à 2017. ■

## La BCVs génère une croissance très régulière du résultat

La Banque cantonale du Valais (BCVs) réussit à générer des résultats en hausse à chaque exercice depuis 2002 au moins. Par rapport à 2005 (33,03 millions de francs), le bénéfice net a plus que doublé en 2018 (67,1 millions). Le bilan a également pris l'ascenseur: sur la même période, les dépôts de la clientèle se sont étoffés, de 5,59 milliards à 9,82 milliards. Les avances de la clientèle ont évolué de leur côté de 6,44 milliards à 12,28 milliards. Au total, le bilan à fin 2018 s'est monté à 16,12 milliards, contre 7,94 milliards en 2005. Ce rythme de croissance de la BCVs a été largement supérieur à celui du PIB valaisan, qui n'a pourtant lui aussi connu que des hausses entre 2008 et 2016, le Valais étant le seul canton suisse, avec les Grisons, à avoir réussi cela sur cette période, selon les chiffres de l'OFS. La BCVs a pu attirer 314,4 millions de fonds de la clientèle (+3,3%), qui atteignent ainsi

9,858 milliards, attestant de la confiance de ses déposants.

Les prêts hypothécaires ont progressé de manière légèrement plus forte, de 5,1% ou 480,8 millions, pour s'établir à 9,923 milliards. La totalité du bilan a ainsi augmenté de 555,3 millions (+3,6%) à 16,122 milliards. L'établissement est parvenu à réaliser une nouvelle amélioration de sa performance notamment grâce à la hausse d'activités dans le segment qui a généré près de 70% du revenu opérationnel, les opérations d'intérêts. Leur contribution en chiffres absolus est clairement la plus élevée.

Le résultat brut dans ce domaine cependant été en recul de 1,1%, à 160,8 millions de francs, en raison des taux d'intérêt négatifs persistants et de la contraction des marges. Le résultat net a augmenté de 3,4%, à 165,8 millions, grâce à des corrections de valeur

pour risques de défaillance de 5 millions. Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service a progressé quant à lui de 1,4% à 40 millions de francs. L'activité de gestion des fonds de placement de la BCVs y a contribué. Finalement, le résultat des opérations de négoce «demeure à un niveau élevé» selon la BCVs, avec 26,9 millions (-6,4%).

Quant aux charges d'exploitation, elles ont enregistré une diminution de 2,8 millions, à 111,5 millions. Le ratio coûts/revenus de 46% est toujours l'un des meilleurs des banques suisses. Tous ces éléments ont généré un résultat opérationnel en hausse de 3,1% à 116 millions, le bénéfice net ayant même grimpé de 4,7% à 67,1 millions. Cela permet au Conseil d'administration de proposer le versement d'un dividende de 3,35 francs par action (+6,3%). ■

**Avis financier** [infopub@agefi.com](mailto:infopub@agefi.com)



## Dividende pour l'exercice 2018

**L'Assemblée générale des actionnaires a décidé, dans sa séance du 5 mars 2019, de distribuer pour l'exercice 2018 un dividende ordinaire de CHF 8,70 brut par action et bon de jouissance, soit CHF 5,655 net après déduction de l'impôt anticipé de 35%.**

Le paiement du dividende ordinaire (la date ex-dividende: 7 mars 2019) se fera sans frais à partir du lundi 11 mars 2019, contre remise du **coupon n° 18**, à votre banque dépositaire ou chargée de la gestion du compte par UBS SA en Suisse.

Bâle, le 6 mars 2019  
Roche Holding SA

**VERAISON: perte de confiance dans la direction d'Ascom**

Veraison perd patience avec la direction d'Ascom. Le fonds, qui contrôle près de 8% des actions du fabricant zougois d'équipements de télécommunications, «n'a plus confiance dans l'actuelle direction opérationnelle» de l'entreprise aux origines bernoises, affirme le cofondateur de cet actionnaire activiste, Gregor Gerber.

Estimant dans un article publié hier dans l'édition en ligne de *Finanz und Wirtschaft* que le potentiel d'Ascom n'est pas exploité, M. Gerber indique que Veraison entend désormais examiner toutes les options concernant ses titres Ascom, dont une vente. Ascom dispose pourtant d'un portefeuille de produits de tout premier ordre dans le domaine de la santé, observe M. Gerber. De l'avis de Gregor Gerber, Ascom doit examiner activement quel propriétaire lui convient le mieux. —(awp)

## Bucher récolte le fruit de ses nombreux efforts

**INDUSTRIE.** Les ventes nettes ont bondi de 15,8% à 3,07 milliards de francs, portées par l'ensemble des divisions.

Le groupe Bucher Industries a bouclé 2018 sur des bénéfices en forte hausse, tant au niveau opérationnel que net. Le constructeur zurichois de machines agricoles et de véhicules de voirie a dépassé les attentes les plus optimistes. Les objectifs annuels sont plus prudents, en raison notamment des conséquences liées au Brexit.

Comme annoncé fin janvier dans la présentation de chiffres préliminaires, les ventes nettes ont bondi de 15,8% à 3,07 milliards de francs, une performance à laquelle ont contribué l'ensemble des divisions du groupe.

### Progression tous azimuts

Le résultat avant intérêts et impôts (Ebit) a été propulsé à 278 millions (+22,6%), pour une marge afférente de 9,1%, en hausse de 50 points de base (pb) par rapport à celle de l'exercice précédent, indique Bucher dans un communiqué. Le bénéfice net a bondi de plus d'un quart (+28,4%) à 215 millions de francs. A elle seule, la principale division Kuhn Group (machines agricoles) a dégagé un Ebit flôlant les 100 millions de francs (+5,4%).

La marge correspondante en revanche s'est contractée de 50 pb, en raison de «problèmes dans la chaîne de livraison et dans les capacités en personnel», ainsi que de la marche des affaires souffreteuse sur le marché américain et du renchérissement de l'acier. Bucher Municipal (véhicules de voirie) a vu son excédent d'exploitation multiplié par près de deux à 49 millions, alors que la marge Ebit a bondi de près de 3 points de pourcentage à 9,0%. En plus de la demande soutenue dans les principaux marchés que sont l'Europe et l'Australie, la division a récolté les fruits de l'optimisation de la production de balayuses.

### Marge de plus de 10%

Emhart Glass (emballages en verre) a connu une évolution tout aussi réjouissante, avec un bond de plus de trois quarts de l'Ebit, à 45 millions de francs, pour une marge qui dépasse désormais les 10%, après 6,6% un an plus tôt. Les divisions Hydraulics et Specials ont également contribué à l'amélioration de la performance opérationnelle, mais de façon bien plus modeste. — (awp)

### DBS IMMOBILIER: acquisition du bâlois Gripi

La société immobilière lausannoise DBS Immobilier, propriété du groupe français Foncia, s'attaque au marché alémanique avec l'acquisition de son homologue rhénane Gripi. Le communiqué publié hier ne mentionne aucun détail financier sur l'opération. DBS précise néanmoins que sa nouvelle conquête dispose d'un portefeuille résidentiel et commercial de plus de 35.000 objets, répartis entre Bâle, Aarau, Zurich, Berne et Laufen. — (awp)

### KÜHNE+NAGEL: les conséquences d'un Brexit «dur» inquiètent le CEO Detlef Trefzger

Le logisticien Kühne+Nagel est inquiet des conséquences d'un éventuel Brexit «dur», une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord. «Si le Brexit ne peut être empêché, alors il doit se faire de manière douce, transparente et avec des règles et des processus clairs», a dit le directeur général Detlef Trefzger sur le site internet du magazine *Trans aktuell*. Un Brexit «dur» conduirait au chaos, selon le patron. «Nous devons malheureusement nous préparer à de nombreuses incertitudes», a-t-il ajouté. — (awp)

### RAPID NUTRITION: le groupe envisage une cotation secondaire hors-Bourse

Rapid Nutrition a annoncé hier son intention de demander une double cotation de ses actions existantes. La société londonienne, dont le titre s'échange déjà à la Bourse SIX, envisage d'être également coté sur les plateformes de gré-à-gré listées à OTCQB. Dans un communiqué, le concepteur de suppléments alimentaires explique qu'une double cotation lui conférerait «un meilleur profil et une meilleure visibilité à l'international», ainsi qu'un accès facilité au marché des capitaux pour financer son expansion. — (awp)

### BOSSARD: la rentabilité manque de peu les attentes

Le producteur de visserie et de dispositifs de fixation a dégagé l'an dernier un bénéfice net de 85,4 millions de francs, en hausse de 6,5% sur un an. La conseil d'administration proposera un dividende étoffé de 30 centimes à 4,50 francs par titre. L'Ebit a enflé de 12,1% à 108,8 millions de francs. Le chiffre d'affaires s'est établi à 871,1 millions de francs. Nonobstant la progression, la rentabilité opérationnelle comme nette manque de peu les projections moyennes des analystes, qui anticipaient un Ebit de 111,0 millions et un bénéfice net de 85,4 millions. — (awp)

### ALDI: forte de son 200<sup>e</sup> magasin ouvert en Suisse, la filiale helvétique vise les 300 enseignes d'ici dix ans

La filiale helvétique du discounter allemand s'apprête à ouvrir au centre de Lugano son 200<sup>e</sup> point de vente. Aldi Suisse ambitionne d'inaugurer 100 nouveaux magasins, à une cadence régulière de dix par an, avec à la clé de 1000 à 2000 postes supplémentaires. «Les centres des villes suisses ont un grand potentiel pour de nouvelles filiales. C'est exactement à ces emplacements que les clientes et les clients veulent nous voir», assure le directeur général d'Aldi Suisse, Timo Schuster. — (awp)

# Leclanché a fortement accru son chiffre d'affaires en 2018

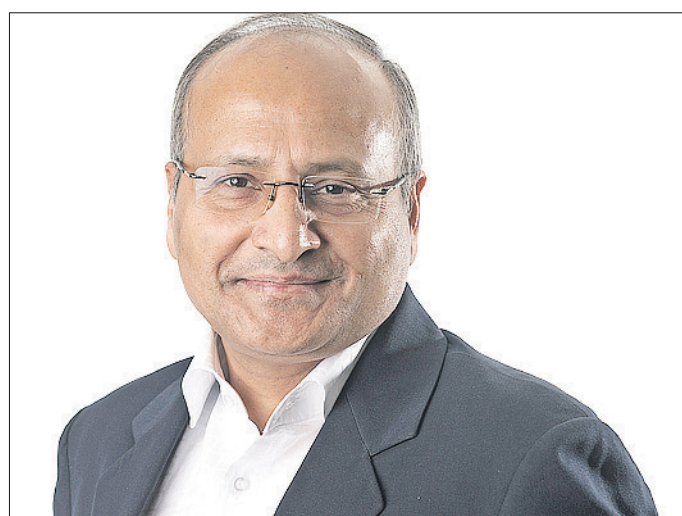
**STOCKAGE D'ÉNERGIE.** La société a réalisé des ventes de 47 millions de francs, un record sur les 22 dernières années.

CHRISTIAN AFFOLTER

La reprise des affaires que Leclanché a annoncée pour 2018 a bel et bien eu lieu. Cette dynamique positive se fait particulièrement ressentir du côté du domaine développé depuis l'arrivée du CEO Anil Srivastava, la division e-Transport Solutions. Alors que le chiffre d'affaires avait atteint 18 millions de francs en 2017, il devrait avoir dépassé 47 millions l'année dernière. Le carnet de commande au début de cette année dépasse même une valeur de 60 millions.

Cela a été rendu possible notamment par l'acquisition de nouveaux contrats et partenariats clés. Pour les solutions e-Transport, Leclanché souligne qu'il «travaille actuellement sur le plus grand ferry entièrement électrique du monde au Danemark, un projet historique soutenu par l'UE, et a récemment signé un partenariat avec Kongsberg, leader mondial de la technologie maritime, pour fournir des solutions de propulsion hybride. Ces solutions sont conçues pour améliorer l'efficacité et réduire l'impact du transport sur l'environnement grâce à la construction de nouveaux navires, autonomes ou avec équipage, à la pointe de la technologie.»

Du côté des stockages stationnaires, Leclanché a récemment



**ANIL SRIVASTAVA.** Le CEO de Leclanché souligne que des étapes de validation essentielles ont été franchies l'année dernière.

franchi, comme prévu, la barre des 100 MWh de projets de stockage stationnaire en exploitation. Parmi eux figure l'île de Graciosa, cette solution permettant d'intégrer plus de 70% d'énergie renouvelable dans son réseau électrique.

Le CEO de Leclanché Anil Srivastava met en évidence que la dynamique de 2018 va se poursuivre: «Après un chiffre d'affaires record en 2018, nous sommes entrés en 2019 avec un carnet de commandes solide et des projets adjugés, notamment dans l'activité e-Transport Solu-

tions et le marché de la marine électrique, où nous avons connu une croissance significative, avec des commandes confirmées de

«NOS SOLUTIONS COMPLÈTES NOUS SINGULARISENT ET FONT DE NOUS LE PARTENAIRE DE CHOIX POUR NOS CLIENTS.»

plus de 42 millions de francs qui seront livrés en 2019 et 2020. Il s'agit d'une validation claire de notre stratégie sur le marché et

de la confirmation que nos solutions complètes, basées sur notre propre technologie cellulaire interne de pointe, couplées à notre savoir-faire en matière de véhicules électriques, nous singularisent et font de nous le partenaire de choix pour nos clients.»

En plus d'avoir embauché plus de 90 personnes l'année dernière, essentiellement pour l'e-Transport, la société a engagé 10 millions dans la fabrication de cellules pour répondre à la demande croissante.

Le fort dynamisme du côté des e-Transport Solutions se reflète également dans l'engagement de Phil Broad, qui dispose d'une longue expérience dans le domaine des véhicules utilitaires, tant sur route que hors route, pour diriger cette division à partir du 1<sup>er</sup> mars en tant que vice-président exécutif. «Je suis persuadé que Phil nous aidera à tirer parti de notre succès à ce jour et à consolider notre position en tant que partenaire de stockage d'énergie «Go To» pour les entreprises de transport axées sur le transport maritime et terrestre, y compris le rail, les bus, et les véhicules utilitaires», a commenté Anil Srivastava.

Les investisseurs ont fortement apprécié ces informations, puisque le titre coté sur SIX a bondi de près de 16%, à 2,08 francs. ■

## Autoneum sanctionné en Bourse après un résultat «inacceptable»

**AUTOMOBILE.** Le titre du groupe zurichois a chuté hier de 14,17% à 139,90 francs.

Le fournisseur de l'industrie automobile Autoneum a connu une douloureuse année 2018, son bénéfice net chutant lourdement, ce qui l'a amené à sabrer son dividende d'un peu moins de moitié. Le titre était durement sanctionné en Bourse, les analystes et la direction ne s'attendant pas à un retour sur les rails avant 2021. Le titre a dégringolé de 14,17% à 139,90 francs hier à Zurich. «Ce résultat est tout à fait inacceptable et ne correspond pas du tout à nos ambitions», a assuré le directeur général Martin Hirzel devant les médias hier. Il attribue la dégringolade des profits à «un échec total» de la direction en Amérique du Nord.

Le bénéfice net du groupe s'est considérablement réduit en 2018 à 74,7 millions de francs, soit 37% de moins qu'en 2017. Il fait toutefois mieux qu'attendu par le consensus AWP (62,2 millions). Le bénéfice avant intérêts et impôts (Ebit) s'est rétracté de 36% à 114,1 millions, en dessous des prévisions.

Selon le patron, l'entreprise n'a pas réussi à lancer dans les deux usines américaines «un bon début de production» à destination de nouveaux clients gagnés en Europe. Cinq démarrages ont échoué. La situation était parti-

culièrement grave au quatrième trimestre et n'était pas prévisible. La division a débuté l'année 2018 avec un Ebit de 10,6 millions de francs au premier trimestre, contre 18,2 millions l'année précédente, a ajouté Martin Zwyrssig le chef des finances. Les premiers problèmes de production sont apparus au second trimestre. Le quatrième trimestre s'est achevé sur une perte de 21,4 millions au niveau de l'Ebit.

Dans son rapport annuel, la direction souligne que les opérations dans deux usines américaines ont connu des «pertes cruciales» à cause de problèmes de qualité et d'exécution. Autoneum pointe des erreurs de production, des transferts qui ont échoué entre la direction et la production, des problèmes techniques sur des lignes automatisées mais aussi un manque de main d'oeuvre qualifiée.

### Faible visibilité

Les difficultés opérationnelles n'ont pas encore été résolues, selon le patron d'Autoneum qui a assuré que l'entreprise travaillait dur pour les éliminer.

Les ventes outre-Atlantique, la deuxième plus grosse division, se sont contractées de 4,3% à 921,8 millions de francs, affectées éga-

lement par des charges de restructuration, des coûts salariaux plus élevés et des prix des matières premières en hausse, selon le communiqué du groupe.

Le groupe se voit contraint de biffer ses objectifs à moyen terme. La visibilité étant faible, de nouvelles perspectives seront données à une date ultérieure, a indiqué une porte-parole. Les liquidités opérationnelles du groupe ont fondu de 14,6% à 124 millions de francs. Quant à la dette nette, elle a grimpé de 100 millions.

Ces résultats en baisse incitent le conseil d'administration d'Autoneum à fortement réduire le dividende à 3,60 francs contre 6,50 francs l'année précédente.

Le groupe, qui compte 13.000 employés, a toutefois enregistré une croissance organique de 3,7%, «plus forte que celle du marché», alors que la production mondiale de voitures a diminué de 1,1% à 94,1 millions de véhicules l'an passé. Le groupe winterthourais avait déjà annoncé en janvier ses revenus à la hausse (+3,4%) à 2,28 milliards de francs en 2018.

Pour 2019, un résultat négatif est attendu au premier semestre. Aucune indication n'est fournie pour l'ensemble de l'année. — (awp)

## Roche: appel d'extension pour le Xofluza

**PHARMA.** Roche a obtenu — par l'entremise de sa filiale américaine Genentech — que soit examinée aux Etats-Unis une demande d'extension d'homologation pour son traitement antigrippal Xofluza (baloxavir marboxil), dans l'indication pour les personnes particulièrement vulnérables aux éventuelles complications de la maladie.

Destiné à prendre le relais du Tamiflu (oseltamivir) — qui a connu son heure de gloire avec l'épidémie de grippe aviaire — le Xofluza a déjà décroché un premier feu vert de l'Agence sanitaire américaine (FDA) en octobre dernier, pour les patients dès douze ans ne présentant pas de complications, rappelait la multinationale pharmaceutique dans un communiqué hier.

L'étude clinique de phase III Capstone II sur laquelle se base la demande d'extension comparait l'efficacité du Xofluza avec celles d'un placebo et du Tamiflu. Le nouveau médicament a notamment permis de réduire d'un quart, à moins de 75 heures, la durée des symptômes observés, tant par rapport à son illustre prédécesseur qu'à la substance neutre.

Le verdict du gendarme américain sur la demande d'extension est attendu pour début novembre. — (awp)

# «Les fondations actionnaires sont pertinentes dans le contexte de l'économie durable»

**GOUVERNANCE.** Dominantes au Danemark où elles représentent 20% du PIB, les fondations actionnaires restent un modèle méconnu en Suisse, selon Delphine Bottge, avocate.

ELSA FLORET

Parmi les fondations d'utilité publique – il en existe près de 14.000 en Suisse – certaines détiennent une participation significative dans une ou plusieurs entreprises commerciales. On les appelle «fondations actionnaires» ou «fondations holdings.»

Si la fondation actionnaire relève d'une situation de fait, c'est aussi un modèle de gouvernance qui suscite un intérêt grandissant en Europe dans la mesure où il permet de faire converger création de valeur économique et action philanthropique.

Face à la demande croissante de nouveaux modèles permettant d'entreprendre au service du bien commun, rencontre avec Delphine Bottge, avocate à Genève, correspondante pour la Suisse de DE FACTO, dynamique européenne en faveur des fondations actionnaires et Academic Fellow du Centre en philanthropie de l'UniGE où elle développe actuellement une recherche académique sur ce sujet.

**Les fondations actionnaires sont surtout connues en Scandinavie et méconnues en Suisse.**

En effet, au Danemark, nombreuses (plus de 1300), elles détiennent 20% des plus grandes entreprises nationales. C'est un modèle qui fait la force du Danemark, où, contrairement à la Suisse, leur rôle économique et social est pleinement reconnu.



**DELPHINE BOTTGE.** «La Suisse se veut et est perçue depuis des années comme un hub de la philanthropie innovante en Europe.»

En Suisse, les fondations existent depuis très longtemps. Il s'en crée une par jour. On en compte près de 14.000 aujourd'hui, soumises à la surveillance des autorités cantonales ou fédérales, mais on ne dispose pas de statistiques précises sur celles qui détiendraient des participations déterminantes dans des entreprises. Une part de la recherche que j'effectue actuellement au sein du Centre en philanthropie consiste à recenser ces fondations actionnaires, que j'estime à moins d'une centaine, et à aborder les enjeux – notamment juridiques – auxquels elles doivent faire face en Suisse.

**En quoi peuvent-elles être pertinentes dans le contexte économique actuel?**

On recherche de plus en plus, dans une société en quête de sens, à allier profit et intérêt général, entrepreneuriat et philanthropie. Il ne s'agit plus d'opposer ces notions, mais de les rapprocher dans une sorte de continuum, renforçant la cohésion sociale.

**La philanthropie emprunte au monde de la finance et vice-versa.**

En effet, on observe que la philanthropie «traditionnelle» emprunte au monde de l'entreprise ses techniques et cherche de plus en plus à mesurer son impact. De son côté, le monde de la finance, capitaliste par essence, laisse une place de plus importante à l'investissement durable. On assiste

## QUELQUES EXEMPLES DE FONDATIONS ACTIONNAIRES

Fondation actionnaire	Entreprise
<b>En Suisse</b>	
Fondation Hans Wilsdorf	Rolex
<b>Victorinox Stiftung et Carl und Elise Elsener-Gut Stiftung</b>	<b>Victorinox</b>
Ernst Göhner Stiftung	Panalpina
<b>Jacobs Stiftung</b>	<b>Barry Callebaut</b>
Lindt Cocoa Foundation	Lindt & Sprüngli
<b>Dans le monde</b>	
Fondation Carlsberg (Danemark)	Carlsberg (Danemark)
<b>Fondation Novo Nordisk (Danemark)</b>	<b>Novo Nordisk (Danemark)</b>
Fondation Hempel (Danemark)	Hempel (Danemark)
<b>Robert Bosch Stiftung (Allemagne)</b>	<b>Bosch (Allemagne)</b>
Stiftung Kinderförderung von Playmobil	Playmobil (Allemagne)
Ces fondations actionnaires détiennent tout ou partie des sociétés citées.	
Delphine Bottge, Bottge & Associés	

aussi à la création de nouveaux modèles d'entreprises durables où la mission sociétale de l'entreprise est inscrite au cœur des statuts et où toutes les parties prenantes (employés, clients, fournisseurs) sont incluses. Ce nouveau type de sociétés qu'on peut généralement appeler «entreprises à mission» ou «benefit corporations» sont en plein essor et on en recense plus de 5000 à travers le monde à l'instar d'Alessi, Patagonia ou encore Dannon North America.

**Depuis combien de temps existent-elles?**

les fondations actionnaires sont un modèle intéressant, qui existe depuis des décennies en Suisse et qui mérite d'être exploré, dans le contexte expliqué plus haut. La fondation inscrit l'entreprise détenue dans le long terme, grâce à un actionariat stable, puisque le

capital lui est le plus fréquemment transmis de façon irrévocable et inaliénable. Comme toute fondation, elle est soumise au contrôle des autorités de surveillance. Par ailleurs, la valeur créée par l'entreprise concourt à financer, via les dividendes perçus, des actions d'intérêt général. Elle peut aussi favoriser, au sein de l'entreprise, la mise en place d'une politique en faveur des employés ou d'une stratégie RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) et peuvent être source de motivation et de sens pour les équipes.

On peut toutefois se demander s'il est possible d'allier deux temporalités qui peuvent paraître contradictoires: cette vision à long terme et la nécessité d'une adaptation rapide aux évolutions du marché. Il n'en reste pas moins que, par leur stabilité, ces fondations permettent de péren-

niser la vision du fondateur de l'entreprise. Et certains entrepreneurs décident de céder une partie de leurs parts à une fondation actionnaire pour anticiper la transmission à la génération suivante, dans le souhait de transmettre à leurs enfants, bien au-delà des actifs, des valeurs. Nombreuses sont les familles fortunées, qui s'intéressent aujourd'hui à ce modèle de transmission.

**Quelles sont les raisons qui font de la Suisse un terreau fertile pour les fondations en général et les fondations actionnaires en particulier?**

La force du droit suisse réside dans son libéralisme et dans son pragmatisme. Seuls 10 articles du Code civil sont consacrés aux fondations! Une grande liberté est ainsi laissée au fondateur, puisqu'une fondation suisse peut avoir un but philanthropique, économique ou même mixte, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans d'autres pays. Enfin, l'approche des autorités est généralement ouverte et pragmatique. À cela s'ajoute le fait que la Suisse se veut et est perçue depuis plusieurs années comme un hub de la philanthropie innovante en Europe. Tous les ingrédients sont remplis pour qu'elle soit un terreau pour le développement d'un modèle de fondation actionnaire autour de l'idée d'entrepreneuriat pour une économie durable et en quête de sens. ■

# Verity Studios lance un logiciel pour un ciel plus sûr

**DRONES.** La société zurichoise, créatrice de ballets d'engins volants pour l'industrie du spectacle, a développé un algorithme peu coûteux et facile à implémenter pour éviter les crashes.

SOPHIE MARENNE

Le ciel se remplit peu à peu de drones qui nous offrent déjà – ou nous offriront bientôt – des services de livraison, de surveillance, de prise de vue ou d'analyse de terrain. Dans les airs, le modèle roi est le quadrirotor, un aéronef doté de quatre hélices fixées aux extrémités d'un châssis en croix. A l'heure actuelle, si l'un de ces rotors tombe en panne, le drone s'écrase. Selon l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), l'arrêt d'un des systèmes de propulsion est d'ailleurs la défaillance technique la plus courante.

Face à ce risque, l'entreprise zurichoise Verity Studios a dévoilé une solution, la semaine dernière: un logiciel, nommé Failsafe, qui rend sa technologie de contrôle disponible pour tout constructeur de drones. Grâce à ce système breveté, l'engin volant qui rencontre un problème technique présente bien moins de dangers. Au lieu de se mettre à tourner jusqu'au crash, il reste en l'air grâce à un algorithme sophistiqué, se stabilise et peut naviguer, en toute sécurité, jusqu'à son lieu



**RAFFAELLO D'ANDREA.** Professeur à l'EPF de Zurich, il a aussi cofondé Kiva, rachetée pour 775 millions de dollars par Amazon.

d'atterrissage. «Failsafe protège contre les défaillances des moteurs, des contrôleurs de moteurs et des hélices dans les systèmes multi-coptères», indique Raffaello D'Andrea, l'un des cofondateurs à la base de la société.

**Explorer un nouveau marché**  
Spin-off de l'Institut for Dynamic Systems and Control de l'EPFZ fondée en 2014, Verity

Studios est réputé pour ses nuées de drones autonomes destinées à l'industrie du divertissement. Ses essaims de machines volantes ultra-fiables ont accompagné des spectacles comme ceux du Cirque du Soleil et du Cirque Knie mais aussi les derniers concerts de Drake et de Metallica. Dernièrement, 88 de ses micro-robots sont apparus lors du China Central Television New Year's

Gala, l'évènement télévisuel le plus regardé au monde qui a rassemblé un milliard de téléspectateurs. La compagnie d'une taille de 70 collaborateurs a déjà prouvé l'efficacité de sa technologie dans plus de 7000 vols au-dessus de personnes.

«Nous prévoyons de continuer à grandir sur le marché des shows en direct, en développant de nouvelles technologies pour les évènements et en améliorant celles qui existent», déclare l'expert en robotique et en intelligence artificielle. «Cependant, notre travail dans l'industrie du divertissement "live" a aussi été un grand terrain d'essais. Nous explorons maintenant d'autres applications commerciales et créatives de nos technologies dont l'atout majeur est d'être incroyablement polyvalentes. Nous étudions leur applicabilité plus large dans de nouveaux marchés verticaux.»

**Un agenda industriel critique**  
La cible de cette nouvelle solution: tous les fabricants de robots volants, tant les engins commerciaux que ceux destinés aux particuliers. En effet, la stabilité malgré la défaillance technique est

un défi que même les plus grandes compagnies du secteur n'ont pas résolu. La réponse de Verity Studios – en cas de perte d'un, voire de deux des systèmes de propulsion – représente un coût relativement minime pour le fabricant, qui n'engendre pas, ou peu, de frais supplémentaires pour le consommateur. L'algorithme de Failsafe peut être assimilé aussi bien par un drone autonome que par un appareil

«NOTRE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DU DIVERTISSEMENT "LIVE" A ÉTÉ UN GRAND TERRAIN D'ESSAIS. NOUS EXPLORONS MAINTENANT D'AUTRES APPLICATIONS COMMERCIALES ET CRÉATIVES DE NOS TECHNOLOGIES.»

télécommandé. Il est également implémentable sur un quadcoptère existant, moyennant une simple mise à jour – sans ajout de matériel supplémentaire, donc de poids, à la machine. Il représente ainsi une alternative plus efficace et meilleur marché que les parachutes utilisés à l'heure actuelle.

Le logiciel de Verity Studios tombe à pic. En janvier, la Federal Aviation Administration, l'agence gouvernementale char-

gée de la réglementation de l'aviation civile aux États-Unis, a proposé de réduire drastiquement les contraintes liées aux vols de drones, notamment au-dessus des personnes et durant la nuit. L'assouplissement de ces obligations confirme l'émergence d'un ciel rempli de drones, ce qui n'est pas sans inquiéter la population et les régulateurs car les engins posent encore des problèmes de sûreté.

La solution du concepteur helvétique s'inscrit tout à fait dans les préoccupations des fabricants qui ont la nécessité de se pencher sur cette question pour permettre la croissance du secteur. «Nous leur offrons un moyen simple d'accroître considérablement la sécurité et la fiabilité de leurs drones.» En pratique, un modèle de référence destiné au logiciel de contrôle de vol open source PX4, avec le pilote automatique Pixhawk, est déjà disponible. ■

## Ferrari se lève contre la pub pour le tabac

L'écurie va retirer toute trace visuelle du projet «Mission Winnow» de Philip Morris.

Aucune mention tant écrite que visuelle du projet «Mission Winnow» du géant du tabac Philip Morris n'apparaîtra lors du premier Grand Prix de la saison de F1, le 17 mars à Melbourne, a annoncé hier un porte-parole de Philip Morris International. «Mission Winnow restera le sponsor de l'écurie Ferrari en 2019», a-t-il indiqué, même si la marque n'apparaîtra pas sur les voitures et les combinaisons de l'équipe en Australie, après l'ouverture d'une enquête par les autorités locales pour savoir si elle enfreignait la loi en matière de publicité pour le tabac. «Nos activations (de marque) seront différentes en Australie. Nous en annoncerons les détails avant la course», a-t-il précisé. La mention «Mission Winnow» avait déjà été retirée du nom officiel de l'écurie dans la dernière version de la liste des engagés pour la saison qui débute. De nombreux pays (dont la France) interdisent depuis le milieu des années 2000 la publicité pour les cigarettes et le tabac, à laquelle s'oppose également la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Mais Philip Morris, qui n'avait pas pour autant cessé de sponsoriser Ferrari, a pu de nouveau apparaître sur les monoplaces et les tenues de l'écurie en octobre dernier par l'intermédiaire de sa filiale scientifique «Mission Winnow». — (afp)

# Banques européennes face à une affaire de blanchiment en lien avec la Russie

La banque russe Troika Dialog aurait fait sortir illégalement près de 5 milliards de dollars de Russie, impliquant plusieurs établissements européens.

Les noms de plusieurs banques européennes sont cités dans une enquête rendue publique cette semaine par un consortium international de journalistes, qui dénoncent un vaste système de blanchiment et d'évasion fiscale mise en oeuvre par la banque russe Troika Dialog. Dans cette enquête, l'association Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) dévoile les ressorts de ce qu'elle nomme la «Lessiveuse Troika», qui a permis, selon elle, de sortir de Russie entre 2006 et 2013 près de 5 milliards de dollars, dont une partie provenant d'activités criminelles. L'association, qui a collaboré avec le site d'investigation lituanien 15min.lt et 21 médias étrangers, explique s'être appuyée sur une fuite de données bancaires portant sur 1,3 million de transactions entre 238.000 entreprises ou clients particuliers. Après examen de ces données, l'association affirme que Troika Dialog a mis sur pied sur un réseau de 75 entreprises satellites domiciliées dans des centres financiers peu regardants et possédant des comptes bancaires auprès d'Ukio, un établissement bancaire lituanien. «Étant donné que la Lituanie n'utilisait pas encore l'euro, Ukio avait besoin de comptes dans des banques européennes, telles que l'autrichienne Raiffeisen ou l'allemande Commerzbank, pour réaliser des transactions libellées



Ruben Vardanyan, qui dirigeait Troika Dialog jusqu'à sa revente à Sberbank en 2012, assure que l'établissement était en règle.

en euros», explique l'enquête des journalistes. Outre Commerzbank et Raiffeisen, cette dernière étant visée par une plainte contre X, sont également citées les banques néerlandaises ING et ABN AMRO, la scandinave Nordea, l'allemande Deutsche Bank ou la française Crédit Agricole, via sa filiale de banque privée Indosuez. Troika Dialog a ainsi permis à ses clients, dont beaucoup appartenaient à l'élite russe, de sortir clandestinement des fonds de Russie, cacher leurs actifs à l'étranger et blanchir de l'argent sale, est-il ajouté. Les fonds ainsi exfiltrés auraient ensuite permis d'acheter de manière légale yachts, bijoux et

même de financer une association privée parrainée par le Prince Charles.

### Recul des valeurs bancaires

Dans le sillage de ces révélations, les valeurs bancaires européennes ont été sévèrement chahutées ces derniers jours. Le finlandais Nordea a perdu 4% lundi et l'autrichien Raiffeisen 12% mardi. Le titre Crédit Agricole était lui en repli de 1,36% hier à la mi-journée tandis qu'ING perdait 4%.

Cette nouvelle affaire survient au moment où la plus grande banque danoise Danske Bank est pointée du doigt dans une enquête sur un énorme scandale de blanchiment d'argent, qui lui

vaut d'être dans le viseur de la justice dans plusieurs pays. Une enquête sur des soupçons de blanchiment d'argent vise également la banque suédoise Swedbank. Elle s'ajoute surtout à une longue liste de scandales financiers survenus ces dernières années en Europe. Fin 2018, la banque néerlandaise ING avait notamment été au coeur d'un scandale de blanchiment d'argent et avait annoncé un accord conclu avec les autorités néerlandaises, prévoyant le versement de 775 millions d'euros. Plus récemment, le géant bancaire suisse UBS, jugé pour «démarchage bancaire illégal» et «blanchiment aggravé de fraude fiscale», a été condamné par le tribunal correctionnel de Paris à une amende de 3,7 milliards d'euros.

### Accusations prises «au sérieux»

Créée au début des années 90, Troika Dialog est devenue au fil des années l'une des principales sociétés d'investissement privées de Russie jusqu'à son rachat en 2012 par la première banque russe, le groupe public Sberbank. Sberbank a dit n'avoir aucun rapport avec les faits dénoncés: «les faits cités dans l'article n'avaient aucun rapport avec Sberbank. Les opérations mentionnées étaient réalisées à partir de comptes de sociétés qui ne sont pas rentrées dans le périmètre du rachat de Troika Dialog par Sber-

bank», a-t-elle indiqué dans une déclaration.

L'influent investisseur Ruben Vardanyan, qui dirigeait Troika jusqu'à sa revente à Sberbank en 2012, a assuré, via un communiqué de son service de presse, que l'établissement avait «au cours de toute son histoire agi en respect total des principes de transparence et des standards internationaux de comptabilité financière». De leur côté, les banques européennes citées dans l'enquête et interrogées ont affirmé prendre au sérieux ces affirmations tout en affirmant avoir respecté leurs obligations de lutte contre le blanchiment d'argent.

«S'agissant de ce dossier, Indosuez Wealth Management a rempli toutes ses obligations relatives à la gestion de la lutte contre le blanchiment», a affirmé l'établissement français Crédit Agricole, précisant qu'«Indosuez Wealth Management respecte les règles relatives à la lutte anti blanchiment» et «va bien au-delà de la réglementation en matière fiscale». Raiffeisen a de son côté indiqué avoir «fait l'objet par le passé d'enquêtes officielles et judiciaires intenses en lien avec certaines accusations, qui se sont révélées sans fondement». «Nous sommes déterminés à combattre le crime financier et le blanchiment», a pour sa part affirmé la banque britannique RBS, qui avait racheté ABN AMRO en 2007 avec Banco Santander et Fortis. — (afp)

### HUAWEI: la CFO est de retour devant la justice canadienne

La directrice financière du géant chinois, Meng Wanzhou, était de retour hier devant le tribunal de Vancouver qui doit fixer une date pour le début des audiences d'extradition vers les Etats-Unis, alors que Pékin multiplie les pressions sur Ottawa pour obtenir sa libération. Le ministère canadien de la Justice a donné son feu vert vendredi à la procédure d'extradition vers les Etats-Unis, suscitant la fureur de la Chine qui a dénoncé un «incident politique grave» et exhorté le Canada à libérer Mme Meng. Le ministère américain de la Justice accuse Huawei et sa CFO d'avoir contourné les sanctions américaines contre l'Iran, mais aussi d'avoir, via deux filiales, volé des secrets industriels au groupe de télécoms américain T-Mobile. — (afp)

### CRÉDIT MUTUEL: bénéfice net 2018 en hausse de 17,7%

Le groupe bancaire, enlisé dans un conflit avec Arkéa autour de sa sortie de l'ensemble mutualiste, a annoncé un bénéfice net 2018 en hausse de 17,7% à 3,5 milliards d'euros, soutenu par la banque de détail. Le produit net bancaire (PNB), équivalent du chiffre d'affaires, a en revanche accusé un recul de 1,3% à 17,5 milliards d'euros. — (afp)

## NIO ne produira pas lui-même ses voitures

**AUTOMOBILE.** Le rival de Tesla a annoncé mettre fin au projet d'usine qu'il comptait ouvrir à Shanghai.

La start-up chinoise NIO a renoncé à produire elle-même ses propres véhicules électriques, après avoir encaissé de lourdes pertes l'an dernier. Dans un communiqué, NIO, qui s'était introduite en septembre 2018 à Wall Street, annonce mettre fin au projet d'usine qu'elle comptait ouvrir à Shanghai afin de produire ses automobiles ultra sophistiquées. NIO, financée par les géants chinois du net Baidu et Tencent, continuera à faire produire ses voitures par le groupe public JAC dans la province de l'Anhui (est), précise le document adressé mardi à la Bourse de New York après la clôture. La société a annoncé avoir essuyé une perte de 9,63 milliards de yuans (1,27 milliard d'euros) l'an dernier, soit près du double (92%) de l'année précédente. La start-up, fondée en 2014, a commencé à écouler des véhicules fin 2017 sur le marché chinois et avait annoncé son intention de s'attaquer au marché américain à compter de 2020. NIO entend ouvertement se

confronter à Tesla, en misant sur des modèles meilleur marché. NIO indique avoir livré près de 8000 exemplaires de son premier modèle, l'ES8, au dernier trimestre 2018, contre un peu plus de 3000 au trimestre précédent. D'un trimestre sur l'autre, le chiffre d'affaires progresse de 133% à 3,43 milliards de yuans (452 millions d'euros), selon l'entreprise, qui ne fournit pas de comparaisons avec l'année précédente. Sur les deux premiers mois de 2019, NIO dit avoir constaté un ralentissement plus fort qu'attendu de ses ventes, à 2600 unités, du fait des festivités du Nouvel an lunaire, de la baisse d'une subvention à l'achat des véhicules propres et de la morosité généralisée de l'économie chinoise, particulièrement dans le secteur automobile. La société a levé environ 1 milliard de dollars lors de son introduction à la Bourse de New York en septembre, soit nettement moins que les 1,8 milliard qu'elle avait dit vouloir attirer un mois plus tôt. — (afp)

## La plateforme Grab lève 1,5 milliard

**VTC.** Une «partie significative» de la somme récoltée servira à financer l'expansion de la société en Indonésie.

La société singapourienne de location de véhicules avec chauffeur (VTC) Grab a annoncé hier avoir levé 1,5 milliard de dollars auprès du groupe japonais Softbank. Grab connaît une forte croissance en Asie du sud-Est depuis qu'elle a racheté les activités de son concurrent Uber dans la région. Le groupe américain avait décidé de se retirer du marché mais obtenu une participation de 27,5% dans Grab en échange. Cette nouvelle levée de fonds auprès du Vision Fund de Softbank, géant japonais des télécommunications et services en ligne, porte à 4,5 milliards de dollars les financements réunis par Grab sur un an. Le groupe, qui opère via une plateforme mobile, veut développer ses services financiers, la livraison de paquets et de nourriture, et offrir de nouveaux produits comme la vidéo à la demande, des services de santé numériques, de l'assurance et réservation d'hôtel. Une «partie significative» de ses nouveaux investissements seront

utilisés pour développer son activité en Indonésie, où elle est en compétition avec le concurrent local Go-Jek, qui vient de s'implanter à Singapour. «Les activités de Grab en Indonésie croissent rapidement avec des ventes plus que doublées en 2018», note le groupe dans un communiqué.

«LES ACTIVITÉS DE GRAB EN INDONÉSIE CROISSENT RAPIDEMENT AVEC DES VENTES PLUS QUE DOUBLÉES EN 2018.»

Grab compte parmi ses autres investisseurs Toyota Motor, Hyundai Motor, Oppenheimer Funds et Microsoft. Son concurrent indonésien Go-Jek a levé des financements auprès de Google, du fonds singapourien Temasek et du géant technologique chinois Tencent. Le marché des VTC d'Asie du Sud-Est devrait atteindre 20 milliards de dollars en 2025, selon une étude de Google et Temasek. — (afp)

## Cabify revient à Barcelone malgré les restrictions

**VTC.** La plateforme de réservations de véhicules avec chauffeur (VTC) Cabify a annoncé hier la reprise de son activité à Barcelone, un mois après avoir affirmé quitter la deuxième ville d'Espagne à cause d'une réglementation plus restrictive. «La compagnie de mobilité ouvre à partir de demain le recours à ses services à travers son application» à Barcelone, a annoncé la compagnie espagnole, principal concurrent dans le pays de l'américain Uber.

### 15 minutes d'avance

Les deux plateformes avaient annoncé le 31 janvier la suspension de leurs services à Barcelone après l'adoption par les autorités régionales de Catalogne d'une réglementation restreignant leur activité. Le texte, approuvé suite à une virulente grève des chauffeurs de taxi, oblige les utilisateurs à réserver un VTC avec au moins 15 minutes d'avance — une heure dans l'agglomération de Barcelone — et interdit aux plateformes d'utiliser la géolocalisation de leurs véhicules. — (afp)

# POLITIQUE

## Implants: le parlement serre la vis pour garantir l'accès des fabricants à l'UE

**SESSION PARLEMENTAIRE.** L'évaluation clinique des dispositifs médicaux devra répondre aux exigences déjà valables pour les médicaments.

MAUDE BONVIN

Implants mammaires non étanches et prothèses de hanche défectueuses ont obligé l'Europe à donner un tour de vis réglementaire. «Au niveau des dispositifs médicaux, la Suisse a adopté le système de certification de l'Union européenne (UE)», explique Urs Spahr, collaborateur scientifique à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Pour se mettre au diapason de Bruxelles, le Conseil national a accepté hier, à la suite des sénateurs, de réviser la loi sur les produits thérapeutiques.

Contrairement aux médicaments, les dispositifs médicaux ne sont soumis à aucune autorisation délivrée par Swissmedic. Le fabricant effectue lui-même une évaluation de la conformité de son instrument, avant sa mise sur le marché. Pour les articles présentant des risques plus élevés, comme par exemple les produits stériles, les appareils de mesure, les pompes et les implants, cette appréciation doit être validée par un organisme privé. «Les produits conformes portent le marquage CE», poursuit Urs Spahr. Swissmedic désigne et surveille les organes helvétiques d'évaluation de la conformité. Il supervise et approuve aussi les essais cliniques. A cet effet, la nouvelle législation impose aux fabricants de conduire des essais cliniques sur tous les nouveaux implants.



**ALAIN BERSET.** Pour le ministre de la Santé à l'origine de ce changement de loi, il n'y a pas de swiss finish.

Cela obligera les entreprises à prouver, de manière beaucoup plus rigoureuse qu'actuellement, l'utilité de leurs produits à haut risque. Les critères d'approbation et de surveillance des essais cliniques se trouvent aussi renforcés, via la future législation.

### D'avantage de transparence

L'autorité de surveillance helvétique enquête également sur les accidents médicaux. Les incidents graves en Suisse relatifs à un dispositif médical doivent lui être notifiés. Il s'agit d'une obligation légale pour le médecin et pour le responsable de la première mise sur le marché – le fabricant lui-même ou son repré-

sentant voire son distributeur en Europe. Sur ce point, la réforme n'engendrera aucun changement. Outre le renforcement des règles de commercialisation, les nouvelles dispositions instaurent un système d'identification unique des implants, afin d'augmenter leur traçabilité dans toute l'Europe et de localiser les patients affectés. A l'avenir, les firmes devront également rédiger une documentation technique. Cette dernière comprendra des rapports sur la sécurité et la performance clinique des dispositifs médicaux, après leur mise sur le marché. Ces informations seront enregistrées dans la base de données européenne centrale

des dispositifs médicaux (Eudamed). Médecins et patients pourront y accéder. Y figureront aussi les rapports sur les incidents graves et les mesures correctives de sécurité. Les patients recevront également une carte d'implantation avec les détails du produit implanté et du fabricant. Concernant la surveillance du marché, les pratiques seront uniformisées à l'échelon européen et un groupe de coordination des autorités nationales sera mis sur pied.

«Cette réforme ne provoquera aucun changement à notre niveau», précise Grégoire Gogniat de l'OFSP. Swissmedic devra, par contre, engager des moyens supplémentaires. «Dans le domaine des dispositifs médicaux, nous passerons de 25 à 50 équivalents plein temps. Afin d'assurer le bon déroulement et la mise en œuvre des réglementations renforcées, les premiers postes seront déjà mis au concours en 2019. D'autres recrutements suivront dans les années 2020 à 2022, dès que le financement validé par le monde politique sera assuré», déclare Lukas Jaggi de l'autorité de surveillance.

Les charges découlant de l'exécution de la nouvelle réglementation sont estimées à environ 13,2 millions de francs. Les émoluments de procédure devraient permettre de couvrir ces frais à hauteur de près d'1,7 million. Le montant restant devra être fi-

nancé par les contributions fédérales.

### Medtronic salue ce durcissement

Aux yeux de Swissmedic, la nouvelle réglementation permettra d'améliorer nettement la sécurité des patients, grâce aux nouvelles directives pour les évaluations cliniques et grâce au renforcement de l'obligation de déclarer les incidents graves. «Cela dit, par le passé, certains scandales étaient liés à des actes criminels. Et la meilleure des réglementations ne pourra jamais contrecarrer de tels agissements», concède Lukas Jaggi.

Du côté de l'industrie, le groupe spécialisé dans les technologies médicales et notamment les stimulateurs cardiaques, Medtronic, se dit très en faveur du nouveau règlement de l'UE car il renforce le système de marquage CE et la surveillance post-commercialisation. «Nous travaillons en étroite collaboration avec les organismes de réglementation et les organismes notifiés européens. Cela nous assure la continuité du respect des normes, également durant la phase de transition de certification de nos produits», assure Michèle Jöhr de l'unité commerciale de l'entreprise pour la Suisse. L'équivalence des bases juridiques européenne et suisse permet aussi aux firmes helvétiques de poursuivre leur commerce avec l'UE. ■

### LE CONSEIL DES ÉTATS EN BREF

#### Régies fédérales

Il a tacitement transmis au Conseil fédéral un postulat de Fabio Abate (PLR/TI) demandant un rapport sur les objectifs stratégiques assignés aux entreprises proches de la Confédération. Dans le rapport, le gouvernement devra présenter les critères adoptés pour élaborer la stratégie du propriétaire et les expériences acquises, en particulier les éléments qui nécessitent une correction.

#### Flexibilisation du temps de travail

Il a accepté tacitement de prolonger de deux ans le délai de traitement de deux initiatives parlementaires visant une flexibilisation du temps de travail pour les cadres et spécialistes. Des projets concrets, contestés par la gauche et les cantons, ont été élaborés. Le Conseil fédéral doit encore se prononcer sur le premier. L'autre reste en suspens auprès de la commission de l'économie.

#### Fiscalité

Il a accepté à l'unanimité la convention modifiée contre la double imposition avec le Royaume-Uni. Ayant des avis divergents, Berne et Londres ont décidé que la mise en œuvre du standard minimal du projet sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (dit BEPS) avec le Royaume-Uni se ferait par le biais d'un protocole de modification bilatéral.

#### Fiscalité

Il a adopté, par 40 voix contre 1, la convention contre la double imposition entre la Suisse et le Brésil. Elle entrera en vigueur dès qu'elle aura obtenu l'aval des parlements respectifs.

#### Tourisme d'achat

Il a rejeté à deux contre un deux motions de Werner Hösli (UDC/GL) et de Peter Hegglin (PDC/ZG) visant à lutter contre le tourisme d'achat. Il a réservé le même sort à une initiative cantonale st-galloise. La commission de l'économie entend agir mais préfère attendre un rapport du Conseil fédéral sur la question, promis pour mai.

#### Exportations

Par 30 voix contre 8, il a enterré une motion du National demandant l'instauration d'une validation électronique des exportations. Le Conseil fédéral a déjà commencé les travaux dans ce sens. Il n'y a plus besoin de demander qu'il présente un projet au Parlement.

#### E-administration

Il a tacitement adopté un postulat de Beat Vonlanthen (PDC/FR) demandant une amélioration des interfaces électroniques de la Confédération. Les portails développés pour rendre ses prestations accessibles aux entreprises et aux habitants par voie numérique ne contribuent que de manière marginale à une plus grande automatisation des processus, estime le Fribourgeois. – (ats)

### Les défalcons des primes pourraient doubler

**ASSURANCE MALADIE.** Les déductions des primes maladie du revenu imposable pourraient doubler. Le Conseil des Etats a transmis hier au Conseil fédéral une motion en ce sens. Il a en revanche refusé une déduction échelonnée en fonction du revenu, car elle compliquerait le système fiscal.

Aujourd'hui, au niveau fédéral, les époux en ménage commun peuvent déduire jusqu'à 3500 francs et les autres contribuables jusqu'à 1700 francs. Avec la motion déposée par Jean-Pierre Grin (UDC/VD), la déduction pour une personne seule passerait à 3000 francs, celle pour couple marié serait de 6100 francs et celle pour enfant et personne à charge de 1200 francs. Selon la commission, «il est nécessaire d'agir». Les primes d'assurance-maladie ne cessent d'augmenter et mènent à une perte réelle de salaire. Une augmentation des déductions paraît justifiée. – (ats)

## Le Conseil des Etats trébuche sur les déductions des amendes

**FISCALITÉ.** Les sénateurs se sont penchés sur le modèle à appliquer pour les entreprises condamnées à l'étranger.

Banques et entreprises qui se font pincer à l'étranger devraient pouvoir dans certains cas défalquer les amendes des impôts. Mais le Conseil des Etats bute sur le concept à appliquer, notamment à la lumière du cas UBS. Il a renvoyé hier le dossier en commission.

La majorité de droite du National a développé un modèle relativement généreux concernant les amendes prononcées à l'étranger. La commission de l'économie du Conseil des Etats souhaite aller moins loin et a proposé un compromis.

Les amendes et peines pécuniaires prononcées par une autorité étrangère pourraient être déduites si la sanction est contraire à l'ordre public suisse (par exemple si l'entreprise n'a pas eu le droit d'être entendue) ou si elle frappe un comportement fondé sur la bonne foi.

Seule l'entreprise qui a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit bénéficierait d'un allègement fiscal, a expliqué Martin Schmid (PLR/GR) au nom de la commission. Cela vaudrait par exemple pour une société qui aurait investi en Iran avec des garanties européennes et subirait les foudres américaines, a ajouté Christian Levrat (PS/FR).

### Ces inconnues

Mais reste le cas UBS où la bonne foi est en jeu, a-t-il commenté. La banque vient d'être condamnée en France à une amende record de 3,7 milliards d'euros pour «démarchage bancaire illégal» et «blanchiment aggravé de fraude fiscale» de 2004 à 2012. Les avocats ont annoncé leur intention de faire appel.

D'après une estimation person-

nelle de Martin Schmid (PLR/GR), une bonne partie de l'amende serait déductible si l'on appliquait le concept du National, car la somme est énorme. La question est plus difficile à trancher si l'on se base sur la solution de la Chambre des cantons. Selon Ruedi Noser (PLR/ZH), la banque ne pourrait pas défalquer l'amende si sa bonne foi n'est pas reconnue.

Face à ces inconnues, les sénateurs ont suivi par 21 voix contre 18 Anita Fetz (PS/BS) qui a demandé que l'on précise à ce stade ce que l'on entendait pas comportement fondé sur la bonne foi et ce que l'on attendait d'une entreprise pour qu'elle se conforme au droit.

La marge de manoeuvre est très grande, selon elle. Et il faudrait aussi entendre les cantons sur la question. Le concept de bonne foi existe déjà en droit suisse, a plaidé

en vain Andrea Caroni (PLR/AR), qui estimait que la question pourrait encore être approfondie par le National.

### Les notions du National

Avec le concept de la Chambre du peuple, les amendes, peines pécuniaires ou sanctions financières de nature administrative prononcées à l'étranger pourraient être déduites si elles sont contraires à l'ordre public suisse, sanctionnent des actes non punissables en Suisse et dépassent le maximum prévu par le droit suisse pour l'infraction donnée (la différence serait défalquable).

Le National veut aussi déduire les dommages-intérêts, les réparations financières et les prestations comparables, à moins qu'un comportement intentionnel ait été constaté judiciairement. – (ats)

# Une politique agricole qui ne convainc guère

Autant les partis politiques que les organisations paysannes se montrent critiques envers la nouvelle stratégie du Conseil fédéral. Néanmoins les attentes diffèrent.

Au terme de la consultation, les partis et principaux acteurs concernés se sont dit hier insatisfaits de la politique agricole PA22+ voulue par le Conseil fédéral pour les années 2022 à 2025.

La nouvelle stratégie du Conseil fédéral doit entrer en vigueur le 1er janvier 2022. Le Parlement devrait adopter le message au plus tard lors de la session de printemps 2021.

L'UDC salue notamment le maintien du crédit-cadre agricole et des mesures de protection aux frontières. En revanche, le parti critique les modifications apportées au système des paiements directs. Pour le PDC, la volonté du Conseil fédéral de remanier complètement le système est «incompréhensible».

L'UDC et le PDC observent éga-

lement d'un oeil critique le durcissement des exigences professionnelles auxquelles doivent à l'avenir satisfaire les agriculteurs pour obtenir des paiements directs. Le parti agrarien refuse aussi l'assouplissement du droit foncier rural qui défavorise les familles paysannes. Il proposera en commission le renvoi du projet et, en cas de refus, un rejet avec mandat de révision.

## La question des protections douanières

Le PBD s'étonne que le projet de PA22+ ne comporte que peu de nouvelles mesures visant à orienter l'agriculture sur le marché, alors que ce point est l'une des principales demandes du Conseil fédéral.

Le PLR souligne qu'à terme, un renforcement de l'agriculture sur

le marché ne peut se faire qu'en réduisant la protection douanière, une mesure que le Conseil fédéral a sorti du projet au vu du tollé qu'elle avait suscité dans les milieux paysans.

Pour le PLR, l'avenir de l'agriculture suisse réside dans une production de qualité élevée, dans un environnement libéralisé et compétitif. Pour atteindre cet objectif, il ne faut pas refuser d'emblée le débat sur un assouplissement des protections douanières. Insuffisance écologique

Les Verts estiment que la PA22+ n'apporte pas les réponses suffisantes aux défis futurs, en particulier sur la protection de l'environnement. Pour les Verts, la PA doit se concentrer sur le développement de systèmes durables existants, comme le bio et la production intégrée.

Le PDC regrette, lui, que le projet ne tienne pas assez compte de l'adaptation au changement climatique. La sécheresse et l'érosion des sols seront accentuées dans le futur. Le PDC demande donc au Conseil fédéral d'introduire une base légale qui permette de soutenir les agriculteurs, notamment en cas de pertes de récolte dues au changement climatique.

Le PS se prononcera ultérieurement sur la PA22+.

## Divergences au sein de la paysannerie

Les organisations paysannes défendent chacune leur créneau particulier. L'Union suisse des paysans (USP) salue un «projet sensé», qui maintient le crédit-cadre au niveau des années précédentes et elle ne touche pas à la

protection douanière.

Mais la faitière ne voit pas d'intérêt à verser une contribution d'exploitation, à régionaliser les contributions à la biodiversité, à fusionner les contributions à la qualité du paysage, ni à supprimer les contributions à l'utilisation efficiente des ressources. Dans un autre registre, l'USP demande au Conseil fédéral de retravailler les mesures d'amélioration structurelle. Il s'agit de mieux tenir compte des cantons, notamment de leur situation financière pour éviter la marginalisation de certaines régions. De plus, il convient de prolonger de quatre ans le moratoire sur le génie génétique qui se termine à la fin de 2021, un prolongement également souhaité par Bio Suisse.

Les paysans de montagne (SAB) soutiennent globalement le projet. L'introduction d'un plafond pour les paiements directs selon la taille des exploitations est soutenue. Mais ils préféreraient un système progressif plutôt qu'un plafond rigide. Bio Suisse rejette elle aussi une limite maximale rigide, car elle poserait problème à différents grands domaines bio qui ont beaucoup de travail manuel et «fournissent d'énormes prestations sociales et écologiques».

## Aide aux régions souhaitée

Le SAB approuve également l'idée visant à développer des stratégies adaptées aux conditions régionales. Mais il trouve incompréhensible qu'il n'y ait pas une mention explicite des régions de montagne dans l'article sur les améliorations structurelles. Du

fait de leur situation excentrée, difficiles d'accès et exposées à des conditions météo exceptionnelles, une aide à ces régions se justifie.

Les producteurs suisses de lait se félicitent que l'enveloppe financière prévue de 14 milliards ne change pas. En revanche, ils rejettent fermement la réduction du supplément pour le lait transformé en fromage. Elle entraînerait une pression généralisée sur les prix du lait.

Les petits paysans dénoncent des demi-mesures. Ils demandent un doublement de la contribution liée à l'exploitation et une limite supérieure de 150'000 francs de paiements directs, afin de ne pas favoriser les exploitations très grandes.

## Les problèmes environnementaux

L'Alliance agraire, qui regroupe 18 organisations des milieux des consommateurs, de la protection de l'environnement et des animaux, estime que le projet ne responsabilise pas assez les acteurs de la branche. Les problèmes des antibiotiques, les excès d'ammoniac, les pesticides ne sont abordés que marginalement, selon eux. Enfin, Greenpeace, Birdlife, Pro Natura et le WWF rappellent qu'aucun des treize objectifs environnementaux définis pour l'agriculture suisse n'a été réalisé. La PA22+ est loin de résoudre les problèmes environnementaux que l'agriculture génère. Aucune mesure n'est prévue pour abolir les élevages de masse ou interdire les pesticides les plus nocifs, soulignent les organisations écologistes. — (ats)

AGEFI Partenaire

11—16  
juin 2019

Théâtre  
de Beaulieu  
Lausanne

**DIXIT**

BÉJART  
BALLET  
LAUSANNE

GIL ROMAN  
DIRECTION ARTISTIQUE

Cinéma – Danse – Théâtre

De Marc Hollogne  
Chorégraphies Maurice Béjart, Gil Roman

Billetterie : ticketcorner.ch, La Poste, Coop City, Manor

Logo Ville de Lausanne, EFG Private Banking, LOTERIE ROMANDE, HIRSLANDEN, AGEFI, RTS LAÏÈRE, HOLMES PLACE, Sansha, bejart.ch

## LE CONSEIL NATIONAL EN BREF

### Prestations complémentaires

Une conciliation sera nécessaire pour départager les Chambres fédérales sur la réforme des prestations complémentaires (PC). Le Conseil national refuse de reculer sur les restrictions liées à la fortune des bénéficiaires. Le dossier est revenu hier pour la troisième fois devant la Chambre du peuple qui a, contre l'avis de sa commission, refusé de sanctionner les personnes qui retirent leur 2<sup>e</sup> pilier sous forme de capital. Les prestations complémentaires auraient dû être réduites de 10% en cas d'utilisation même partielle du montant retiré. Le plenum s'est aligné sur le Conseil des Etats en rejetant cette mesure par 94 voix contre 91.

En revanche, par 128 voix contre 55, le National n'a pas reculé sur le montant de la fortune donnant droit aux prestations complémentaires. Une majorité rassemblant notamment le PDC, le PLR et l'UDC veut priver de PC les personnes disposant d'au moins 100.000 francs de fortune. Le montant passerait à 200.000 francs pour les couples. La situation des propriétaires a été prise en compte. Le seuil de fortune serait couplé à un prêt garanti. Cet instrument permettrait d'éviter que des bénéficiaires ne soient obligés de vendre leur logement.

### Assurance invalidité

La nouvelle réforme de l'AI devrait faciliter la réinsertion professionnelle des jeunes et des personnes souffrant de maladies psychiques. Le National a approuvé hier des mesures permettant un meilleur soutien et une détection précoce. Les mineurs pourront faire l'objet d'une communication auprès de l'AI dès 13 ans.

Le National a aussi accepté le signalement pour les personnes qui sont menacées d'être en incapacité de travail. Pour une durée relativement longue, a précisé la majorité. Les jeunes en orientation ou formation professionnelle pourront de leur côté bénéficier de mesures médicales visant directement l'insertion dans la vie active jusqu'à l'âge de 25 ans. Le couperet tombe jusqu'ici à 20 ans.

Les adultes malades psychiquement seront aussi encouragés à retrouver le chemin du travail. Ce groupe a un poids croissant dans l'AI: il représente 42% des nouvelles rentes, a rappelé le ministre de la Santé Alain Berset. Les mesures de réinsertion professionnelle tout comme les conseils et suivis seront étendus dans le temps. Les patrons bénéficieront aussi d'un tel soutien. — (ats)

# Le déficit commercial américain explose malgré les taxes douanières punitives

**ÉCHANGES.** Sans l'excédent des services (+270,2 milliards), le passif atteint 891,3 milliards de dollars (+10,4%). Un record absolu.

Les efforts de Donald Trump pour rééquilibrer les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le reste du monde auront été sans effet en 2018, le déficit commercial se hissant à un niveau inédit en dix ans.

Pire, le locataire de la Maison Blanche n'a pas pu empêcher l'afflux toujours plus grand des importations en provenance de Chine, du Mexique et de l'Union européenne, malgré les taxes douanières punitives imposées aux biens venus de l'étranger. Le déficit des biens et services s'est établi à 621 milliards de dollars (+12,5%) avec des exportations record à 2500 milliards de dollars (+6,3%) et des importations également record à 3121 milliards de dollars (7,5%, selon les données détaillées par le département du Commerce). Et, sans l'excédent des échanges de services (+270,2 milliards), le déficit commercial atteint même 891,3 milliards (+10,4%), un record absolu.

## L'influence des produits à bas prix

Le déficit commercial américain a poursuivi son ascension vertigineuse alors que l'administration Trump a déclaré une guerre commerciale à ses principaux



Les Etats-Unis ont enregistré des importations record en provenance de 60 pays, à commencer par la Chine (539,5 milliards).

partenaires, Chine en tête. En six vagues successives, elle a imposé des taxes douanières supplémentaires allant de 10 à 50% sur l'équivalent de 283 milliards d'importations américaines. Les partenaires commerciaux des Etats-Unis, dont Pékin et l'Union européenne, ont répliqué avec des tarifs douaniers de 16% en moyenne portant sur quelque 121 milliards de dollars d'exportations américaines. Cette guerre commerciale n'a pas été sans effet sur l'économie chi-

noise qui est tombée l'an passé à son plus bas niveau depuis 28 ans. La croissance de l'économie mondiale a, elle, été moins forte que prévu. Pour autant, la Maison Blanche se heurte à l'appétit insatiable des Américains pour les biens de consommation courante, à bas prix, venant de l'étranger. Ce qui n'est pas forcément une mauvaise nouvelle puisqu'une hausse du déficit commercial accompagne généralement une économie en pleine expansion. Ainsi

en 2018, la croissance économique américaine a frôlé les 3%. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a néanmoins prévenu hier que les tensions commerciales allaient continuer à peser cette année sur la croissance de l'économie mondiale. Elle a ainsi révisé en baisse l'expansion à 3,3% (-0,2 point) (lire ci-dessous). Les experts s'accordent aussi à dire que l'économie américaine devrait ralentir à mesure que les mesures pour doper l'économie, telles que l'abaissement des impôts, vont s'estomper.

## Soja américain pénalisé

Dans le détail, «les Etats-Unis ont enregistré des importations record en provenance de 60 pays à commencer par la Chine (539,5 milliards), le Mexique (346,5 milliards) et l'Allemagne (125,9 milliards)», a commenté le département du Commerce. Les exportations de soja, très prisées des Chinois mais frappées par les représailles de Pékin, ont reculé de 18% à 18,2 milliards. Ces données sont publiées alors que l'administration Trump négocie à présent un accord commercial avec la Chine pour mettre fin à leur conflit. L'objectif de la partie américaine est d'obtenir

des changements structurels dans les pratiques commerciales jugées déloyales de la Chine, telles que les subventions d'Etat, le transfert de technologie forcé ou le vol de la propriété intellectuelle.

Si Donald Trump a affiché ces dernières semaines sa confiance quant à un possible accord avec son homologue chinois Xi Jinping, les négociateurs sont plus prudents.

Les tractations commerciales sont «très difficiles» et «il reste encore beaucoup à faire» malgré des percées dans certains domaines, a ainsi déclaré mardi le ministre chinois du Commerce, faisant écho à des propos similaires tenus la semaine dernière par le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer.

Ces données sont en outre publiées le jour même où la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström doit rencontrer M. Lighthizer pour poursuivre le travail préparatoire en vue de négociations. La partie européenne est sous pression, le locataire de la Maison Blanche envisageant d'imposer des taxes douanières supplémentaires dans le secteur automobile, un secteur stratégique pour l'Allemagne en particulier. — (afp)

## FRANCE: en solo sur la taxe Gafa

Le gouvernement a présenté hier son projet de taxe sur les géants du numérique, censé faire de la France un pionnier en matière d'imposition des Gafa, en attendant l'adoption d'un projet plus ambitieux au niveau international. Une trentaine de grandes sociétés, principalement américaines, devraient être concernées par cette taxe, appliquée de façon rétroactive à partir du 1<sup>er</sup> janvier et dont le rendement prévu est de 400 millions d'euros pour 2019. Ce rendement devrait ensuite progresser, pour atteindre 650 millions en 2021. — (afp)

## ROYAUME-UNI: nouvelles propositions pour l'accord de Brexit

L'attorney général Geoffrey Cox, chargé de conseiller juridiquement le gouvernement britannique, a annoncé hier que Londres avait fait de nouvelles propositions aux dirigeants européens au cours des discussions entamées hier à Bruxelles. De son côté, la Commission a affirmé qu'il n'y avait pas de «solution identifiée» à ce stade pour sortir de l'impasse. — (afp)

## UNION EUROPÉENNE: liste noire enterrée

Les 28 membres de l'UE ont enterré hier une liste noire contre le blanchiment de capitaux, qui incluait l'Arabie saoudite, après des pressions de Washington et de Ryad. Ce rejet, attendu après les critiques sur la méthodologie employée, constitue un revers pour la Commission européenne, qui avait proposé en février dernier d'ajouter sept nouveaux pays à la liste, portant cette dernière à un total de 23 pays à «haut risque». Parmi les 7 nouveaux pays ajoutés se trouvaient, outre l'Arabie saoudite, le Panama, Samoa et les quatre territoires américains: les Samoa américaines, Guam, Porto Rico et les Îles Vierges américaines. — (afp)

## ÉTATS-UNIS: embauches solides mais moins fortes

Le secteur privé aux Etats-Unis a continué d'embaucher de façon soutenue en février, mais à un rythme ralenti par rapport au dynamisme de janvier, selon les données de l'enquête d'ADP publiée hier. Quelque 183.000 nouvelles embauches ont été enregistrées, un fort repli par rapport aux 300.000 du mois précédent (chiffre révisé en hausse). Pour février, les analystes s'attendaient à 175.000 nouveaux postes dans le secteur privé. Le taux de chômage, qui a grimpé en janvier à 4% à cause de la fermeture des services administratifs («shutdown»), pourrait redescendre à 3,8%, estiment les analystes. — (afp)

# Une croissance mondiale plombée

**CONJONCTURE.** L'OCDE anticipe une progression de l'économie de 3,3% pour 2019, alors qu'elle avait prévu 3,5%, et de 1% pour la zone euro.

La croissance de l'économie mondiale n'atteindra que 3,3% en 2019, prévoit l'OCDE dans son dernier rapport publié hier. L'institution tablait encore sur 3,5% en novembre.

L'Organisation de coopération et de développement économiques explique ce nouveau coup de frein par «la hausse des incertitudes politiques, des tensions commerciales persistantes et une diminution continue de la confiance des entreprises et des consommateurs».

La croissance a été révisée à la baisse dans presque toutes les économies du G20, en particulier pour la zone euro où elle se limiterait à 1%, contre 1,8% encore projetés au trimestre dernier. Pour 2020, la croissance de la zone euro est prévue à 1,2%, soit

également un coup de rabot de 0,4 point de pourcentage par rapport aux dernières prévisions.

«Avec une croissance nettement affaiblie, les créations d'emplois dans la zone euro pourraient être divisées par deux à 2 millions pour les années 2019-2020, alors que les créations nettes étaient d'environ 4 millions pour les années 2017-2018», a expliqué Laurence Boone, économiste en chef de l'OCDE.

Au sein de la zone, le ralentissement est particulièrement brutal cette année pour l'Allemagne (-0,9 point à 0,7%) et l'Italie (-1,1 point à -0,2%). La France s'en sort mieux (-0,3 point à 1,3%) car son économie est moins dépendante des exportations. Pour rétablir la confiance, l'OCDE conseille aux

gouvernements de la zone euro de libéraliser leurs marchés, en particulier dans les services, afin d'augmenter la productivité. Pour les pays dont l'endettement public ne dépasse pas 80% du PIB, c'est à dire notamment l'Allemagne, l'organisation recommande en outre des baisses d'impôts pour soutenir la demande.

Le Royaume-Uni voit quant à lui sa croissance anticipée ramenée à 0,8%, contre 1,4% prévu auparavant. Mais c'est encore sans compter avec les effets d'un Brexit sans accord. L'OCDE souligne que «si le Royaume-Uni et l'Union européenne venaient à se séparer sans accord, la perspective serait significativement plus faible» pour la Grande-Bretagne: son produit intérieur brut (PIB) se trouverait amputé de 2% au

cours des deux prochaines années, par l'effet de l'application des droits de douane de l'Organisation mondiale du commerce.

## Risque chinois

L'organisation souligne que l'activité planétaire est particulièrement exposée à un ralentissement qui serait plus prononcé que prévu en Chine, où elle projette une croissance de 6,2% cette année (contre 6,3% en novembre dernier) et de 6% en 2020 (inchangé).

«Les tensions commerciales pèsent de plus en plus sur les exportations et la production industrielle» dans la deuxième économie mondiale, constate l'OCDE. La dette accumulée par les pays émergents et en particulier par la

Chine est aussi source d'inquiétude car «une grande partie de cette dette doit être remboursée ou refinancée au cours des trois prochaines années», a souligné Mme Boone, qui a rappelé que la dette des entreprises non financières en Chine s'élevait à 155% du PIB, «ce qui est colossal». L'organisation a simulé l'effet qu'aurait sur l'économie mondiale un ralentissement chinois plus fort qu'anticipé: une chute de deux points de la croissance du PIB en Chine amputerait la croissance mondiale de 0,4 point de pourcentage.

L'Inde, dont la croissance devrait atteindre 7,3% cette année, l'Indonésie (5,2%) et l'Afrique du Sud (1,7%) ne font pas l'objet d'une révision par rapport aux prévisions d'automne. — (afp)

## AGEFI

**ADRESSE CENTRALE:**  
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.  
Rue de la Chocolatière 21  
Case postale 61 – 1026 Echandens-Denges  
Tél. +41 (0)21 331 41 41  
agefi@agefi.com

**Zurich:**  
Postfach 24 – 8032 Zurich  
Tél. +41 (0)44 254 39 20

**Genève:**  
Rue des Bains 35 – 1205 Genève  
Tél. +41 (0)21 331 41 41

**Président du conseil d'administration:**  
Raymond Loretan

**Rédacteur en chef:**  
Luc Petitfrère – 021 331 41 24

**Chef d'édition:**  
Johan Friedli – 021 331 41 84

**RÉDACTION:** redaction@agefi.com  
**Christian Affolter** – 021 331 41 85  
Marchés, entreprises

**Maude Bonvin** – 021 331 41 41  
Politique, entreprises

**Elsa Floret** – 022 552 33 29  
Entreprises, place financière

**Stéphanie Giroud** – 021 331 41 54  
Web, multimédia

**Marine Humbert** – 021 331 41 54  
Web, multimédia

**Matteo Ianni** – 021 331 41 83  
Entreprises

**Piotr Kaczor** – 044 254 39 23  
Place financière

**Sophie Marenne** – 021 331 41 00  
Entreprises, start-up

**Levi-Sergio Mutemba** – 079 953 68 20  
Marchés & produits

**Philippe Rey** – 044 254 39 22  
Entreprises, place financière

**Caroline Spir** – 021 331 41 41  
Journaliste Lifestyle

**Edition (soir):**  
Eric Loup, Arnaud Rakotondramanana

Serge Rapin, Piotr Studzinski

**Informatique IT, production:**  
Guy-Marc Aprin – 021 331 41 07 – it@agefi.com

**Agences:** ATS, AWP, AFP

**Imprimerie:**  
Mittelland Zeitungsdruck AG (Aarau)

**Directeur:**  
Olivier Bloch

**VENTES (PUBLICITÉ):**

**Norbert Fouchault**  
(Suisse romande - Tessin - International)

079 964 65 66 – n.fouchault@agefi.com

**Beatrice Leuenberger**  
(key account Suisse alémanique)

044 254 39 21 – b.leuenberger@agefi.com

**Représentations internationales:**  
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne,

France, Italie sur www.agefi.com/pubinter

**Envoi de matériel publicitaire (annonceurs):**  
pub@agefi.com

**COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION:**  
Patricia Chevalley – 021 331 41 02

**Service client lecteur et annonceur:**  
Elise Choasson – 021 331 41 72

Perrine Pingat – 021 331 41 40

**Marketing:**  
Mila Bozic – m.bozic@agefi.com

**Abonnements:**  
Martine Duperrex

Tél. +41 (0) 21 331 41 41

E-mail: abo@agefi.com

**Abonnement annuel:**  
CHF 700.– inclus tous les suppléments

et les archives du site (TVA 2,5% incl.)

**Ventes en kiosques:**  
Naville (Genève), Valora AG (Bâle)

## Impressum

Tous les droits sont réservés.  
Toute réimpression, copie de texte, de photo ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur les supports optiques, électroniques ou autres sont soumises à l'approbation préalable de la rédaction en chef en vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la loi contre la concurrence.

T.RowePrice



# MARCHÉS

## MARCHÉ DES CHANGES

### L'euro stable face au dollar

L'euro se stabilisait face au dollar hier en attendant d'en savoir plus sur les intentions de la BCE qui se réunira jeudi, tandis que le dollar canadien a chuté après le maintien par la Banque centrale du Canada de son principal taux directeur.

Vers 21 heures, la monnaie unique s'échangeait à 1,1308 dollar, comme mardi à 23 heures. Quelque 183.000 nouvelles embauches ont été enregistrées dans le seul secteur privé, un fort repli par rapport aux 300.000 du mois précédent.

Un peu plus tard ont été diffusées les statistiques sur le déficit commercial des Etats-Unis, qui a bondi à son plus haut niveau depuis dix ans en 2018.

La monnaie unique a alors fortement fluctué avant de se reprendre. Ce mouvement s'est produit au moment où Bloomberg a révélé que la BCE s'apprêtait à abaisser ses prévisions de croissance et d'inflation, jeudi, pour justifier une nouvelle salve de prêts aux banques.

«L'euro devient clairement de plus en plus sensible aux informations concernant la santé économique de la zone euro», a expliqué Lukman Otunuga, analyste pour FXTM.

### Livre beige de la Fed

Le dollar canadien de son côté a plongé à son plus bas niveau en deux mois face au dollar américain quand la Banque centrale du Canada a annoncé le maintien à 1,75% de son principal taux directeur.

L'institut monétaire d'Ottawa, qui avait relevé son principal taux de 1,50% à 1,75% en octobre, a souligné qu'une nouvelle révision de celui-ci dépendrait de «l'évolution des dépenses des ménages, des marchés pétroliers et des politiques commerciales mondiales» et en particulier des négociations entre Washington et Pékin.

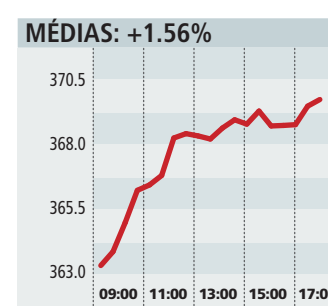
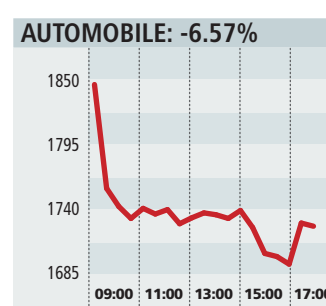
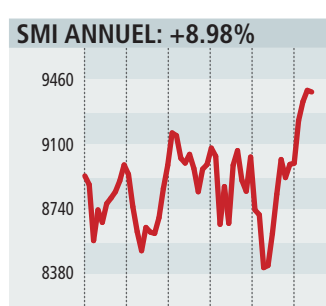
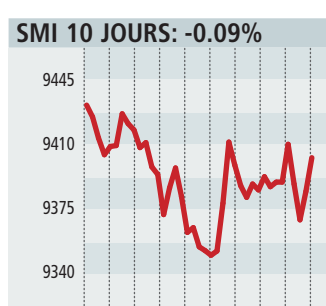
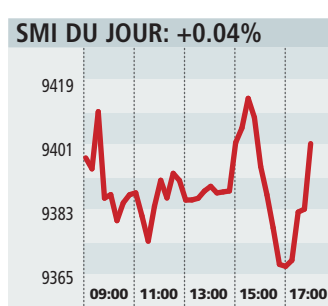
Les marchés ont par ailleurs peu réagi à la diffusion en cours de séance du Livre beige de la Fed. Vers 21 heures, la monnaie britannique s'échangeait à 85,86 pence pour un euro, contre 85,81 mardi à 23 heures et à 1,3169 dollar pour une livre, au lieu de 1,3178 dollar mardi soir.

Le dollar baissait un peu face au yen, à 111,80 yens pour un dollar contre 111,89 mardi à 23 heures, tout comme la monnaie européenne, à 126,42 yens pour un euro contre 126,53 mardi soir. La devise suisse reculait un peu face à l'euro, à 1,1364 franc suisse pour un euro, contre 1,1355 mardi soir, ainsi que face au dollar, à 1,0049 franc suisse pour un dollar contre 1,0041 franc suisse mardi.

Le yuan a terminé à 6,7112 yuans pour un dollar, contre 6,7076 yuans pour un dollar vers 16h30 mardi.

L'once d'or valait 1286,20 dollars contre 1287,99 mardi.

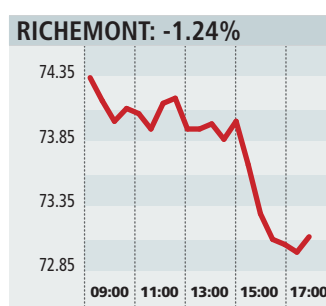
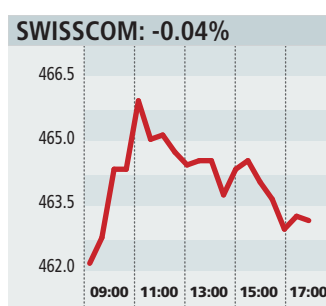
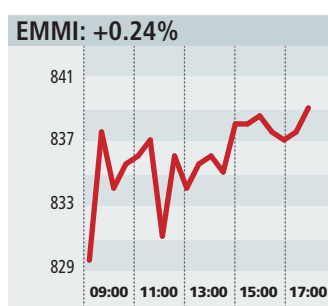
Le bitcoin s'échangeait à 3842,72 dollars contre 3833,96 mardi soir, selon Bloomberg. — (afp)



## SIX SWISS EXCHANGE - MARCHÉ SUISSE

# L'indice SMI clôture de justesse dans le vert

L'indice vedette a gagné 0,04% à 9403,16 points, plus haut à 9421,04 et plus bas à 9363,27. Le SLI a cédé 0,07% à 1452,24 points, le SPI a pris 0,05% à 11.067,39 points.



Le SMI, qui avait réussi à se hisser à nouveau au-dessus des 9400 points vers le milieu de l'après-midi, a rechuté par la suite, dans le sillage de Wall Street, limitant ses pertes sur la fin.

Sur les 30 valeurs vedettes, 13 ont progressé, 15 reculé et deux sont restées stables (Schindler et UBS). La volatile AMS (-3,3%) a fini lanterne rouge, suivie par Vifor (-1,7%) et Sonova (-1,4%). En repli de 0,6%, LafargeHolcim dévoile ses résultats annuels jeudi. Les analystes tablent sur une croissance organique et en monnaies locales supérieures aux attentes du groupe lui-même.

Le podium du jour se compose de Logitech (+2,2%), Kühne+Nagel (+1,1%) et Julius Bär (+0,7%). Credit Suisse, a cédé 0,2%.

Logitech entend poursuivre sa croissance. Confirmant ses objectifs pour la période en cours et révisant à la hausse ceux à plus long terme, il a indiqué viser une hausse des revenus entre 5 et 9% pour l'exercice 2020/21. Roche a pris 0,5%, Novartis et Nestlé 0,1% chacun. La FDA va examiner une demande d'extension d'homologation de l'anti-grippal Tamiflu de Roche dans l'indication pour les personnes vulnérables aux éventuelles complications de la maladie.

Sur le marché élargi, le sous-traitant automobile Autoneum (-14,2%) a reculé, après avoir biffé ses ambitions à l'horizon 2020, au terme d'un exercice 2018 nettement inférieur aux attentes du marché. Le dividende réduit de près de moitié.

Helvetia (+3,8%) a vu ses affaires non-vie porter en 2018 (lire page 4).

Le concepteur et distributeur de solutions d'accès sécurisés aux bâtiments Dormakaba (+6,2%) n'a pas souffert d'une performance peu engageante sur les six premiers mois de son exercice décalé 2018/19 (lire page 4) Bossard (+1,0%) a convaincu avec la copie rendue pour 2018, tout comme le fabricant de véhicules agricoles et municipaux Bucher Industries (+1,7%).

Sunrise (+0,5%) est sorti indemne de la dégradation par l'agence Fitch de la perspective pour l'appréciation de sa capacité d'endettement. L'opérateur a mis 6,3 milliards de francs sur la table pour le rachat d'UPC Suisse. — (awp)

### ORIOR: Credit Suisse abaisse à «neutral»

Credit Suisse a abaissé l'objectif de cours d'Orior à 85 francs, contre 90 francs précédemment. La recommandation est maintenue à «neutral». L'Ebitda 2018 est à peu près conforme aux attentes. Même si la croissance a été un peu meilleure qu'attendu au 2<sup>e</sup> semestre, Orior est resté prudent pour ce qui est des prévisions pour l'exercice en cours. Les analystes ont abaissé leur estimation d'Ebitda 2019 à 62 millions de francs contre 64 millions auparavant. — (awp)

### OBSEVA: la RBC reste à «outperform»

Royal Bank of Canada a abaissé l'objectif de cours d'Obseva à 32 dollars, contre 34 dollars précédemment. La recommandation est maintenue à «outperform». L'année 2019 sera un exercice de transformation pour la société pharmaceutique, selon l'analyste Kennen MacKay. Différents résultats d'étude de phase III sont attendus au cours des mois à venir. Le potentiel des candidats Nolasiban et Linzagolix est clairement sous-estimé par le marché. La baisse d'objectif de cours s'explique notamment par les récentes données financières. — (awp)

### LINDT: Julius Bär rehausse à 6700 francs

Julius Bär a relevé l'objectif de cours de Lindt & Sprüngli à 6700 francs, contre 6303 francs précédemment. La recommandation est maintenue à «hold». Le conglomerat chocolatier dispose d'une

part de marché de quelque 5% l'échelle mondiale, qu'il continue d'étoffer, salue Gabriella Abderhalden. La croissance organique de plus de 5% affichée sur l'an dernier dépasse en effet celle de nombreux concurrents, quand bien même l'évolution de la rentabilité s'est inscrite dans la moyenne, poursuit l'analyste. — (awp)

### LONZA: Julius Bär relève à 325 francs

Julius Bär a relevé l'objectif de cours de Lonza à 325 francs, contre 315 francs précédemment. La recommandation est maintenue à «buy». La solide demande dans le secteur de la santé devrait se maintenir et le portefeuille de produits du chimiste de spécialités a été optimisé avec succès ces dernières années. Après la vente des activités de traitement de l'eau, les nouveaux objectifs du groupe sont conformes aux attentes. — (awp)

### FEINTOOL: Vontobel reste à «hold»

Vontobel a abaissé l'objectif de cours de Feintool à 85 francs, contre 90 francs précédemment. La recommandation est maintenue à «hold». Suite à la publication des résultats annuels, l'analyste Michal Lichvar a revu légèrement à la baisse ses estimations de croissance des ventes et de marge opérationnelle (Ebit) pour l'exercice en cours. L'évolution du flux de trésorerie disponible et l'accroissement de l'endettement net ont également été pris en considération dans les nouvelles projections. — (awp)

## LES TITRES DU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1222171	ABB N	19.45	-0.15%	-	4.01	24.60/18.03	4368382
1213860	Adecco Group N	52.72	+0.08%	-	4.74	71.10/42.43	701581
21048333	CieFinRichemont N	73.08	-1.24%	-	2.60	99.02/60.44	2073650
1213853	CS Group N	12.27	+0.04%	-	2.04	17.62/10.36	10936756
3017040	Geberit N	403.70	+0.37%	-	2.58	458.80/353.20	108367
1064593	Givaudan N	2513.00	+0.24%	-	2.39	2520.00/2098.00	12383
10248496	Julius Baer Grp N	44.44	+0.73%	-	3.38	63.30/33.57	953023
1221405	LafargeHolcim N	49.42	-0.60%	-	4.05	56.60/39.11	2494583
1384101	Lonza Grp N	292.00	-0.92%	-	0.94	342.00/218.00	213333
3886335	Nestle N	91.60	+0.11%	-	2.67	91.82/72.92	3748665
1200526	Novartis N	90.06	+0.13%	-	3.16	92.80/71.84	2806895
1203204	Roche Hldg G	280.55	+0.50%	-	3.10	280.55/206.35	1798094
249745	SGS N	2556.00	-0.78%	-	3.05	2683.00/2151.00	12762
41879292	Sika N	136.90	-0.65%	-	1.50	149.00/112.70	265325
1485278	Swiss Life Hldg N	439.10	+0.62%	-	3.76	439.10/330.10	140744
12688156	Swiss Re N	98.18	-0.08%	-	5.70	99.78/84.20	995116
874251	Swisscom N	463.10	-0.04%	-	4.75	514.00/427.00	103937
1225515	The Swatch Grp I	298.00	-1.32%	-	2.68	499.10/269.30	211896
24476758	UBS Group N	12.54	+0.00%	-	5.58	17.73/11.67	9997969
1107539	Zurich Insur Gr N	329.90	+0.30%	-	5.46	331.20/282.40	280491

## GAGNANTS ET PERDANTS AU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
10248496	Julius Baer Grp N	44.44	+0.73%	-	3.38	63.30/33.57	953023
1485278	Swiss Life Hldg N	439.10	+0.62%	-	3.76	439.10/330.10	140744
1203204	Roche Hldg G	280.55	+0.50%	-	3.10	280.55/206.35	1798094
3017040	Geberit N	403.70	+0.37%	-	2.58	458.80/353.20	108367
1107539	Zurich Insur Gr N	329.90	+0.30%	-	5.46	331.20/282.40	280491
1225515	The Swatch Grp I	298.00	-1.32%	-	2.68	499.10/269.30	211896
21048333	CieFinRichemont N	73.08	-1.24%	-	2.60	99.02/60.44	2073650
1384101	Lonza Grp N	292.00	-0.92%	-	0.94	342.00/218.00	213333
249745	SGS N	2556.00	-0.78%	-	3.05	2683.00/2151.00	12762
41879292	Sika N	136.90	-0.65%	-	1.50	149.00/112.70	265325

## GAGNANTS ET PERDANTS AU SPI EXTRA

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
911512	Perfect Hldg N	0.02	+20.00%	-	-	0.03/0.00	196571
11030311	LECLANCHE N	2.06	+14.44%	-	-	2.26/1.45	769825
1179595	Dormakaba Hldg N	689.50	+6.24%	-	2.18	824.50/573.00	24758
870219	Cicor Technologie N	48.10	+5.02%	-	1.46	70.80/35.40	7785
34617770	ObsEva N	13.10	+4.80%	-	-	-/-	12868
12748036	Autoneum Hldg N	139.90	-14.17%	-	4.65	300.00/130.00	69441
46002711	Blackstone Res N	2.57	-10.14%	-	-	-/-	2
25637909	Molecular Partn N	16.08	-7.48%	-	-	27.80/14.92	22382
2714864	Santhera Pharm HI N	17.18	-7.14%	-	-	23.20/5.55	214576
3336167	U-blox Hldg N	88.50	-5.70%	-	2.54	220.00/72.05	77674

## PRINCIPAUX INDICES SUISSES

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	H/B 52S
----------	-----	--------------	------	---------

### INDICES PRINCIPAUX

998089	SMI	9403.16	+0.04%	9481.45/8138.56
998750	SPI	11067.39	+0.05%	11095.80/9516.95
1781097	SPI EXTRA (total return)	4028.17	-0.02%	4505.73/3465.96
3025288	SLI Swiss Leader Pr	1452.24	-0.07%	1508.05/1251.69
1939983	SMI Mid Pr	2424.51	+0.11%	2713.15/2048.92

### INDICES SECTORIELS

2265371	Alimentation	3149.97	+0.14%	3155.29/2563.33
2262744	Assurances	802.97	+0.36%	806.15/687.67
2262671	Banques	479.53	+0.07%	643.86/424.56
2265384	Biens de consommation	2459.92	-1.21%	3464.56/2103.66
2265299	Chimie	2867.32	+0.32%	2915.71/2461.34
2265407	Commerce de détail	1005.37	-0.60%	1344.29/903.63
2265354	Industrie	1278.91	+0.02%	1505.84/1110.48
994740	Immobilier (total return)	384.20	+0.59%	384.20/353.43
2265433	Loisirs	1322.24	+0.64%	1654.94/1247.52
2265343	Matériaux de construction	1982.27	-0.26%	2145.00/1686.88
2265420	Médias	369.78	+1.56%	488.20/357.47
2265313	Ressources de base	368.97	-0.08%	517.70/328.84
2265391	Santé	1679.02	+0.13%	1689.95/1347.59
2262812	Services publics	1879.54	-0.79%	2017.90/1627.40
2262777	Services financiers	1073.35	-0.11%	1180.88/943.25
2262788	Technologie	1040.68	+0.22%	1401.48/780.63
2265446	Télécommunications	803.90	+0.06%	909.79/769.20

### INDICES

998751	Actions porteur	12687.34	-0.80%	19855.46/11136.72
998752	Actions nominatives	13454.59	-0.02%	13508.62/11624.77
998753	Porteur + bon	13491.59	+0.39%	13491.59/10938.69

**PRINCIPAUX INDICES EUROPÉENS**

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
846421	DJ Stoxx 50 (Europe)	3057.59	+0.13%	3180.31/2673.54
846423	DJ Stoxx (Europe)	375.48	-0.04%	397.86/327.34
846480	DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	3324.67	-0.08%	3596.20/2908.70
846483	DJ Euro Stoxx P (Europe)	365.05	-0.17%	398.24/318.77
998211	AEX	538.95	-0.40%	576.90/472.19
998690	Euronext BEL-20	3605.80	-0.97%	4023.08/3144.96
1646037	OMX (Danemark)	1485.84	-0.55%	1565.20/1309.58
998032	DAX (Allemagne)	11587.63	-0.28%	13204.31/10279.20
252367	Mid Cap Index (Allemagne)	24691.47	-0.13%	27366.46/21160.71
758853	OMXH (Finlande)	4130.00	-0.41%	4397.85/3642.35
998185	FTSE 100 (Grande-Bretagne)	7183.43	-	7903.50/6536.53
997736	FTSE Act 250 (Grande-Bretagne)	19443.14	-	21371.54/17054.72
513607	FTSE Aim Index (Grande-Bretagne)	915.78	-	1110.33/841.56
1354447	IGBM	937.32	+0.39%	1041.99/837.04
1603325	FTSE MIB	20851.56	+0.65%	24544.26/17914.03
998531	Oslo OBX Index (Norvège)	807.07	+0.46%	882.06/715.92
998033	CAC 40	5288.81	-0.16%	5657.44/4555.99
2021101	CAC MID & SMALL	12745.65	-0.28%	14795.26/10279.20
10375187	OMXS 60 (Suède)	282.39	-0.88%	298.66/245.58
998663	ATX (Autriche)	3012.77	-1.09%	3548.60/2674.71
997718	Athen Index Compos (Grèce)	707.17	+1.19%	863.48/592.70
495317	BUX Index (Hongrie)	41086.90	+0.90%	41521.11/34372.07
576823	ISE National 100 (Turquie)	103452.85	-0.27%	118978.24/84654.50
395702	PSI 20	5297.53	+0.39%	5801.45/4551.84
2485271	PX Ind (Tchèque)	1080.53	+0.36%	1140.52/975.31
857975	RTSI Index (Russie)	1191.51	+0.96%	1297.30/1033.31
393229	Warsaw WIG Ind (Pologne)	59978.80	+0.39%	62264.72/54027.32

**GAGNANTS ET PERDANTS AU DJ EURO STOXX 50**

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
<b>LES CINQ GAGNANTS</b>							
817651	Banco Santander Rg	4.31	+1.66%	-	4.40	5.53/3.80	40689221
1250633	Enel N	5.40	+1.31%	-	5.04	5.41/4.22	34713987
931474	BBVA Rg	5.37	+1.22%	-	4.84	6.89/4.48	15183628
575913	Intesa Sanpaolo N	2.18	+0.95%	-	9.03	3.20/1.86	106400334
502455	Air Liquide	111.80	+0.86%	-	2.37	115.25/97.26	735444
<b>LES CINQ PERDANTS</b>							
33292346	ING Group Rg	10.99	-2.22%	-	6.19	14.54/9.09	40471390
19531091	ASML Hldg Rg	160.94	-1.82%	-	1.30	189.50/130.12	895839
945657	Daimler N	52.20	-1.34%	-	6.23	69.77/44.51	-
352781	Volkswagen Vz I	152.18	-1.32%	-	2.60	179.60/131.44	-
1124244	Deutsche Post N	27.10	-1.09%	-	4.24	38.15/23.36	-

**GAGNANTS ET PERDANTS AU NIKKEI 225**

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
<b>LES CINQ GAGNANTS</b>							
1057248	CyberAgent Rg	3820.00	+5.96%	-	-	6930.00/3075.00	2982100
762248	Kawasaki Kisen Rg	1594.00	+3.51%	-	-	2662.00/1248.00	604800
1065454	Rakuten Rg	948.00	+2.82%	-	-	967.00/700.00	15521500
763471	TAIYO YUDEN Rg	2384.00	+1.97%	-	0.84	3695.00/1407.00	4140300
764258	Yamaha Corp Rg	5550.00	+1.83%	-	1.05	6080.00/4355.00	785400
<b>LES CINQ PERDANTS</b>							
2306957	SUMCO Rg	1395.00	-3.39%	-	4.44	3180.00/1116.00	13195000
2131750	Seven & i Hldgs Rg	4574.00	-3.01%	-	2.02	5203.00/4313.00	3246400
245596	FAST RETAILING Rg	53110.00	-2.51%	-	0.83	61930.00/38900.00	948100
763510	SHOWA SHELL SEKI Rg	1702.00	-2.41%	-	2.47	2608.00/1337.00	2528100
784555	Chiyoda Corp Rg	308.00	-2.22%	-	2.44	1150.00/250.00	2121800

**PRINCIPAUX INDICES ASIE/MOYEN-ORIENT**

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
998407	Nikkei 225 (Japon)	21596.81	-0.60%	24448.07/18948.58
998405	Topix Index Sac 1 (Japon)	1615.25	-0.25%	1838.30/1408.89
998396	Hang Seng (Hong Kong)	29037.60	+0.26%	31978.14/24540.63
-	Straits Times Index (Singapour)	-	-	-/-
998293	Bangkok SE Set Ind (Thaïlande)	1625.51	-0.82%	1820.51/1546.62
1473058	KOSPI 100 Index (Corée du Sud)	2119.87	-0.19%	2470.40/1924.01
998594	Taiwan Weighted Stk (Taïwan)	10357.15	+0.50%	11261.68/9319.28
998444	All Ordinaries Idx (Australie)	6326.80	+0.72%	6481.30/5478.40
257111	Shanghai Composite (Chine)	3102.10	+1.57%	3333.88/2440.91
-	Mumbai Sensex (Inde)	-	-	-/-
1114782	Vietnam St Exch Idx (Viêt Nam)	994.49	+0.21%	1211.34/661.85
998652	KLSE Composite (Malaisie)	1686.82	+0.07%	1896.03/1626.93
228097	Tel-Av TASE-100 Ind (Israël)	1428.84	-0.23%	1510.81/1252.64
1188203	Saudi Share Price (Arabie Saoudite)	8534.16	-0.32%	8677.73/7001.94
997712	Kuwait 100 Index (Koweït)	39568.10	-0.30%	47144.12/36274.25

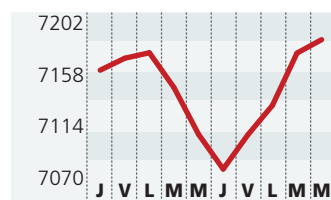
**ASIE / Divers**

A la Bourse de **Hong Kong**, l'indice composite Hang Seng a clôturé sur une hausse de 0,26% à 29.037,60 points. En Chine continentale, l'indice composite de la Bourse de **Shanghai** a gagné 1,57% à 3102,10 points, et l'indice de référence de **Shenzhen** a pris 1,49% à 1660,41 points. Les valeurs financières ont tiré la cote hier à Shanghai et Shenzhen, à l'image de First Capital (+10% à 8,39 yuans) et Southwest Securities (+5,79% à 5,85 yuans).

L'enthousiasme du marché a également porté les sidérurgistes **Inner Mongolia BaoTou** (+10% à 2,02 yuans) et **Beijing Shougang** (+3,89% à 4,54 yuans), ainsi que le groupe minier **Zijin Mining** (+2,49% à 3,70 yuans). A Hong Kong, **Tencent** a engrangé des gains plus modestes (+0,17% à 362,00 dollars hongkongais), tandis que **Sunny Optical** gagnait 2,78% à 99,80 dollars. **CNOOC** a perdu 1,47% à 13,36 dollars et **PetroChina** 0,58% à 5,16 dollars. – (afp)

**LONDRES / Footsie / +0.17% / +12.57 pts / 7196.00 pts**

**British American (BAT) a gagné 5,15% à 3050 pence et Imperial Brands 1,40% à 2612,50 pence. Le fabricant de spiritueux Diageo a pris 0,22% à 2992 pence et Reckitt Benckiser 1,24% à 6065 pence.**



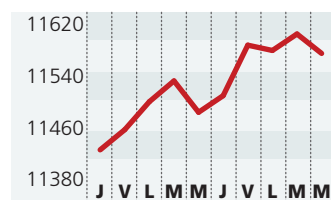
La Bourse de Londres a terminé sur de légers gains (+0,17%) mercredi pour une quatrième séance. L'indice FTSE-100 a pris 12,57 points à 7196,00 points.

Le fabricant de spiritueux Diageo a pris 0,22% à 2992 pence et le groupe de produits d'hygiène et de santé Reckitt Benckiser 1,24% à 6065 pence. Les cigarettiers ont également été recherchés après la démission de Scott Gotlieb, responsable de la FDA qui défend l'interdiction des cigarettes mentholées. British American (BAT) a gagné 5,15% à 3050 pence et Imperial

Brands 1,40% à 2612,50 pence. Le fabricant d'emballages DS Smith a bondi (+3,72% à 362,10 pence) après avoir annoncé la cession de sa division plastiques pour 450 millions de livres. Le gérant d'actifs Legal & General a souffert (-3,49% à 276,20 pence). London Stock Exchange (-0,63% à 4705 pence). L'assureur Aviva (-1,25% à 433,30 pence). – (afp)

**FRANCFORT / DAX / -0.29% / -33.11 pts / 11587.63 pts**

**L'équipementier automobile Schaeffler (-6,23% à 7,53 euros) a fait état 'un recul de son bénéfice en 2018 et a annoncé un plan de restructuration comprenant 900 suppressions de postes, dont 700 en Allemagne.**



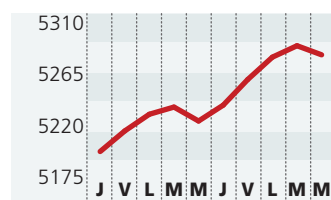
La Bourse de Francfort a fini en baisse, le Dax perdant 0,28% dans un marché lesté par le recul du secteur automobile. L'indice vedette a cédé 33,1 points pour

finir à 11.587,63 points. Le MDax des valeurs moyennes a de son côté perdu 0,13% à 24.691,47 points. L'équipementier automobile Schaeffler (-6,23% à 7,53 euros), coté sur le MDax, a fait état mercredi d'un recul de son bénéfice en 2018 et a annoncé un plan de restructuration comprenant 900 suppressions de postes, dont 700 en Allemagne.

Continental a perdu 1,13% à 144,20 euros. BMW a cédé 0,71% à 74,53 euros, Volkswagen 1,32% à 152,18 euros et Daimler 1,34% à 52,20 euros. Deutsche Bank a gagné 1,35% à 8,17 euros pour finir en tête du Dax. La réunion de la BCE devrait déboucher sur un statu quo sur les taux et sur une prochaine vague de nouveaux prêts à long terme aux banques. – (afp)

**PARIS / CAC 40 / -0.16% / -8.71 pts / 5288.81 pts**

**Le secteur automobile a souffert : Valeo a perdu 2,68% à 27,56 euros, Peugeot 2,59% à 22,21 euros, Faurecia 1,89% à 42 euros. Renault a lâché 1,21% à 59,44 euros.**



La Bourse de Paris a fini en recul mercredi (-0,16%). L'indice CAC 40 a cédé 8,71 points à 5288,81 points. DBV Technologies a chuté de 14,96% à 15,38 euros après la publication de ses résultats 2018. La

veille, le titre était monté de près de 15%. Le secteur automobile a souffert dans le sillage de l'équipementier allemand Schaeffler, qui a fait état d'un recul de son bénéfice en 2018 et a annoncé un plan de restructuration. Valeo s'est enfoncé de 2,68% à 27,56 euros, Peugeot de 2,59% à 22,21 euros, Faurecia de 1,89% à 42 euros tandis que Plastic Omnium a reculé de 1,22% à 25,08 euros et ALD de 4,62% à 12,80 euros.

Renault a lâché 1,21% à 59,44 euros. Crédit Agricole a perdu 0,58% à 11,01 euros. Latécoère s'est apprécié de 3,21% à 3,54 euros. L'équipementier aéronautique, en pleine transformation, a vu son bénéfice net fondre de plus de 80% à 6 millions d'euros en 2018, mais s'est montré confiant pour l'exercice en cours grâce à des ventes dynamiques. ADP a gagné 0,53% à 170 euros. – (afp)

**EUROPE / Divers**

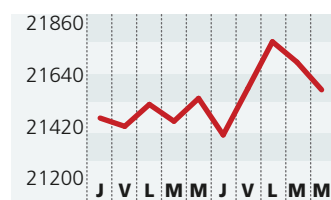
Les Bourses européennes ont clôturé la séance sans grande conviction, prudentes à la veille de réunion de la BCE. La Bourse de **Milan** a terminé en légère hausse, l'indice FTSE Mib gagnant 0,65% à 20.852 points. UBI Banca a réalisé la meilleure performance, gagnant 4,27% à 2,61 euro, tandis qu'en bas du tableau, STMicroelectronics a cédé 3,62% à 14.245 euros. L'indice Ibex 35 de la Bourse de **Madrid** a clôturé en hausse de 0,42% à 9296,7 points. Les poids lourds bancaires ont nettement

progressé: Santander de 1,66% à 4,31 euros, BBVA de 1,22% à 5,37 euros. Inditex, propriétaire de Zara, a pris 0,45% à 26,91 euros. Plusieurs compagnies du secteur du tourisme étaient dans le rouge: Amadeus a lâché 0,76% à 64,94 euros et Melia Hotels 0,81% à 8,60 euros. L'indice PSI 20 de la Bourse de **Lisbonne** a pris 0,42% à 5299,14 points. Corticeira Amori a gagné 2,06% à 10,90 euros et Mota Engil a fléchi de 0,89% à 2,23 euros.

L'indice AEX de la Bourse d'**Amsterdam** a clôturé en baisse de 0,40% à 538,95 points. A la baisse, la banque ING Groep a perdu 2,22% à 10,99 euros. A la hausse, le spécialiste de l'éclairage Signify (ex-Philips Lighting) a pris 1,16% à 23,63 euros. La Bourse de **Bruxelles** a perdu 0,97% à 3605,80 points. En plus forte baisse, la biotech Argenx a cédé 5,81% à 110,20 euros. La plus forte hausse, la holding Ackermans & van Haaren, a pris 0,51% à 138,40 euros. – (afp)

**TOKYO / NIKKEI / -0.60% / -129.47 pts / 21596.81 pts**

**Le géant de l'électronique Panasonic a perdu 0,83% à 1012 yens et le constructeur Nissan a reculé de 0,20% à 938,2 yens. Le groupe d'habillement Fast Retailing (Uniqlo) a reculé de 2,51% à 53.110 yens.**



La Bourse de Tokyo a fini en nouvelle baisse hier. A l'issue des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a cédé 0,60% (-129,47 points) à 21.596,81 points, et l'indice élargi Topix de tous les titres du pre-

mier tableau a reculé de 0,25% (-3,98 points) à 1615,25 points. Les valeurs à Tokyo avaient ouvert en recul et «le sentiment négatif s'est prolongé toute la journée», notamment dans le sillage d'un Wall Street morne, a déclaré Hikaru Sato, analyste technique senior de Daiwa Securities. «Les investisseurs se sont abstenus d'échanger activement en continuant à suivre les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine ainsi que

les nouveaux développements sur Brexit», a-t-il poursuivi. Le géant de l'électronique Panasonic a perdu 0,83% à 1012 yens et le constructeur Nissan a reculé de 0,20% à 938,2 yens. Les titres liés à la Chine sont restés sous pression, le titre Komatsu ayant chuté de 1,49% à 2728,5 yens et Rohm de 0,14% à 7130 yens. Le groupe d'habillement Fast Retailing (Uniqlo) a reculé de 2,51% à 53.110 yens. – (afp)

**Nette détente**

**OBLIGATAIRE.** Le marché de la dette a connu une claire détente mercredi, liée aux anticipations de l'adoption d'un ton plus accommodant par la BCE à l'occasion de sa réunion jeudi. «Le marché se positionne en amont de la BCE et comme il attend un discours assez accommodant», il se détend, a souligné Jean-Christophe Machado, un stratège obligataire de Natixis. Face à une croissance plus molle que prévu et une inflation atone, la BCE devrait abaisser ses prévisions pour la zone euro et discuter de mesures de soutien. Ce contexte a bénéficié en particulier à l'Italie, a complété M. Machado, avec des «investisseurs qui retiennent davantage la révision à la hausse du PIB italien au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 que la prévision revue en baisse par l'OCDE». 2019 (-1,1 point), à -0,2%. À 18h00, le taux d'emprunt à 10 ans de l'Allemagne a reculé à 0,128% contre 0,168% mardi à la clôture. Celui de la France a baissé à 0,512% contre 0,561%, tout comme celui de l'Italie à 2,590% contre 2,707% et celui de l'Espagne à 1,113% contre 1,154%. Le taux d'emprunt britannique à dix ans a reflué à 1,227% contre 1,287%. Aux Etats-Unis, le rendement à 10 ans baissait également à 2,686%, contre 2,717% mardi, à l'instar de celui à 30 ans à 3,062%, contre 3,081%. Celui à deux ans s'établissait pour sa part à 2,514%, contre 2,545%. – (afp)

**RECOMMANDATIONS**

**RIO TINTO: UBS abaisse d'«achat» à «neutre»** UBS annonce ce jour revoir à la baisse sa recommandation sur le titre de la société minière Rio Tinto, passant d'«achat» à «neutre». «Nous apprécions les rendements, mais nous pensons que le rapport risque/bénéfice est désormais équilibré», retient ainsi UBS, qui s'inquiète par ailleurs d'une «possible perturbation dans le minerai de fer au Brésil». Il estime cependant que cette dernière ne devrait avoir qu'un impact à court terme sur le marché sur lequel évolue Rio Tinto. L'objectif de cours d'UBS reste à 4500 pence.

**CAMPARI: Oddo confirme son objectif de 5,70 euros**

Oddo confirme son conseil «aléger» sur le titre et son objectif de 5,70 euros. Le bureau d'analyses maintient donc ses prévisions relativement prudentes (par rapport au consensus) pour le moment. «Compte tenu de l'énorme prime du titre (PE 2019 de 33,2x) par rapport à ses pairs, nous pensons que la forte croissance du chiffre d'affaires attendue par le consensus est déjà prise en compte dans le cours de l'action», explique Oddo. Le bureau d'études rappelle que la croissance organique du chiffre d'affaires de 5,3% a été inférieure aux attentes (consensus: +6,1%). Le résultat opérationnel ajusté s'inscrit à 378,8 millions d'euros, en ligne avec le consensus. Le résultat net ajusté du Groupe ressort à 249,3 millions d'euros (+6,8%), légèrement inférieur aux prévisions (254 millions d'euros pour le consensus).

Restez au courant de tous les événements boursiers.

www.awp.ch

Au cœur des marchés

## Le secteur manufacturier US ralentit

LIVRE BEIGE DE LA FED.

Les employeurs se plaignent de la difficulté de pourvoir des postes, ce qui «restreint la croissance de l'emploi».

Le ralentissement de la demande mondiale, l'augmentation des coûts à cause des tarifs douaniers et les inquiétudes autour du commerce ont pesé sur l'activité manufacturière aux Etats-Unis au début de l'année, a indiqué mercredi la Fed dans le Livre beige. Une large majorité de régions (10 sur 12) ont continué de voir leur activité économique progresser «de façon légère à modérée» tandis que deux régions (Philadelphie et Saint Louis, Missouri) ont stagné, indique ce rapport de conjoncture qui couvre l'activité de mi-janvier à fin février.

Les employeurs se plaignent de la difficulté de pourvoir des postes, ce qui «restreint la croissance de l'emploi», notamment dans les secteurs des technologies de l'information, de l'industrie manufacturière, des transports, des restaurants et du bâtiment. Le Livre beige de la Fed, qui paraît toutes les six semaines, est publié quinze jours avant la prochaine réunion monétaire de la Banque centrale, prévue les 19 et 20 mars. La Fed a déjà laissé entendre qu'elle serait «patiente» sur les taux d'intérêt en attendant de voir l'impact sur l'économie américaine du ralentissement économique mondiale.

### Les vents favorables faiblissent

Le président de la Fed de New York John Williams a estimé hier que la croissance économique des Etats-Unis allait «considérablement ralentir» cette année, pour s'établir autour de 2%, les mesures ayant dynamisé la première puissance économique mondiale s'estompant.

Les «vents favorables faiblissent, et s'inversent dans certains cas, et je m'attends à ce que la croissance ralentisse considérablement comparé à celle de l'an passé, à environ 2%», a-t-il indiqué. Il a pointé du doigt trois facteurs: un ralentissement de la croissance mondiale, une plus grande incertitude géopolitique ainsi que les effets de la hausse des taux d'intérêt. L'an passé, les Etats-Unis ont enregistré une croissance de 2,9%. Dans le Livre Beige, une majorité de régions ont rapporté des augmentations «modérées» de salaires, surtout dans les positions de bas niveau ou au contraire en haut de l'échelle. C'est notamment le cas à New York où les employeurs «ont des difficultés à pourvoir des postes» et où les salaires ont accéléré «notamment chez les détaillants et hôteliers». Dans la moitié des régions, ces augmentations prennent toutefois la forme de compensation ponctuelle ou non monétaires comme des bonus, davantage de congés ou une flexibilité des horaires. Le bras de fer sur les tarifs douaniers avec la Chine a notamment conduit à une plus rapide augmentation des prix à la production mais «la possibilité de répercuter ces hausses sur les consommateurs varie selon les régions et les industries», note la Fed. — (afp)

# La consommation des Millennials façonne le futur de l'économie

Loin des stéréotypes, cette tranche démographique est maintenant adulte et vit très confortablement. Avec des choix très différents de ceux de ses aînés.



DIDIER SAINT-GEORGES  
Responsable Portfolio Advisors, Carmignac

La génération des Millennials est devenue la plus riche et la plus large de la population de la planète. C'est du moins ce qu'affirme Richard Wiseman, directeur exécutif au sein de Goldman Sachs Asset Management (GSAM). «Cette génération s'est hissée au titre de catégorie d'âge la plus aisée en 2016 – année de lancement de notre stratégie Global Millennials Equity Portfolio», dit-il.

### Matures et riches

Ce cumul de richesses peut surprendre. En effet, vous et moi pensons aux jeunes adultes de nos contrées qui, il est vrai, ne peuvent pas se permettre d'acheter une maison comme leurs parents l'ont fait avant eux. «Mais aujourd'hui, les Millennials ont entre 19 et 38 ans car, par définition, ils sont nés entre 1980 et 1999. Or, les plus âgés d'entre eux ont bien souvent de bons jobs, bénéficient de bons salaires et ont déjà grimpé sur l'échelle professionnelle. Les anciens stéréotypes sur les Millennials sont maintenant complètement dépassés. Les gens n'ont pas vu que cette génération a vieilli et est maintenant presque d'âge moyen. Bien entendu, certains sont encore jeunes, ils ont des dettes d'étudiants et ont du mal à joindre les deux bouts. Mais cette proportion s'est considérablement réduite», indique celui qui évolue dans le monde de la finance depuis plus de trente ans.

De plus, nous considérons souvent les Millennials sous un angle occidental et non en termes de population mondiale. Or, à l'échelle du globe, 2,4 milliards de Millennials peuplent la Terre – ce qui en fait le groupe démographique le plus large - et 2 mil-

liards d'entre eux vivent dans des marchés émergents. Leur situation est très différente de celle d'ici. En Chine et Inde, par exemple, où vivent 800 millions d'entre eux, ils ont plus d'opportunités et d'aspirations mondiales que leurs parents. «Une conséquence des nouvelles technologies: ils ont tous un smartphone, une connexion internet et ils veulent la même chose que les jeunes des pays occidentaux. Le fossé générationnel est donc bien plus large dans les marchés émergents.»

A l'échelle du globe, les Millennials sont donc plus riches que les baby-boomers, nés entre 1946 et 1964, et la génération X, née entre 1965 et 1979. «Autre remarque: nous prévoyons que, d'ici 2035, les Millennials chinois auront plus d'argent que les

Millennials américains, à cause de l'élargissement de la classe moyenne et de la globalisation», ajoute-t-il.

### Influencer l'émergence des géants

L'argent de cette tranche démographique modèlera le monde de l'industrie et du business du futur. «En réalité, il le fait déjà. Pensez à l'économie du partage. Les géants que sont devenus Uber et Airbnb en une dizaine d'années le sont car les Millennials avaient peu de moyens!» Autre exemple: le top des sociétés au regard de leur capitalisation boursière: «Six des dix plus grandes entreprises du monde – Apple, Amazon, Alphabet, Tencent, Alibaba ainsi que Facebook, – n'existaient pas il y a vingt ans. Ce n'est certainement pas une coïncidence si leur montée en puissance s'est produite exactement à la même période

que la croissance de cette génération.»

### Au-delà d'un changement générationnel

Selon le gestionnaire, trois changements majeurs affectant les Millennials rendent cette transition générationnelle complètement hors norme. Le premier est technologique. Ces jeunes adultes sont des «digital natives»: ils ont grandi dans une ère bouleversée par les technologies et les adopter est dans leur nature. «Ils s'attendent à voir leur vie rendue plus simple grâce au progrès, c'est la différence avec les générations précédentes qui, bien entendu, se servent ces innovations mais ne les accueillent pas avec une telle aisance.» Le deuxième est l'importance du saut générationnel. «En Occident, ce changement a été assez linéaire. Mais dans les marchés émergents, ce fossé générationnel est bien

plus impressionnant et significatif, notamment grâce aux technologies, comme je le disais précédemment.» Les jeunes adultes ont des priorités de vie sensiblement différentes de celles de leurs parents: ils se concentrent sur les prix, la facilité et le commerce en ligne lors de l'achat de biens, ainsi que sur l'alimentation saine et les loisirs actifs, par exemple.

Le troisième porte sur l'évolution démographique à long terme. «Contrairement aux deux autres, cette changement est plus difficile à démontrer. En bref, les secteurs dans lesquels les Millennials dépensent aujourd'hui seront complètement différents d'ici dix à vingt ans.» Il donne l'exemple suivant: actuellement, la plupart des Millennials n'ont pas encore fondé de famille. La problématique des dépenses liées à l'éducation, l'hébergement ou l'habillement des enfants ne les touche pas. Mais dans dix à vingt ans, si. ■

## Goldman Sachs AM pilote un fonds miroir de cette génération

Afin de coller à la réalité de cette évolution démographique, GSAM a mis en place un Global Millennials Equity Portfolio. «La raison pour laquelle cette stratégie me semble si intéressante est que, à la différence de la plupart des politiques d'investissements traditionnelles, si vous investissez dans un groupe démographique, votre portefeuille doit évoluer en fonction des intérêts de ces individus. L'anticipation des besoins de dépense de cette tranche d'âge est la clé. En conséquence, notre portefeuille devra évoluer, de façon assez inhabituelle», souligne Richard Wiseman.

Le membre de l'équipe Fundamental Equity explique que la stratégie se concentre sur deux volets. D'un côté la richesse de cette génération et comment elle est dépensée en ce moment et, de l'autre, l'évolution de ces dépenses. GSAM tente de trouver un équilibre entre une stratégie à long terme et des résultats aujourd'hui. Il cible donc des entreprises qui seront capables de s'adapter aux besoins futurs de Millennials.

Au sein du portfolio, on trouve ainsi l'entreprise américaine Illumina Inc, leader mondial

en équipements génomiques. Elle développe des techniques de pointe en séquençage de gènes pour la recherche en maladies ou la conception de médicaments. «Ces traitements sont aujourd'hui extrêmement onéreux mais ce ne sera plus le cas d'ici une vingtaine d'années. De plus, certaines affections pourront être traitées chez les bébés, avant même leur naissance. Il est possible que les plus jeunes Millennials, ceux qui ont 19 ans aujourd'hui, soient les premiers parents à bénéficier d'un pouvoir de décision sur la santé et, peut-être, sur l'apparence de leurs enfants. Ils façonneront le développement de cette industrie notamment d'un point de vue éthique et, de notre côté, nous y pensons déjà au niveau de l'investissement.»

### Très exigeantes sur la qualité

Autre exemple de sociétés: a2 Milk Company, une entreprise néo-zélandaise pionnière dans la production d'un lait qui réduirait les risques d'intolérance au lactose. Extrêmement populaire sur son marché d'origine, elle intéresse beaucoup la Chine où 30% des

femmes Millennials sont mères et très exigeantes sur la qualité du lait face aux scandales du passé.

Un dernier exemple: Allergan, géant américain de la santé qui commercialise du Botox. Lors de sa dernière campagne «Are you botoxurious?», il a ciblé les jeunes qui souhaitent continuer à avoir la meilleure apparence, à l'heure de la surexposition de soi sur les médias sociaux. C'est une belle voie d'adaptation et de diversification pour cette société qui vise aussi les hommes avec un concept de «Brotax».

Le Global Millennials Equity Portfolio a trois ans et comprend des parts dans 42 entreprises au grand potentiel de croissance à long terme, dans les secteurs des technologies ou du lifestyle. «Nous essayons de nous projeter au-delà de ce que les investisseurs traditionnels font jusqu'ici. Cela nous mène à des questions éthiques et sociales auxquelles nous n'avions parfois jamais réfléchi. Nous avons la responsabilité d'y penser afin de nous amener aux bonnes décisions finales dans le futur.» ■

## Bond des stocks de brut aux Etats-Unis

**PÉTROLE.** Lors de la semaine achevée le 1<sup>er</sup> mars, les réserves commerciales de brut ont augmenté de 7,1 millions de barils pour s'établir à 452,9 millions.

Les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis ont bondi la semaine dernière tandis que la production américaine s'est stabilisée à un niveau record, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Les analystes interrogés par l'agence Bloomberg anticipaient une progression plus modeste de 1,45 million de barils.

Les raffineries ont pourtant vu leur cadence un peu augmenter, fonctionnant en moyenne à 87,5% de leurs capacités contre 87,1% la semaine précédente. Mais les importations de brut ont nettement augmenté, à 7,0 millions de barils par jour (mbj) après être tombées la semaine précédente à leur plus bas niveau depuis 1996 à 5,92 mbj.

«Malgré une nouvelle hausse de l'activité des raffineries, le bond des importations, surtout dans le Midwest, a mené à une sixième semaine de hausse des stocks en sept semaines, alors que nous sommes toujours en période de maintenance de ces raffineries», a commenté Matt Smith de ClipperData.

Les exportations, qui avaient atteint courant février un niveau record depuis que ces statistiques sont compilées (1991), ont quant à elles continué à reculer, à 2,80 mbj.

La production américaine s'est stabilisée à 12,1 mbj, un niveau record pour le pays.

Les stocks d'essence ont de leur côté chuté de 4,2 millions de barils, soit davantage que le repli de 1,63

million anticipé par les analystes. Ils sont en recul de 0,1% par rapport à leur niveau d'il y a un an et sont 3% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Les réserves d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole)

ont pour leur part reculé de 2,4 millions de barils, là où les analystes prévoyaient un repli plus modeste de 1 million de barils. Elles s'affichent en baisse de 1,0% par rapport à leur niveau d'il y a un an et en baisse de 2% par rap-

port à la moyenne des cinq dernières années. Les stocks de brut s'inscrivent en hausse de 6,3% par rapport à la même époque l'an dernier et sont 4% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années à cette période. — (afp)

## Les cours du pétrole finissent sans direction

Les prix du pétrole ont clôturé hier en ordre dispersé, réagissant à un bond des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière, selon un rapport hebdomadaire américain.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a fini à 65,99 dollars à Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril a cédé 34 cents, à 56,22 dollars.

«Nous nous attendons à ce que l'offre soit réduite dans les mois à venir par les baisses de production

de l'Opep et de ses partenaires. Les réserves de brut des pays de l'OCDE commenceront alors à diminuer», a estimé Giovanni Staunovo, analyste chez UBS.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires sont engagés dans un accord de réduction de leur offre de brut sur le marché, un accord musclé depuis le début de l'année.

Cette situation a été l'une des principales raisons à la hausse des cours d'environ 30% depuis Noël. — (afp)

# Un processus de normalisation des politiques monétaires «tortueux»

Les perspectives économiques devenues plus incertaines révèlent la tâche complexe à laquelle sont confrontées les banques centrales, selon la BRI.

Le processus de normalisation des politiques monétaires s'avère compliqué, a insisté Claudio Borio, chef économiste de la Banque des règlements internationaux (BRI) lors de la publication hier du rapport trimestriel de cette institution, considérée comme la banque centrale des banques centrales. Les vifs soubresauts sur les marchés financiers en décembre et le net rebond qui a suivi depuis janvier ont de nouveau mis en lumière la «tâche complexe et délicate» à laquelle sont confrontées les banques centrales et peut, selon lui, se résumer à un message simple.



CLAUDIO BORIO. Chef économiste de la BRI: «Les marchés sont à l'affût des moindres faits et gestes des banques centrales.»

## «En suspens et moins prévisible»

«Les perspectives économiques sont devenues plus incertaines» et le processus de resserrement monétaire «très progressif et prévisible» amorcé par les banques centrales est désormais

«en suspens et moins prévisible», a-t-il argumenté dans ses remarques accompagnant le rapport trimestriel de la BRI. Les fluctuations des derniers mois «ont une fois encore mis en

lumière l'imbrication extraordinaire des relations entre les banques centrales et les marchés financiers», a décrypté le chef du département économique et monétaire de la Banque des règle-

ments internationaux, soulignant que «les marchés sont à l'affût des moindres faits et gestes des banques centrales». Les banques centrales sont de leur côté contraintes de scruter ces marchés financiers pour mieux comprendre ce que l'avenir réserve à l'économie, leurs réactions reflétant et influençant à la fois l'activité, ce qui contribue à expliquer «la patience dont la Réserve fédérale a récemment fait preuve». Alors que la croissance économique aux Etats-Unis semble marquer le pas, la Réserve fédérale américaine a répété depuis janvier préférer rester «patient» avant d'agir de nouveau sur ses taux d'intérêt. La Banque centrale européenne (BCE) a pour sa part mis fin à son programme de rachat d'actifs destiné à soutenir l'économie. elle s'est toutefois inquiétée des risques de ralentissement de la zone euro, son président, Ma-

rio Draghi, assurant que l'institution gardait des «instruments» dans sa manche si cette dégradation devait s'accroître. De publication en publication, Claudio Borio n'a eu de cesse, à chaque trimestre, de mettre en garde contre les risques liés à l'endettement et à la tâche complexe qui en découlait pour les banques centrales, fortement mises à contribution pour stabiliser l'économie depuis la crise financière. «Le chemin étroit de la normalisation s'avère tortueux», a-t-il de nouveau constaté. — (awp)

## Statu quo de la Banque du Canada

**POLITIQUE MONÉTAIRE.** La Banque centrale du Canada a annoncé hier le maintien à 1,75% de son principal taux directeur, soulignant que «la croissance fait face à des vents contraires qui s'accumulent». L'institut monétaire d'Ottawa, qui avait relevé son principal taux de 1,50% à 1,75% en octobre, a souligné qu'une nouvelle révision de celui-ci dépendrait de «l'évolution des dépenses des ménages, des marchés pétroliers et des politiques commerciales mondiales» et en particulier des négociations entre Washington et Pékin. «Les données récentes portent à croire que le ralentissement de l'économie mondiale a été plus prononcé et plus généralisé que la Banque l'avait prévu» en janvier, a-t-elle écrit dans sa note. La Banque centrale a souligné que «les tensions concernant le commerce extérieur et l'incertitude pèsent lourdement sur la confiance et l'activité économique» et que «la résolution des conflits commerciaux améliorerait les perspectives de l'économie mondiale». — (afp)

## L'ANALYSE TECHNIQUE

### Les rendez-vous de la semaine

**LUNDI**  
Taux

**MARDI**  
Matières premières

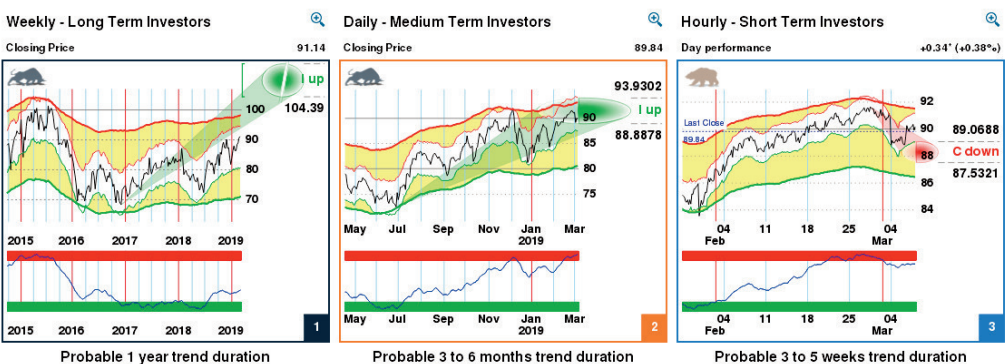
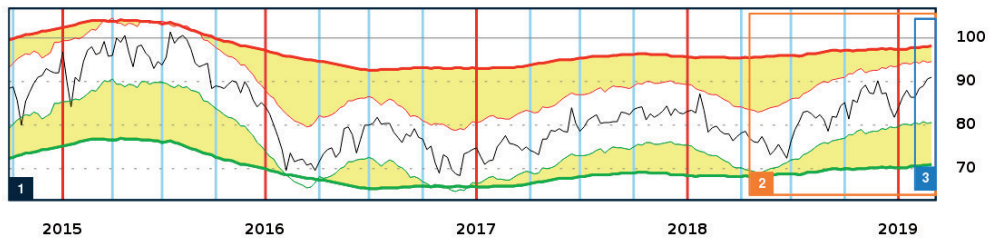
**MERCREDI**  
Forex

**JEUDI**  
Marché suisse: grandes capitalisations

**VENDREDI**  
Indices actions

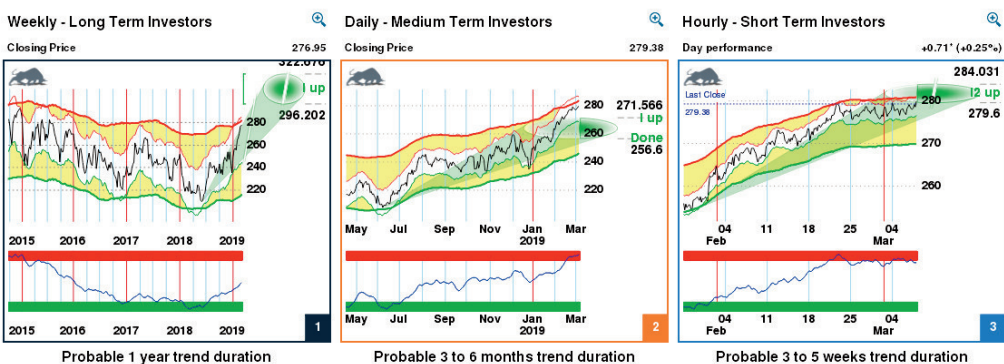
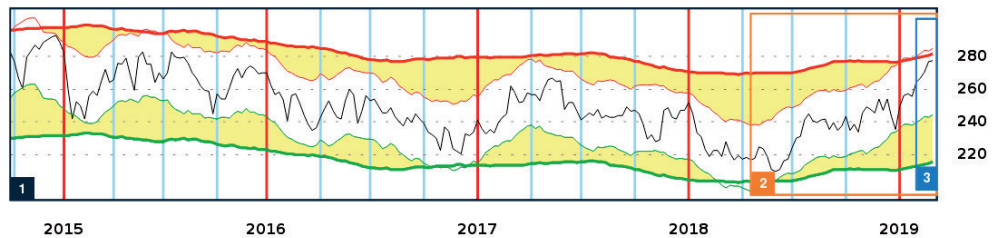
#### NOVARTIS AG

Last Update 06/03/19  
Los Angeles 13:00 New-York 16:00 London 21:00 Paris 22:00 Tokyo 06:00 Sydney 08:00  
Previous day closing : CHF 89.84  
Day performance : +0.34' (+0.38%)  
PE : 27.27 Yield : 3.5737  
\* Prices delayed by at least 15 minutes



#### ROCHE HOLDING AG

Last Update 06/03/19  
Los Angeles 13:00 New-York 16:00 London 21:00 Paris 22:00 Tokyo 06:00 Sydney 08:00  
Previous day closing : CHF 279.38  
Day performance : +0.71' (+0.25%)  
PE : 23.84 Yield : 3.0608  
\* Prices delayed by at least 15 minutes



Copyright © 2012 – Management Joint Trust SA – www.FinGraphs.com

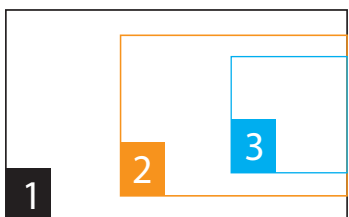
Les prix peuvent être retardés jusqu'à 20 minutes selon les Bourses. Source: www.fingraphs.com – MJT Statistics

### Lire et interpréter les graphiques:

coaching sur [www.fingraphs.com](http://www.fingraphs.com)

#### ➤ Prendre une décision

Fingraphs vous propose 3 horizons d'investissement (long, moyen et court terme) afin de percevoir l'environnement dans lequel évolue le marché.



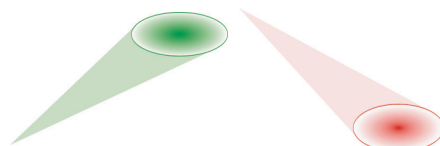
#### ➤ Tendance

Les deux enveloppes présentes sur les graphiques ci-dessus représentent la tendance suivie. Une tendance haussière est illustrée par un Bull et une tendance baissière par un Bear.



#### ➤ Objectifs

Un objectif probable en temps et en prix est automatiquement calculé en permanence. Cet objectif est illustré par un faisceau vert ou rouge selon la tendance et par une ellipse, qui représente la projection dans le temps pour atteindre cet objectif.



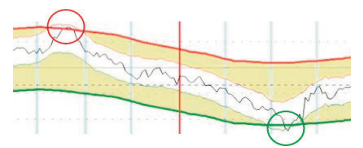
#### ➤ Indicateur de risques

Un indicateur représentant le risque oscille entre une zone Overbought et Oversold (vert: risque faible) et un retournement de la tendance est probable lorsque l'indicateur sort de ces zones.



#### ➤ Exagération du prix

Lorsque la petite enveloppe vient rencontrer la grande enveloppe, ceci représente une exagération du prix, et un mouvement contraire est probable.




**Avertissement:** Les analyses réalisées par la société Management Joint Trust SA depuis 1969, contributrice de cette page au travers de son site [fingraphs.com](http://www.fingraphs.com), n'ont aucune valeur contractuelle et ne constituent en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de valeurs mobilières ou autre produit financier. La responsabilité de la société Management Joint Trust SA ainsi que ses dirigeants et salariés ne saurait être engagée en cas d'erreur, d'omission ou d'investissement inopportun. Les informations, graphiques, chiffres, opinions indicatives présentés sur cette page s'adressent à des investisseurs disposant des connaissances et expériences nécessaires pour comprendre et apprécier les informations qui y sont développées. Ces dernières sont diffusées à titre purement indicatif, Management Joint Trust SA ne peut en garantir l'exactitude ou la fiabilité.

ORDRE DES INFORMATIONS DE FONDS: NUMÉRO DE VALEUR SUISSE, NOM DU FONDS, CONDITIONS D'ÉMISSION/CONDITIONS DE RACHAT, DEVISE COMPTABLE DU FONDS, DERNIÈRE VALEUR D'INVENTAIRE, PERFORMANCE DANS L'ANNÉE COURANTE


No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.18
<b>Banque CIC (Suisse) SA</b> Tél. 0800 242 124 www.cic.ch				
<b>Fonds en obligations</b>				
-	CIC CH Corporates Bond CHF B	2/1	---	-
1083143	CIC CH Europe Bond B	2/1	EUR	869.83 +1.01%
1989391	CIC CH Governments Bond CHF B	2/1	CHF	100.88 +0.29%
19898435	CIC CH High Yields Bond CHF Primus B	2/1	CHF	104.28 +1.45%
<b>Fonds en actions</b>				
-	CIC CH Large Caps Swiss Equities Active B	2/1	---	-
19899078	CIC CH Small & Mid Caps Swiss Equities Active B	2/1	CHF	179.08 +13.80%
<b>Fonds stratégiques</b>				
-	CIC CH Strategy (EUR) B	2/1	---	-
1083254	CIC CH Strategy (CHF) B	2/1	CHF	988.97 +5.38%
<b>Autres fonds</b>				
1083213	CIC CH Convert Bond B	2/1	EUR	1170.20 +6.27%

**Piguet Galland & Cie SA**  
Tél. 058 310 44 36  
pgfunds@piguetgalland.ch  
www.piguetgalland.ch



686297	Pig GI Bd USD DD	USD	151.46	+2.28%
686249	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	CHF	171.78	+2.37%
686301	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	EUR	173.84	+2.25%
686298	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	USD	259.77	+2.29%
686247	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	CHF	113.48	+2.36%
11002629	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	CHF	103.08	+2.46%
686299	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	EUR	111.65	+2.25%
10898918	Piguet International Fund - World Equities CHF D	CHF	133.92	+11.23%
3581719	Piguet International Fund - World Equities EUR	EUR	109.32	+11.26%
2322853	Piguet International Fund - World Equities USD	USD	144.66	+13.05%

**Banque Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Suisse) SA**  
Tél. 044 214 23 33  
www.oppenheim.ch



-	Pharma/vHealth FCP Fund	2	---	-
---	-------------------------	---	-----	---

**BBGI GROUP SA**  
Tél. +41 22 595 96 11  
www.bbgi.ch



2248527	BBGI Commodities (USD)	1/1	USD	91.70 +15.93%
2610316	BBGI Equities Swi. Behavioral Val.	2/1	CHF	131.50 +12.39%
2610307	BBGI Share Energy (USD)	2/1	USD	154.10 +10.62%
2610311	BBGI Share Clean Energy (USD)	2/1	USD	64.90 +16.73%
2610302	BBGI Share Gold USD	2/1	USD	43.00 +3.61%
12238949	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF	2/1	CHF	81.70 +1.74%
12239030	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF hedged	2/1	CHF	62.00 -0.64%
12239032	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR	2/1	EUR	92.10 +1.10%
12239033	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR hedged	2/1	EUR	66.10 -0.60%
12238872	BBGI Swiss Physical Gold CI USD	2/1	USD	77.50 +0.00%
1645471	BBGI Tactical Switzerland A	2/1	CHF	147.90 +10.70%
1645492	BBGI Tactical World A	2/1	USD	110.80 +10.91%

**Index de sécurité TIPER<sup>sm</sup> sur le marché suisse**

ABB	55.8%	Meyer Burger	1.9%
Actelion	79.5%	National Ver.	13.5%
Adxex	0.1%	Nestlé	99.9%
Adecco	52.3%	Nobel Biocare	0.5%
Airesis	0.1%	Novartis	99.9%
Alpha Pet	0.1%	OC Oerlikon	12.5%
Arbonia	1.6%	Orascom	0.2%
Aryzta	1.4%	Richemont	65.4%
Ascom	4.4%	Roche	99.9%
Baloise	99.1%	Schindler	99.9%
Basilea	13.0%	Schmolz+Bicken.	0.1%
Cembra	96.6%	SGS	99.9%
Clariant	96.6%	Sika	99.9%
Credit Suisse	15.1%	Sonova	99.9%
Dufry	64.0%	Sulzer	56.9%
Evolva	0.1%	Swatch Group	46.7%
GAM	18.5%	Swiss Life	99.9%
Geberit	95.3%	Swiss Prime Site	99.9%
Givaudan	99.9%	Swiss RE	80.8%
Holcim	36.5%	Swisscom	97.4%
Julius Baer	97.0%	Swisslog	0.1%
Kudelski	0.3%	Syngenta	28.7%
Kuehne+Nagel	96.4%	Transocean	1.6%
Logitech	96.8%	UBS	14.8%
Lonza	99.9%	Zurich Insurance	81.2%

Données au 06.03.2019


Big Data Technology for Investor Protection. The Security Indicator TIPER<sup>sm</sup> by Cfinancials.com is a scientific evaluation of the risk of a financial product. It is objective, consistent across 16 million products and can be generated in real time.

TIPER<sup>sm</sup> fulfills 77 key requirements and satisfies Article 11 under on-going inducements set out by the directive MiFID II / Investor Protection.

Since January 1, 2018, the directive makes it compulsory for the financial industry within Europe to comply with product governance and product suitability. TIPER<sup>sm</sup> by Cfinancials.com is the only solution that helps banks, asset managers, brokers and advisory firms across the EU meet MiFID II requirements as intended by the authorities.

Investor relations +41 848 848 181 (24/7/365)  
**www.cfinancials.com**


**BlackRock Asset Management Suisse SA**  
Tél. 022 703 19 70  
www.blackrock.com/ch



**Fonds en actions**

618455	BGF Emerging Europe A2 EUR	2/1	EUR	100.32 +10.27%
618486	BGF European A EUR	2/1	EUR	104.46
3748203	BGF Global Allocation Hedged A2 CHF	2/1	CHF	11.44
567975	BGF LatinAm A USD	2/1	USD	54.71
2857820	BGF Local Emg Mkts Short Dur Bond A2 USD	2/1	USD	22.46
1501042	BGF US FlexEquity A USD	2/1	USD	27.91
333541	BGF WdGold A USD	2/1	USD	28.31
620823	BGF WdMining A USD	2/1	USD	31.73

**EFG Bank**  
Tél. +41 58 809 31 11  
Fax +41 58 809 36 78  
www.efgbank.com




**Fonds en actions**

277516	New Capital Multihelvetia CHF A	2/1	CHF	507.26 +13.94%
3140525	New Capital Multihelvetia CHF I	2/1	CHF	104.97 +14.18%

**Fonds à revenus fixes**

277520	New Capital Global Dynamic CHF A	2/1	CHF	91.44 +0.96%
24158815	New Capital Global Dynamic CHF I	2/1	CHF	93.01 +1.04%
1617405	New Capital Institutional Fund - Foreign Bonds CHF	2/1	CHF	87.81 +0.41%
2438233	New Capital Institutional Fund - Bond CHF	2/1	CHF	111.00 +0.62%


**CACEIS (Switzerland) S.A.**  
Tél. +41 22 360 94 00  
www.caceis.ch



**Fonds en actions**

25381014	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe A (CHF)	2/5	CHF	1347.65 +11.47%
25381016	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe B (CHF)	2/5	CHF	1359.00 +11.55%
1924309	Bruellan Dynamic - Tactical	2/5	EUR	202.83 +17.30%
11194367	Rare Earth Elements Fund (CHF)	2/1	CHF	81.10 +11.10%
2095702	RFP Small & Mid Caps Switzerland A	2/2	CHF	261.91 +14.27%
3112416	RFP Special Europe A	2/2	EUR	188.51 +14.23%
2344989	RFP Swiss Equity Equal-Weighted A	2/2	CHF	147.55 +13.53%
2344994	RFP Swiss Equity Equal-Weighted C	2/2	CHF	154.63 +13.73%

**Cornèr Banca SA - Lugano**  
Tél. +41 91 800 51 11  
Fax +41 91 800 53 49



**Fonds de placement suisses**

866225	CB-Accent.Income Fund	2	CHF	97.80 +5.44%
1066414	CB-Accent.Short Term Maturity Fund	2	EUR	104.26 +0.17%
1066427	CB-Accent.Short Term Maturity Fund	2	USD	108.65 +0.67%

**Pegaso Capital Partners S.A.**  
Tél. +41 91 210 31 94  
www.pegasocapital.com  
info@pegasocapital.com



**Fonds en actions**

13975737	Pegaso Capital Strategic Bond Class I EUR	EUR	111.10	+2.19%
13975735	Pegaso Capital Strategic Bond Class R EUR	EUR	106.26	+0.00%
13977329	Pegaso Capital Strategic Bond Class I USD Hedged	USD	119.61	+2.72%
13975738	Pegaso Capital Strategic Bond Class R USD Hedged	USD	111.08	+0.00%
11760519	Pegaso Capital Strategic Trend Class I EUR	EUR	111.82	+0.24%
11760518	Pegaso Capital Strategic Trend Class R EUR	EUR	107.02	+0.18%


**Banque Profil de Gestion SA**  
Tél. +41 22 818 31 31  
www.bpdg.ch



**Fonds en actions**

2069864	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS R (EUR)	3/3	EUR	1501.46 +0.25%
2775694	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS I (EUR)	3/3	EUR	1581.18 +0.84%

**IAM Independent Asset Management**  
Tél. 022 818 36 40  
www.iamfunds.ch  
www.iam.ch



**Fonds en actions**


2069871	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds USD MAS R (USD)	3/3	USD	1477.55 -0.05%
2775724	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds USD MAS I (USD)	3/3	USD	1548.27 +1.18%

**Martin Currie Global Funds**  
www.martincurrie.com

Représentant en Suisse:  
First Independent Fund Services S.A.  
Tél. +41 44 206 16 40

-	Martin Currie GF - Greater China	---	---	---
-	Martin Currie GF - Global Resources Fund	---	---	---

**Oddo BHF Asset Management SAS**  
+41 [0]22 596 46 97  
am.oddobhf.com



**Fonds en actions**

2348091	ODDO BHF Avenir Europe CI-EUR	2/1	EUR	349807.60 +13.15%
2349697	ODDO BHF Immobilier CI-EUR	2/1	EUR	203940.12 +8.06%
3669008	ODDO BHF Polaris Balanced DRW-EUR	2/1	EUR	72.43 +8.15%
13693261	ODDO BHF Euro Credit Short Duration CI-EUR	2/1	EUR	12.22 +1.45%
39732349	ODDO BHF Haut Rendement 2025-EUR	2/1	EUR	995.66 +4.81%

**Patrimonium Asset Management AG**  
Tél. +41 58 787 00 00  
www.patrimonium.ch



**Fonds immobilier**

3499521	Swiss Real Estate Fund	2/1	CHF	150.60 +4.58%
---------	------------------------	-----	-----	---------------


**Picard Angst SA**  
Tél. +41 [0] 22 989 50 00  
www.picardangst.com  
info@picardangst.com



**Fonds de placement matières premières**

4913676	All Commodity Tracker Plus A USD	2/1	USD	45.18 +0.00%
4913681	All Commodity Tracker Plus Ah hdg CHF	2/1	CHF	58.37 +0.00%
19027338	PA Energy & Metals Fund A	2/1	USD	51.08 +0.00%
19027340	PA Energy & Metals Fund Ae	2/1	EUR	48.86 +11.00%
19027341	PA Energy & Metals Fund Ah	2/1	CHF	44.38 +0.00%
-	PA Systematic Commodity Alpha Fund A	2/1	---	---
-	PA Systematic Commodity Alpha Fund Ah	2/1	---	---

**Banque Cantonale de Genève**  
Tél. 058 211 21 11  
bcge.ch/funds



**Fonds en obligations**

19837544	Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	2/1	CHF	99.67 +0.32%
19837552	Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	2/1	EUR	105.68 +0.95%
2651733	Synchrony LPP Bonds B	2/1	CHF	113.19 +0.38%
401528	Synchrony Swiss Government Bonds	2/1	CHF	109.64 +0.44%

**Fonds en actions**

19837575	Synchrony (LU) EuroPEAN Equity (EUR) A	2/1	EUR	156.01 +12.32%
37002650	Synchrony (LU) High Dividend Europe Stocks A	2/1	EUR	96.85 +9.72%
37002661	Synchrony (LU) High Dividend US Stocks A	2/1	USD	111.84 +10.57%
37002749	Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks A	2/1	USD	104.27 +14.19%

36991615	Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	2/1	CHF	108.68 +14.41%
37000674	Synchrony (LU) Swiss Small & Mid Caps (CHF) A	2/1	CHF	102.38 +16.63%
19837570	Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	2/1	EUR	152.96 +12.60%
18147545	Synchrony All Caps CH A	2/1	CHF	197.37 +14.01%
14889673	Synchrony Emerging Equity A	2/1	USD	107.69 +8.59%
517707	Synchrony Europe Equity A	2/1	EUR	165.73 +12.05%
36041749	Synchrony High Dividend Swiss Stocks A	2/1	CHF	109.96 +9.91%
2651796	Synchrony Small & Mid Caps CH A	2/1	CHF	208.77 +16.78%
401529	Synchrony Swiss Equity	2/1	CHF	163.70 +14.24%
710423	Synchrony US Equity A	2/1	USD	209.77 +11.19%


**Fonds d'allocation d'actifs**

277239	Synchrony (CH) Balanced (CHF)	2/1	CHF	139.04 +5.32%
2482999	Synchrony (CH) Balanced (EUR)	2/1	EUR	127.80 +5.32%
1822141	Synchrony (CH) Defensive (CHF)	2/1	CHF	103.72 +2.75%
4262988	Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	2/1	CHF	115.81 +8.07%
19837560	Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	2/1	EUR	121.07 +5.88%
19837565	Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	2/1	EUR	136.45 +8.35%
4263004	Synchrony (CH) World Equity (CHF)	2/1	CHF	122.89 +12.31%
2651751	Synchrony LPP 25 B	2/1	CHF	115.11 +4.45%
2651770	Synchrony LPP 40 B	2/1	CHF	114.65 +5.97%
2651786	Synchrony LPP 40 SR1 B	2/1	CHF	106.51 +6.25%
35855134	Synchrony LPP 80 B	2/1	CHF	102.70 +9.63%

**UBS Vitainvest Fonds**

10852691	UBS (CH) Vitainvest - 25 Swiss	6/6*	CHF	121.32 +3.91%
10852698	UBS (CH) Vitainvest - 50 Swiss	6/6*	CHF	138.54 +6.68%
-	UBS (CH) Vitainvest - 12 World	6/6*	---	---
2247646	UBS (CH) Vitainvest - 25 World	6/6*	CHF	339.30 +3.79%
-	UBS (CH) Vitainvest - 40 World	6/6*	---	---
2247650	UBS (CH) Vitainvest - 50 World	6/6*	CHF	243.75 +6.51%

**RAM Active Investments S.A.**  
Tél. +41 22 816 87 30  
www.ram-ai.com  
Disciplined & Selective



**Fonds d'actions**

1530813	RAM Emerging Mkts Eq B USD	2/1	USD	172.03 +7.04%
10078792	RAM Emerging Mkts Eq J CHF	2/1	CHF	160.11 +9.01%
10078787	RAM Emerging Mkts Eq L EUR	2/1	EUR	193.55 +8.23%
1530792	RAM European Eq B EUR	2/1	EUR	414.69 +10.01%
1802481	RAM European Eq C CHF	2/1		

ACTIONS SUISSES (SWX)

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 122271 ABB N, 2985075 ALSO Holding N, 1213860 Adeco Group N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1253020 BACHEM HDLG N-B, 2748094 Balshine Hdg ZL N, 1241051 Balshine Hdg ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1266394 Caldia Hdg ZL N, 1100359 Carlo Gavazzi Z, 18667529 Castle Altern ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2473640 Edison Power Euro N, 134749 Edmond de Roths P, 716295 FEEL P, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2496744 Galatica N, 2422251 GAM Hdg ZL N, 1026992 GAM Hdg ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2577175 HBM Healthcare ZL N, 1262755 HBM Healthcare N, 1227268 Heheldia Hdg N, etc.

ACTIONS SUISSES (WIRTS)

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1169360 Luzerner KB N, 3954285 MCH Group N, 3862023 Medartis Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1001913 RELIEF THER Hdg N, 367144 Rieter Hdg ZL N, 1203204 Roche Hdg G, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2174864 Santhera Pharm Hl N, 900289 Schaffner Hdg N, 2463821 Schindler Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 3336167 U-box Hdg ZL N, 4022725 UBS Group ZL N, 2447678 UBS Group N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 4190282 VALARTIS Group ZL N, 3674278 Valartis Group N, 1478650 Valiant Holding N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 3095120 Walliser KB N, 261948 Warteck Invest N, 3342927 Witekey Int N-B, etc.

NORD AMERICAINES

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 3647494 Vir Pharma N, 1107539 Zurich Insur Gr N, 2390061 iShares EURO EUR-A, etc.

AUTRES

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 3136826 Anglo American R, 11450563 BASF N, 455617 Comer, etc.

BERNOISES

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 10201284 ACRON HEVLETTA N, 3240249 Admira HDLG N, 1147156 AP Renaissance N, etc.

FONDS SUR INDICES ETF

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1269095 AIF-Corpy Smeq P, 41281070 Am IS AmTjP UEDHC, 38785037 Am IS FR USD UEDC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2390061 iShares EURO EUR-A, 1210415 iShares SLL (DE), 1393613 iShares Agribus USD-A, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 1269095 AIF-Corpy Smeq P, 41281070 Am IS AmTjP UEDHC, 38785037 Am IS FR USD UEDC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2390061 iShares EURO EUR-A, 1210415 iShares SLL (DE), 1393613 iShares Agribus USD-A, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2665024 USSEIT ACWI HCF AA, 3854709 USSEIT ACWI SRI KA, 3854704 USSEIT ACWI SRI KA, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2665024 USSEIT ACWI HCF AA, 3854709 USSEIT ACWI SRI KA, 3854704 USSEIT ACWI SRI KA, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2665024 USSEIT ACWI HCF AA, 3854709 USSEIT ACWI SRI KA, 3854704 USSEIT ACWI SRI KA, etc.

FONDS IMMOBILIERS

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Includes rows for 2676251 BONHOTE IMMOB, 2676252 CS Re Est Fd Sars, 1291370 CS Re Est Fd Sars, etc.



DJ EURO STOXX 50

Table of DJ EURO STOXX 50 indices including values for various sectors like Airlines, Banks, and Tech.

DAX

Table of DAX index values and components.

CAC 40

Table of CAC 40 index values and components.

FSE 100

Table of FSE 100 index values and components.

ZURICH

Table of ZURICH index values and components.

FRANCFORT

Table of FRANCFORT index values and components.

PARIS

Table of PARIS index values and components.

LONDRES

Table of LONDRES index values and components.

RTX

Table of RTX index values and components.

DOW JONES

Table of DOW JONES index values and components.

AMSTERDAM

Table of AMSTERDAM index values and components.

MILAN

Table of MILAN index values and components.

MADRID

Table of MADRID index values and components.

MOSCOW

Table of MOSCOW index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

NEW YORK

Table of NEW YORK index values and components.

AGEFI

Table of AGEFI index values and components.

Table of stock market data for various European and global companies, including sectors like pharmaceuticals, technology, and energy.

Table of stock market data for various European and global companies, including sectors like automotive, retail, and consumer goods.

Table of stock market data for various Asian companies, including sectors like technology, automotive, and consumer goods.

Table of stock market data for various Asian companies, including sectors like technology, automotive, and consumer goods.

Table of stock market data for various Asian companies, including sectors like technology, automotive, and consumer goods.

DEVICES - FUTURES - LIABILITIES - OBLIGATIONS

DEVICES

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

AUTRES DEVICES

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

DEVICES À TERME

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

COURS DTS

Table of financial instruments including currencies and interest rates, such as CHF, EUR, and USD.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of commodity prices for various metals and minerals, including gold, silver, and copper.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity prices for various metals and minerals, including gold, silver, and copper.

MÉTALUX/BIENS INDUSTRIELS

Table of commodity prices for various metals and minerals, including gold, silver, and copper.

KOSPI 50 SÉOUL

Table of stock market data for the KOSPI 50 index in Seoul.

HONG KONG

Table of stock market data for the Hong Kong market.

AGRICULTURE

Table of commodity prices for various agricultural products, including wheat, corn, and soybeans.

MÉTALUX

Table of commodity prices for various metals and minerals, including gold, silver, and copper.

STRAITS TIMES SINGAPOUR

Table of stock market data for the Straits Times index in Singapore.

BOVESPA SAO PAULO

Table of stock market data for the Bovespa index in Sao Paulo.

ENERGIE

Table of commodity prices for various energy products, including oil, gas, and coal.

ENERGIE

Table of commodity prices for various energy products, including oil, gas, and coal.

OBLIGATIONS

Table of financial instruments including bonds and interest rates, such as Franc Suisse and Euro.

INDICES DE RÉFÉRENCE

Table of financial instruments including bonds and interest rates, such as Franc Suisse and Euro.

OBLIGATIONS

Table of financial instruments including bonds and interest rates, such as Franc Suisse and Euro.

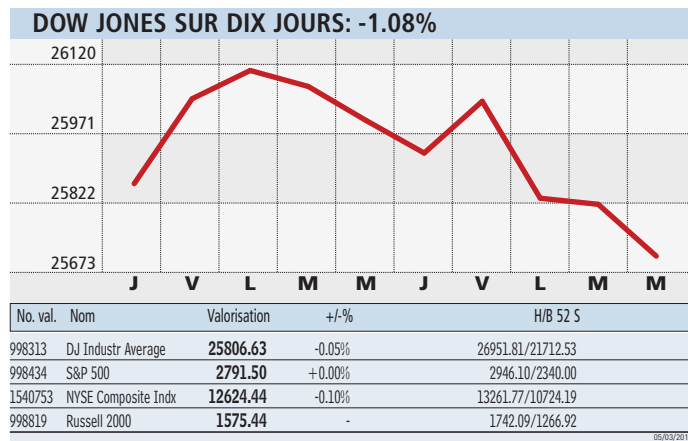
INDICE SWISS-BOND SWK

Table of financial instruments including bonds and interest rates, such as Franc Suisse and Euro.

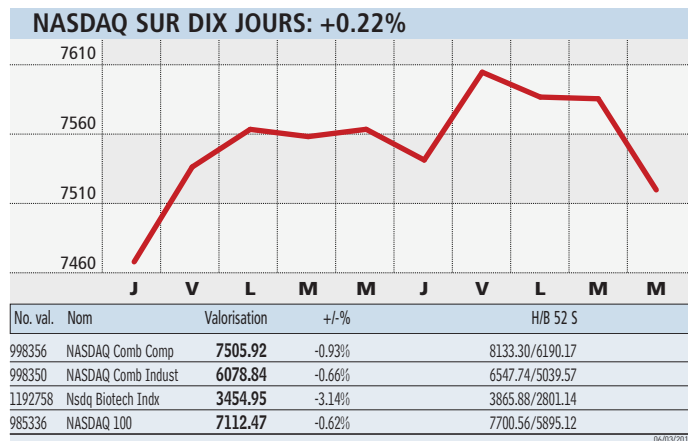
INDICE SWISS-LIQUID CREDIT SUISSE

Table of financial instruments including bonds and interest rates, such as Franc Suisse and Euro.

## NYSE



## NASDAQ



## CLÔTURE À WALL STREET

## Wall Street attentiste termine en baisse

La Bourse de New York a terminé la séance en baisse mercredi, les investisseurs hésitant à s'engager face à des indicateurs en demi-teinte et à l'absence d'avancées concrètes dans les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Le Dow Jones Industrial Average, a lâché 0,52%, à 25.673,46 points, et l'indice Nasdaq a laissé 0,93%, à 7505,92 points. L'indice élargi S&P 500 a perdu 0,65%, à 2.771,45 points.

C'est la continuation de la tendance qui domine (depuis le début de la semaine), avec des acteurs qui prennent leur distance avec un marché ayant beaucoup grimpé récemment», a commenté Karl Haeling de LBBW.

«Les investisseurs sont un peu sur la défensive, et c'est tout à fait normal, et sain, après quasiment dix semaines consécutives de hausse», a renchéri Adam Sarhan de 50 Park Investments.

En considérant les statistiques du jour, «ils se demandent quel est le facteur qui pourrait faire encore progresser l'économie américaine mais aussi mondiale dans les 12 à 18 prochains mois», a-t-il avancé. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques notamment, la croissance de l'économie mondiale n'atteindra que 3,3% en 2019 à cause des tensions commerciales persistantes, des incertitudes politiques et d'une diminution continue de la confiance des entreprises et des consommateurs. Elle tablait encore en novembre sur une croissance à 3,5%.

Aux Etats-Unis, les autorités ont annoncé que le déficit commercial américain en 2018 s'était hissé à un niveau inédit en dix ans.

Autre source d'incertitude pour les investisseurs: l'absence, en tout cas officiellement, de progrès dans les pourparlers entre Washington et Pékin après des déclarations pourtant optimistes de Donald Trump il y a une dizaine de jours.

«On observe aussi le sentiment croissant que si un accord devait être signé, il est déjà intégré par le marché», a souligné M. Haeling.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur la dette à dix ans reculait à 2,685%, contre 2,717% mardi à la clôture, et celui sur la dette à 30 ans à 3,069%, contre 3,081% la veille. — (afp)

## Le père de l'orchestre moderne est décédé il y a 150 ans

Le français Hector Berlioz, dont la musique a connu nombre de controverses, est notamment à l'origine des festivals.

RANA MOUSSAOUI

Certains voudraient qu'il soit le premier musicien à entrer au Panthéon. Fondateur de l'orchestre tel qu'on le connaît aujourd'hui, génie de la musique, Hector Berlioz (1803-1869) est fêté plus que jamais, 150 ans après sa mort. Cet anniversaire sera commémoré le 8 mars à travers le monde et surtout dans son pays natal: en France, ce pionnier des festivals de musique et des méga-concerts avant l'ère des rock stars, a connu une renaissance tardive.

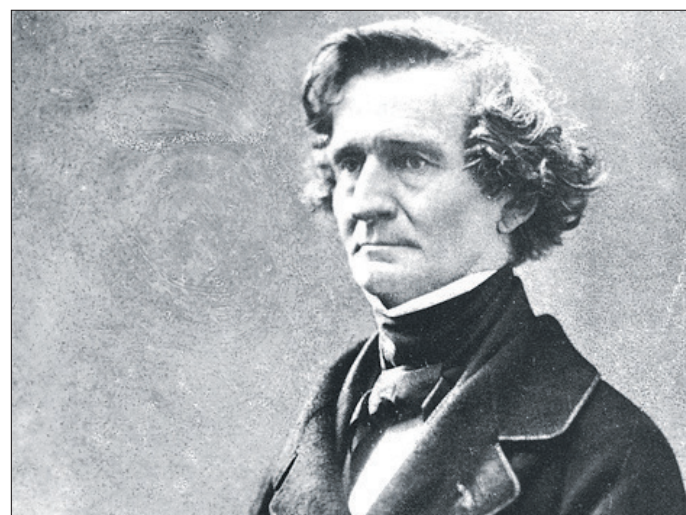
## Le révolutionnaire

«C'est incontestablement le plus grand révolutionnaire de l'orchestre», explique Bruno Messina, directeur du festival annuel de Berlioz organisé dans son village natal de la Côte-Saint-André, au sud-ouest de Lyon.

Avant Berlioz, les instruments à cordes étaient rois et l'apanage de musiciens issus de milieux bourgeois. Les instruments à vent, comme les trombones ou les hautbois, étaient très en retrait et joués souvent par des artistes de milieux populaires.

«Berlioz fait la révolution en donnant à tous les citoyens de l'orchestre les mêmes droits», avance M. Messina, qui a sorti une biographie du compositeur. Son traité d'orchestration devient une référence.

Il invente ce qu'on appelle «la mélodie française», en mettant en musique la poésie de son pays, comme «Les Nuits d'été», composée sur des vers de Théophile Gautier. Mais Berlioz est surtout



Hector Berlioz est surtout connu pour sa musique grandiose, comme son «Requiem» ou «Les Troyens».

connu pour sa musique grandiose, comme son «Requiem» ou «Les Troyens», dont l'Opéra de Paris vient de présenter une nouvelle production.

«C'est un peu comme le 'home cinema', souligne M. Messina. Pionnier de la quadraphonie, il met des orchestres autour de la salle pour amplifier l'effet sonore, écrit des pièces pour 1000 musiciens et a parfois besoin de chefs d'orchestre en relais.

## L'autodidacte

Les festivals de musique, c'est à lui que nous les devons. A l'époque «les journalistes se sont moqués de lui en demandant 'Qui va s'intéresser à des concerts plusieurs jours de suite?',» précise le musicologue.

«Il n'était pas issu d'un milieu musical», mais de la campagne, «ce

qui est rare», rappelle M. Messina. Le compositeur portera cela comme un complexe de classe. Il ne va pas à l'école, mais est éduqué par son père médecin, Louis Berlioz, l'introducteur de l'acupuncture en France. Ses détracteurs lui reprocheront d'être arrivé très tard au Conservatoire, à 22 ans. «On disait de ses audaces que c'était des fautes. Et on lui reprochait d'être le seul grand compositeur romantique de son temps qui n'était pas pianiste», mais guitariste, précise son biographe.

## L' amoureux permanent

Compositeur romantique par excellence, Berlioz l'était aussi dans sa vie personnelle. «Il a été un amoureux permanent toute sa vie», explique M. Messina. A douze ans, il ressent une «secousse électrique» en rencontrant Estelle,

18 ans, qui l'ignore. Un rejet qu'il sublime et deviendra son «moteur pour écrire la musique».

Il y eut surtout l'Irlandaise Harriet Smithson, grande actrice shakespearienne pour qui il écrira sa célèbre «Symphonie fantastique» — l'histoire d'un artiste qui va prendre de l'opium pour se consoler d'une déception amoureuse.

Il l'épouse après lui avoir fait la cour plusieurs années, puis eut une maîtresse, Marie Recio, pour qui il écrit «Nuits d'été».

La France a probablement été le dernier pays à apprécier son génie. «Il y a eu de grands moments d'oubli. La minorité qui a toujours adoré Berlioz en France n'avait pas le pouvoir», indique M. Messina.

Henri Duponchel, un directeur de l'Opéra de Paris, «me regardait comme une espèce de fou dont la musique n'était et ne pouvait être qu'un tissu d'extravagances», écrivait Berlioz dans ses Mémoires. On lui préférait des compositeurs qui garantissaient un remplissage des salles et lui reprochait de bouleverser l'harmonie et la forme même de l'opéra.

Le public à l'époque avait du mal à comprendre par exemple son opéra «Benvenuto Cellini» qui «ne traite pas d'une grande histoire d'amour, mais des états d'âme d'un sculpteur face à son oeuvre», selon M. Messina. L'Opéra a même refusé de son vivant de jouer «Les Troyens» dans son intégralité.

Ce n'est qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle puis lors du bicentenaire de sa naissance, en 2003, qu'il y eut un réveil des Français à l'égard de ce monstre sacré. — (ats)



## La buée sur les lunettes, c'est bientôt fini!

Des chercheurs de l'EPFZ ont développé un revêtement qui empêche en grande partie le verre de se couvrir de buée. La couche transparente de nanoparticules d'or chauffe simplement sous l'effet de la lumière du jour.

«La couche absorbe les infrarouges ainsi qu'une petite partie de la lumière visible du soleil et transforme les deux en chaleur», explique Christopher Walker, doctorant et premier auteur de l'étude, cité dans un communiqué de l'EPFZ. La surface du verre se réchauffe ainsi de 3 à 4 degrés, ce qui réduit très fortement la condensation de la vapeur d'eau, selon ces travaux publiés dans la revue *Nano Letters*.

Des tests ont montré que la buée disparaît des surfaces ainsi traitées quatre fois plus vite que sur celles qui ont reçu un film ou un traitement antibuée habituel. Les scientifiques souhaitent maintenant développer leur technique avec un partenaire industriel. — (ats)

## Deadline

## FED: tests de résistance allégés mais pas pour CS et UBS

La Réserve fédérale américaine va alléger ses tests de résistance vis-à-vis des grandes banques sauf pour plusieurs banques dont Credit Suisse, UBS et Deutsche Bank. La Fed a annoncé hier qu'elle allait cesser de faire objection aux plans de distribution de capitaux (dividendes, rachats d'actions, etc.) de la grande majorité des 18 grandes banques soumises aux tests de résistance annuels dits «qua-

litatifs». «Ces changements éliminent l'objection qualitative pour la plupart des banques, à cause des améliorations quant à leur plan d'utilisation des capitaux», dit la Fed.

Mais cette exemption ne sera pas appliquée à cinq banques sur 18. Ce sont les holdings américaines de la banque britannique Barclays, des banques helvétiques UBS et Crédit Suisse, de la banque allemande Deutsche Bank ainsi que de la banque canadienne TD Bank. — (awp)

## WISEKEY: partenariat stratégique avec OpSec Security

Wisekey, qui affirme être leader sur le marché de la cybersécurité, a conclu un partenariat stratégique avec OpSec Security, société «de premier plan» dans la fourniture de solutions de lutte contre la contrefaçon en offrant des technologies sécurisées d'authentification. Les détails n'ont pas été révélés. Les technologies OpSec seront intégrées dans l'infrastructure PKI et la plateforme IoT de Wisekey. — (awp)

AGEFI M&G

Novartis se renforce dans les thérapies géniques

Le prix digital switzerland challenge mise sur l'e-santé

1 mois d'essai

29.- CHF

agefi.com/membre